

LE
DROIT DE CHASSE
ET LA
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

De la Communalisation du Droit de Chasse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Henri JEVAÏN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu le 26 avril 1901
à dix heures du matin, devant

MM. BERTHÉLEMY, *Président* ;

SOUCHON, professeur,

BOURGUIN, professeur,

} *Suffragants.*

NEVERS

IMPRIMERIE A. ROUSSEL

37, RUE DU COMMERCE, 37

1901

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation
aux idées émises dans les thèses. Ces idées doivent être consi-
dérées comme personnelles à leur auteur.*

LE
DROIT DE CHASSE
ET LA
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

De la Communalisation du Droit de Chasse

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux idées émises dans les thèses.*

Philippe-Henri JEVAÏN

DOCTEUR EN DROIT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE PARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LE

DROIT DE CHASSE

ET LA

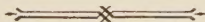


PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

DE LA COMMUNALISATION

DU

DROIT DE CHASSE



NEVERS

IMPRIMERIE A. ROUSSEL

37, RUE DU COMMERCE, 37

1901

MEIS ET AMICIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
DROIT DE CHASSE
ET LA
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

De la Communalisation du Droit de Chasse

INTRODUCTION

« Lorsque le premier homme fut tombé dans le péché, il se trouva dans la nécessité de défendre sa vie contre les bêtes sur lesquelles Dieu lui avait donné le commandement au moment de sa création. Les exploits qu'ont faits ses descendants en domptant et en détruisant les animaux les plus cruels contre le genre humain ont été les premiers titres de leur noblesse ; d'où l'on peut tirer cette conséquence infaillible que la chasse est le plus noble de tous les exercices. » (1)

Ainsi s'exprime l'auteur du *Code des Chasses suivant la jurisprudence de l'Ordonnance de 1669*. Sans douter de l'infailibilité du raisonnement ni de l'extrême noblesse de la chasse, nous pensons qu'il est utile de chercher ailleurs la justification de l'intérêt que le jurisconsulte peut accorder au chasseur.

(1) *Code des Chasses suivant la jurisprudence de l'Ordonnance de 1669*. Paris 1745. p. 1.

Laissant au poète ou au romancier le soin de célébrer ses exploits, c'est à lui qu'il incombe de déterminer ses droits et ses devoirs. Et ce faisant, sa tâche n'est pas des plus simples car si le chasseur peut être dangereux, c'est un excellent contribuable.

La réglementation du droit de chasse fait éclater le conflit entre des intérêts contraires qu'il n'est point aisé de concilier; la multiplicité des solutions, l'abondance des critiques le prouvent.

Il faut contenter le propriétaire en respectant ses droits, le fisc en lui assurant des ressources importantes, le chasseur en favorisant sa passion, et satisfaire enfin l'intérêt général en assurant la conservation du gibier qui constitue une très considérable richesse nationale.

Un instant de réflexion suffit pour apercevoir que selon que le législateur se sera préoccupé spécialement de tel ou tel intérêt, tel ou tel autre sera sacrifié. Voilà l'écueil.

On pourrait étudier la législation cynégétique en se plaçant à un point de vue spécial: les nombreuses réformes fiscales qui ont été proposées, les différents procédés employés pour réprimer les abus pouvant résulter de l'exercice du droit de chasse, fourniraient, par exemple, des sujets assez vastes. Mais aucune de ces questions ne peut être traitée d'une manière indépendante puisque les solutions proposées ne peuvent être jugées qu'en les mettant en contact avec tous les intérêts en jeu.

Nous avons cependant restreint cette étude aux rapports du droit de chasse avec la propriété foncière; mais c'est qu'il nous a paru que la position prise sur ce point avait une influence directe sur les solutions à donner aux questions essentielles en fixant le caractère restrictif ou libéral du système.

Les questions de taxe, de répression, de réglementation

pure qui ne sont pas pour le juriste du même intérêt, jouissent d'une indépendance relative et peuvent se concilier avec des régimes très différents, cela nous permettra de les laisser en dehors de notre étude.

Mais un problème va la dominer tout entière.

Le droit de chasse est-il un attribut du droit de propriété ?
— L'histoire et la logique juridique nous répondrons oui.
Au législateur d'en réglementer l'exercice au mieux de tous les intérêts.

PREMIÈRE PARTIE

De la nature du droit de chasse

I. — ÉTUDE THÉORIQUE

Qu'est-ce que chasser ?

Chasser, c'est au sens étymologique du mot, poursuivre le gibier pour s'en emparer, « captare ». Le jurisconsulte semble s'être fait de la chasse une idée beaucoup plus large.

En l'absence de toute définition légale, c'est au juge qu'il appartient de décider en tenant compte de l'esprit de la loi, s'il y a fait de chasse. Le champ d'application des textes se trouve ainsi plus étendu, mais quel que soit le point de vue auquel on se place, il n'est pas difficile d'apercevoir que le conflit entre le droit de chasse et le droit de propriété se présente dans les mêmes termes

L'exercice de la chasse exige, en effet, à l'époque actuelle et a toujours exigé un grand espace. Alors que le gibier était plus répandu, l'absence d'engins efficaces en rendait la poursuite plus pénible ; aujourd'hui, sa rareté exige de longues recherches. Il est bien évident dès lors que l'exercice du droit de chasse conduit le chasseur à rechercher le

gibier ou à poursuivre celui qu'il a levé, au-delà des limites de son héritage. C'est ainsi que naît le conflit. La question se pose en ces termes : Tout individu a-t-il le droit de chasser sur tous les fonds ? Doit-on sacrifier les droits du propriétaire ? ou bien celui-ci en vertu de son droit absolu et inviolable peut-il s'opposer à ce l'on chasse sur sa propriété ? Doit-on faire fléchir le droit de chasse ?

La solution a varié selon les temps à mesure que la force des droits en conflit se modifiait.

L'homme primitif placé en face d'ennemis et de besoins trouva dans la chasse le moyen de vaincre les uns et de satisfaire les autres, c'était la lutte pour la vie avec les procédés primitifs des premiers âges. Sans chercher en dehors de lui-même le chasseur trouvait la justification de son acte c'était du droit de vivre que l'homme tirait son droit de chasse. Mais lorsque sous l'influence de la civilisation, l'homme vit sa sécurité augmenter en même temps que ses ressources, il fallut chercher à ce droit de chasse, un fondement qui lui manquait désormais. S'il n'était plus urgent de recourir à la chasse pour assurer sa subsistance, si le danger de voir sa vie menacée par les bêtes sauvages était devenu problématique, le fondement primitif du droit disparaissait ou plutôt se transformait.

Il n'y avait plus en quelque sorte légitime défense, mais tous ces animaux qui erraient à travers la campagne et les forêts, qui donc pouvait les dire siens ? Personne. Dès lors n'était-il pas permis à chacun de s'en emparer de se les soumettre. C'était sous une autre forme, sous une forme juridique cette fois ; la théorie primitive. De même qu'il était permis à chacun de jouir de l'eau de la mer, ou dans une civilisation plus avancée d'aller librement au théâtre,

aux bains publics. de même on pouvait librement poursuivre le gibier *res nullius*.

C'est le principe de la liberté absolue : le gibier est au premier occupant ; le droit de chasse appartient à l'individu indépendamment de toute condition. Lancé à la poursuite de sa proie, rien ne pourra arrêter le chasseur, il peut la suivre partout, car partout il a le libre passage, c'est là un des éléments de son droit. Toute atteinte à ce droit constitue une atteinte à sa personnalité.

Cette situation aurait pu se perpétuer, mais le conflit ne devait pas tarder à éclater entre ce droit de chasse et un autre droit qui, à la vérité, n'apparaissait pas pour la première fois mais qui se développait.

La propriété individuelle, en effet, existait depuis longtemps à l'époque où les jurisconsultes constatent encore le principe de la chasse libre pour tous et partout, mais le propriétaire, qui, se prévalant de son droit, aurait voulu faire obstacle au droit de chasse d'autrui, se serait vu poursuivre pour atteinte à la personnalité du chasseur.

A notre époque, avec les mêmes éléments, la situation est toute différente et le droit de chasse distinct d'abord du droit de propriété a fini par se confondre avec lui. Devant l'unanime approbation de la doctrine, faut-il en conclure que les anciens méconnurent les vrais principes ? Nous ne le pensons pas.

Le droit de chasse, droit absolu de l'individu, se justifiait à l'origine, ainsi que nous l'avons remarqué, et s'il a persisté sous cette forme longtemps après l'introduction de la propriété individuelle, c'est qu'il n'est pas venu se heurter à un droit de propriété suffisamment développé. Il n'a pas semblé d'abord au propriétaire que le fait pour un chasseur de passer sur son fonds, à la poursuite d'un gibier ne lui

tenant pas, et indépendamment de tout dommage, peut constituer une atteinte à son droit de propriété. Mais ce n'était là qu'une question de temps : le jour où son intérêt lui a commandé d'interdire la chasse ; le jour où il a eu conscience de la force de son droit le conflit a éclaté, et le mot conflit est ici tout à fait juste puisqu'il s'agit de deux droits indépendants qui se contrarient.

Il est curieux de remarquer que cette évolution se produisit à Rome à une époque où les marchés de la ville offraient à la vente du gibier un énorme débouché. C'est de la question d'intérêt qu'est né le conflit, c'était fatal.

Le propriétaire ne fut pas sans rencontrer de solides appuis juridiques et c'est lui qui eût le dessus. Sans méconnaître le droit de chasse, on lui permit d'interdire le passage sur son fonds, ce qui avait toutes les apparences d'un sophisme mis au service d'une cause juste.

Dès lors que le droit de propriété se fortifiait, n'était-il pas plus simple de reconnaître que le propriétaire seul avait le droit de chasse sur son fonds, car lui seul devait pouvoir en tirer toutes les utilités possibles, car il avait le droit de s'opposer au libre passage et le droit de chasse d'autrui se résout en somme à cela par rapport à lui.

Faisant abstraction de la féodalité qui, introduisant des principes nouveaux, voila les véritables pendant de longs siècles ; ce sera la dernière phase de l'évolution. La législation française et la presque-unanimité des législations modernes ont adopté cette solution logique. Dès lors, en effet, que le Code civil dans son article 544 définissait la propriété ; le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu que l'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements, il devenait incontes-

table que le droit de chasse était un attribut du droit de propriété. (1)

Voilà la solution moderne du conflit de droits que nous avons rencontré, mais à vrai dire le terme que nous employons n'est plus exact : il y avait positivement conflit quand deux droits indépendants se heurtaient, mais depuis que le droit de propriété a absorbé de droit de chasse, le conflit n'existe plus, il n'y a plus rien à trancher, il ne peut y avoir que lésion du droit de propriété.

C'est par le libre jeu des éléments de cette étude que nous avons été amenés logiquement à la solution moderne. Nous retrouverons cette évolution rationnelle dans l'étude historique que nous allons entreprendre et qui nous fournira des justifications. Elle fera apparaître un élément nouveau : la féodalité. Les principes qu'elle impose n'ont pas triomphé en France et la Révolution les rejeta, mais leur étude n'en est pas moins intéressante, car c'est d'eux que procèdent certaines modalités du système moderne que nous aurons à apprécier.

(1) S'il fallait en croire M. Petit, auteur d'un *Traité du Droit de Chasse*, tome Ier p. 222, un jurisconsulte éminent, Merlin, aurait soutenu l'opinion contraire. Cet auteur a en effet écrit : « Le droit de chasse est encore aujourd'hui considéré comme un droit que l'autorité souveraine peut accorder, modifier ou retirer ; et delà l'art. 715 du Code civil : La faculté de chasser est réglée par des lois particulières. Merlin, *Répertoire Chasse* § III p. 130.

Ce langage peut à la vérité prêter à équivoque, mais le sens qu'il faut lui attribuer n'est pas douteux, si l'on envisage le passage suivant du même auteur :

« Aujourd'hui qu'il n'existe plus ni fiefs, ni justices seigneuriales, on sent bien » que ce n'est plus de la féodalité, ni de la justice que peut dériver le droit de » chasse. Aussi les Décrets du 4 août 1789 ont-ils aboli le droit seigneurial de » chasse, en même temps que le régime féodal et les justices des seigneurs, et » ont-ils attribué à tout propriétaire indistinctement le droit de détruire et faire » détruire seulement *sur ses possessions*, toute espèce de gibier, sauf à se » conformer aux lois de police, qui pourront être faites relativement à la sûreté » publique. » (Loc. cit. p. 133) Merlin ne faisait évidemment allusion qu'aux règlements de police que prévoyait l'article 715 et c'est à tort que M. Petit voit en lui un auteur dissident.

II. — ÉTUDE HISTORIQUE

Droit Romain

La législation romaine n'a pas connu les multiples réglementations qui rendent à notre époque le droit de chasse intéressant pour le juriste.

Des premiers temps de Rome, jusqu'au règne d'Antonin, le droit de chasse ne connut aucune entrave. Il n'en pouvait être autrement, les nécessités qui entraînent aujourd'hui les restrictions auxquelles il est soumis, n'existaient pas alors. On n'avait pas à craindre la disparition du gibier très abondant, les nécessités fiscales ne se faisaient pas sentir et surtout le droit de chasse ne venait pas se heurter à un droit de propriété solide et exclusif. Ce n'était encore qu'une forme transitoire de ce droit et les nombreuses restrictions auxquelles il était soumis en atténuaient singulièrement la force.

D'autre part, les conditions économiques impliquaient la liberté du droit de chasse. Le gibier entraît pour une grande part dans l'alimentation des familles et il était de l'intérêt même de la collectivité de permettre à chacun de ses membres de se livrer sans obstacles légaux à la poursuite du gibier.

Il ne parut pas aux premiers Romains que le droit de chasse fut un accessoire nécessaire un attribut de leur droit de propriété et cette idée entra si bien dans les esprits, que jamais elle ne disparut de la législation romaine, bien qu'elle ait été à partir d'une certaine époque voilée par les dispositions qui cherchèrent à la tourner. La théorie du droit de chasse se présente alors sous sa forme la plus simple : Le gibier *res nullius* s'acquiert par occupation, et

nul ne peut s'opposer à cette *occupatio*. La poursuite du gibier peut avoir lieu sur toutes les terres et le gibier appartient à celui qui l'a pris en quelque lieu que se soit faite la capture. Il n'est pas besoin d'avoir reçu la permission du propriétaire du fonds et son opposition n'influe en rien sur l'acquisition de propriété, les principes sur ce point n'ont jamais changé (1).

Bien plus, il ne suffisait pas au propriétaire d'entourer ses biens pour acquérir par là même un droit sur le gibier ; il restait *res nullius* tant qu'il avait été laissé *in libertate naturali*. C'était une conséquence logique du principe admis, de même qu'il était logique d'admettre en partant de ce principe que le gibier parqué, *feras bestias quos vivarūs incluserimus*, n'était plus susceptible d'occupation (2).

Le système que nous venons d'exposer brièvement, se dégage de l'ensemble des textes et n'est plus contesté, on lui a cependant opposé le fr. 62 D. I. VII, t. 1 (3).

Ce texte, tout en reconnaissant à l'usufruitier le droit de

(1) D. I. 41 t. 1 fr. 55. Proculus...., laqueum videamus ne intersint in publico an in privato posuerim, et si in privato posui, utrum in meo an in alieno et si in alieno utrum permissu ejus cujus fundus erat, an non permissu ejus posuerim.

(2) D. I. 4 t. 2 fr. 3 § 14. — Item feras bestias quas vivarūs incluserimus et pisces quos in piscinas coiercerimus, se nobis possideri : sed eos pisces, qui in stagno sint, aut feras, quae in silvis circumspicis vagantur, a nobis non possideri, quoniam relictæ sint in libertate naturali : Alioquin etiam si quis silvam emerit, videri eum omnes feras possidere quod falsum est.

(3) Fr. 62 D. I. VII. t. 1. — Usufructuarium venari in salibus, vel montibus possessionis probe dicitur, nec aprum aut cervum quem ceperit proprium domini capit, sed aut fructus jure, aut gentium suos facit. § 1 Si vivarūs inclusæ feræ in ea possessione custodiebantur, quando usufructus cœpit, num exercere eas fructarius possit, occidere non possit ? Alias, si quas initio incluserit operis suis, vel post sibimet ipsæ inciderint delapsæ fuerint, hæ fructuarū juris sint ? Commodissime tamen, ne per singula animalia facultatis fructuarū propter discretionem difficilem, jus incertum sit, sufficit eundem numerum per singula quoque genera ferarum finito usufructu domino proprietatis assignare, qui fuit cœpti usufructus tempore.

Editeurs autres que Mommsen : « fructus aut jure aut gentium » au lieu de « aut fructus jure aut gentium ».

chasse sur les terres dont il a l'usufruit, ajoute : *nec aprum aut cervum quem ceperit, proprium domini capit, sed aut fructus jure aut gentium suos facit*. Ce qui signifie que le gibier est acquis par l'usufruitier soit comme fruit soit par *occupatio*. La difficulté résulte de cette distinction, mais elle s'aggrave, si modifiant la ponctuation, on place la virgule non plus après *ceperit* mais avant *capit* (en ce sens Mommsen), dès lors il semble bien que le gibier, le gros tout au moins, considéré comme fruit, soit *proprium domini* indépendamment de toute *occupatio* par le propriétaire. Mais la ponctuation primitive nous semble préférable comme donnant au *principium* du texte une signification davantage en harmonie avec les paragraphes suivants :

Ce fragment semble bien, en effet, envisager deux situations différentes. D'une part, le cas où il s'agit de territoires de chasse et dont la chasse constitue le principal revenu, et d'autre part le cas où il s'agit de fonds ordinaires. Le gibier pouvant, dans la première hypothèse, être considéré comme *fructus* dans les rapports de l'usufruitier et du propriétaire ; mais ce n'est pas là qu'une question de comptes à régler et c'est toujours *gentium jure* que le gibier s'acquiert même pour le propriétaire du fonds.

Le système reste donc intact : le gibier est une *res nullius* et chacun peut librement s'en emparer sur sa propriété ou celle d'autrui. Nul ne peut s'opposer à l'exercice de droit et celui qui voudrait y faire obstacle, s'exposerait à l'*actio injuriarum* au même titre que s'il avait voulu priver un citoyen du droit de se rendre au théâtre ou aux bains publics.

Ce système, qui s'adaptait si bien au régime économique des premiers siècles de Rome, devait à mesure que le droit de propriété se précisait en se développant, paraître trop simpliste. A une époque où les marchés de Rome regorgeaient de gibier, où les grands propriétaires se livraient

lucrativement à son élevage, il devait fatalement arriver que le propriétaire d'un fonds vit d'un mauvais œil le chasseur poursuivre librement sur ses terres ce gibier auquel il attachait tant de prix. La réaction fut lente cependant, car l'étendue de l'*ager publicus* et les propriétés pérégrines offraient au droit de chasse un vaste champ d'application où il pouvait s'exercer sans léser la propriété individuelle.

Une Constitution d'Antonin le Pieux rapportée par Callistrate (1) formule les plaintes des propriétaires et émet le vœu que les citoyens s'abstiennent à l'avenir de chasser sur les terres d'autrui *invito domino*. Il ne fallait pas, en effet, songer à modifier par une Constitution les principes admis depuis des siècles ; les Romains n'ont pas connu cette façon brutale de passer d'un régime à un autre. Ce furent les jurisconsultes qui se chargèrent de découvrir le procédé qui permettrait au propriétaire de chasser seul sur son fonds.

Gaius, contemporain des Antonins, nous indique déjà la solution proposée : « *Plane qui in alienum fundum ingreditur venandi aucupandive gratia, potest a domino, si is providerit, jure prohiberi ne ingrederetur.* » G. II, Rer. quot. vel. aur. (2)

C'est le *jus prohibendi*. Le propriétaire peut s'opposer à ce que l'on passe sur son fonds libre de toute servitude et il usera de ce droit pour faire obstacle au droit de chasse qu'il est bien forcé de reconnaître à tout citoyen. La formule se précise rapidement et une Constitution de l'année 294 la pose en terme très nets (3).

(1) οὐκ ἔστιν εὐλογον ἀκόντων τῶν δεσποτῶν ὑμᾶς ἐν ἀλλοτρίοις χωρίοις ἰξάειν ; c'est-à-dire : Non habet rationem vos in alienis locis invitis dominis aucupari. (Mommson). — Variante : Non est consentaneum rationi, ut per aliena prædia invitis dominis aucupium faciat.

(2) Fr. 3 § 1 D. I. 41 t. 1.

(3) C. I. 2 l. 3 t. 34. Per agrum quidem alienum qui servitutem non debet, ire vel agere vicino minime licet : uti autem via publica nemo recte prohibetur.

Cet expédient juridique était fort habile, car il respectait tous les principes admis ainsi qu'Ulpien le constate. L. 13 § 7 livre 47, *ad edictum* : «et sæpissime rescriptum non posse quem piscari prohiberi : sed nec aucupari nisi quod ingredi quis agrum alienum prohiberi potest. Usurpatum tamen et hoc est, tametsi nullo jure, ut quis prohiberi possit ante aedes meas vel pretorium meum piscari : quæ si quis prohibeatur, adhuc injuriarum uti potest. »

Le citoyen conserve le droit de chasse ; le gibier est sien du moment qu'il l'a pris et en quelque lieu qu'il l'ait pris, qu'il ait chassé du consentement du propriétaire ou contre son gré. Mais dans ce dernier cas il y aura contre lui un moyen de droit, il sera tenu de répondre de sa convention.

La difficulté est précisément de savoir quel sera le moyen de droit que le propriétaire opposera au délinquant. A première vue, il semble que le chasseur ayant violé le droit de propriété, ou troublé la possession, sera tenu par l'un des nombreux moyens qu'offre le Droit romain pour faire respecter la possession ou la propriété.

Cependant, un examen attentif nous oblige à les rejeter tous. Il ne saurait être question de la revendication ni de la *conditio furtiva* le propriétaire étant, par sa seule qualité, sans droits sur le gibier. Les interdits possessoires supposeraient un préjudice matériel qui par hypothèse n'existe pas ici. Les actions possessoires supposeraient une méconnaissance du droit du possesseur, l'atteinte accidentelle apportée par l'acte du chasseur, ne saurait donner lieu qu'à une action personnelle et non pas à une action négative.

Les jurisconsultes romains ne furent en désaccord qu'au sujet de l'application dans cette espèce de l'interdit *quod vi ant clam*. Trebatius l'accordait indépendamment de tout

dommage. Labeon le rejetait et c'est son opinion qui l'a emporté (1).

Ce fut l'*actio injuriarum* qui vint encore ici fournir la sanction et c'était logique car cette action intervient naturellement quand quelqu'un sans pouvoir légal mais aussi sans intention d'usurper, veut empêcher un citoyen d'exercer certains droits qui lui sont compétents, en sa qualité de citoyen ou d'homme.

Voilà le système romain tel qu'il subsista jusqu'à la fin, nous pouvons le formuler en deux propositions :

1^o Le droit de chasse appartient à tout citoyen sur ses propriétés comme sur celles d'autrui et la sanction de ce droit personnel est l'*actio injuriarum*.

2^o Le propriétaire peut interdire le libre passage sur son fonds et il a pour faire respecter cette défense l'*actio injuriarum* (2).

Le dernier pas ne fut point franchi et jamais les Romains n'ont considéré le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété, l'auraient-ils fait que les résultats pratiques n'eussent pas été sensiblement modifiés puisqu'ils avaient imaginé des expédients qui leur permettaient de satisfaire à la fois leur attachement aux anciens principes et les exigences nouvelles.

Le droit français a dissipé l'équivoque en se ralliant aux principes rationnels, mais à vrai dire la théorie définitive n'est formulée nulle part en termes précis dans l'ancien droit. — A l'époque où l'étude du droit romain commence,

(1) D. l. 43 t. 24 fr. 22 § 3. Si stereus per fundum meum tuleris cum id facere vetuissem, quamquam nihil damni feceris, mihi nec fundi mei mutaveris, tamen teneri te quod vi aut clam Trebatius ait, Labeo contra ne etiam is qui dumtaxat iter per fundum meum fecerit aut avem egerit venatusve fuerit sine ullo opere, hoc interdicto teneatur.

(2) Lando Landucci. « Il diritto di proprietà ed il diritto di caccia presso i Romani ». Archivio giuridico, vol. XXIX, p. 354.

la féodalité a depuis longtemps faussé toute conception et les auteurs qui envisagent ces questions ne peuvent que constater la dissemblance des solutions adoptées.

Ancien Droit

Opposant les maximes du droit romain, en matière de chasse, aux principes du droit français, l'auteur du *Traité du Droit de la Chasse*, De Launay, a écrit : « Notre droit françois est tout contraire à cette maxime, car en France le droit de chasse est droit royal et personne n'en peut jouir que par la permission du roy » (1).

Il est certain que l'exactitude de cette formule ne saurait être contestée si l'on considère que De Launay écrivait en 1681, peu de temps après la promulgation de la Grande Ordonnance de 1669, et à une époque où la théorie de la royauté de droit divin triomphait chez les théologiens et les juristes.

Le pouvoir du roi était certain, de droit divin, il lui appartenait. Le prophète Daniel, parlant à Nabuchodonosor, ne lui avait-il pas dit : « Vous, sire, vous êtes le roi des rois, à qui le Dieu du Ciel a donné un royaume puissant et honoré en tous les endroits du monde où il y a des hommes ; il a mis entre vos mains les animaux de la terre, les oiseaux du ciel et les poissons de la mer et vous a établi Seigneur de toutes choses. »

De Launay en tirait cette conséquence « qu'il n'est pas nécessaire que les rois aient la seigneurie et la principauté des oiseaux et des bêtes sauvages pour qu'ils puissent en permettre et en défendre la prise ». Mais cette doctrine absolutiste ne fut pas et n'avait pas été de tous les temps et les annotateurs de la quatrième édition du *Code des Chasses*,

(1) *Traité du Droit de Chasse*, Paris, 1681, page 11

publié en 1745, ajoutaient déjà : « N'est-il pas plus convenable de dire que du même droit que les rois tiennent leur royaume, ils ont celui de faire les lois sur les propriétés des choses, lesquelles lois ne sont que des établissements humains. » (1) C'est à ce dernier point de vue que semblent se rattacher les ordonnances antérieures à celle de 1669, notamment celle du 10 janvier 1396, celle du 18 août 1451 et la Déclaration du 6 août 1533.

Quel que soit le fondement du principe, il n'en est pas moins certain : « le droit de chasse est au Roy » et les auteurs que nous avons rapportés se sont efforcés de prouver que de tous temps la chasse avait été défendue par le Roy. Mais si cette doctrine peut être solidement soutenue à partir de 1396, il ne semble pas qu'il en puisse être de même auparavant à supposer même que l'on écarte une ordonnance de Philippe le Bel dont parle Grégoire de Tours et qui autorisait les roturiers à chasser hormis les garennes d'autrui.

Les documents les plus anciens que nous possédions datent des cinquième et sixième siècles.

Le texte de la loi salique, aux environs de l'année 420, ne contient aucune prohibition relative à la chasse, mais se borne à édicter certaines pénalités contre ceux qui auraient volé le gibier déjà tombé en la possession d'autrui et une disposition relative au vol d'un cerf apprivoisé, permet de conclure avec certitude que la prise d'un cerf sauvage n'était pas défendue.

Par contre, il semble que dès cette époque le roy et les seigneurs se réservaient la chasse dans leurs forêts (expression qui comprenait alors non seulement les forêts proprement dites, mais encore les parcs), c'est ce qui résulte d'un passage de Grégoire de Tours, au livre 10, qui rapporte que

(1) *Code des Chasses*, 1745, p. 18.

le roi Gontran fit lapider son chambellan Chondo ou Chandon pour avoir tué un buffle dans la forêt de Vassac ; et de capitulaires des Carolingiens, notamment le capitulaire de Charles le Chauve, *apud caris*, ch. 34 de 840, interdisant même à son fils de chasser dans les forêts royales. Mais il semble qu'en dehors delà la chasse était libre.

Le Concile de Tours de 813, en interdisant la chasse aux ecclésiastiques prouve que de droit commun, ils avaient ce droit et le capitulaire de Louis le Pieux enjoignant aux seigneurs de ne point étendre leurs forêts sans sa permission, laisse bien supposer qu'en dehors de celles-ci il n'y avait pas de réserves de chasse.

Il ne faut voir davantage de restriction, ni dans l'ordonnance de 1152, qui défends de braconner et de tésurer, ni dans l'arrêt condamnant deux gentilshommes pour avoir suivi un lièvre dans la forêt du seigneur Enguerrand de Coucy, ni dans les dispositions de la coutume de Beauvoisis prononçant des peines sévères contre les voleurs de gibier. Ce sont là des dispositions parfaitement compatibles avec un régime de liberté.

Une ordonnance de 1299 ne prouve pas davantage quand elle vient défendre d'avoir « panians à connis ou à lièvres » ni de « tenir fieron ni reisons » sauf aux gentilshommes et aux possesseurs de garennes sous la peine de 60 livres parisis « ou la volonté li roy ou de celui en qui justice il sera trouvé ».

Le testament de Charles le Bel fait le 26 août 1321, et ordonnant de récompenser les voisins de ses forêts du dommage que leur ont fait les bêtes rousses ou noires, n'implique de même en aucune façon, contrairement à l'opinion de De Launay que ceux-ci n'avaient pas le droit de chasse.

On peut écarter aussi toutes les ordonnances postérieures

qui se bornent à régler le régime des forêts royales. Ordonnance du 27 avril 1346. Ordonnance du 28 décembre 1355.

Il existe cependant un grand nombre de documents plus embarrassants par lesquels le roi autorisait les habitants de certaines villes à chasser sur son territoire. Telles sont les lettres de Philippe V en 1324, pour les habitants d'Angers, de Charles V en 1369, pour ceux de Joigny, en 1370, pour ceux de Saint-Antonin, en 1371, pour ceux de Mailly-le-Château, et en 1374 pour ceux de Tamnay en Nivernois.

Mais ces autorisations prouvent simplement que certains grands seigneurs avaient dépouillé ces villes du droit de chasse. Cette intervention du roi fut un des procédés employés par le pouvoir royal pour combattre la noblesse ainsi que le prouve l'acte accordant le privilège aux habitants de Mailly et qui décide que tout individu, accusé d'avoir chassé dans la garenne du seigneur, sera cru sur son serment s'il jure n'avoir pas chassé.

Au milieu du quatorzième siècle, la situation est la suivante : Les personnes non nobles peuvent chasser partout hors garennes, en usant des moyens non défendus.

Nous ne croyons donc pas, avec De Launay, que ce soit « une erreur visible que de croire que les François aient joui de la liberté naturelle de chasser sur les terres de leurs voisins comme sur leur propre terre jusques au tems de Charles VI ».

Il y eut bien des restrictions, mais le principe du droit de chasser au propriétaire semble avoir été respecté jusque là.

L'Ordonnance du 10 janvier 1396 marque une orientation nouvelle, et l'on voit Charles VI invoquant d'abord son intérêt personnel et celui des nobles, puis l'intérêt de la chose publique, interdire aux non nobles de chasser, à moins qu'ils ne soient ecclésiastiques ou « bourgeois vivant de ses possessions et rentes ».

Le droit de chasse semble bien timidement affirmé, comme retenu par le roi, mais il en laisse libéralement l'usage à tous ceux que cet exercice ne détournera pas de leurs devoirs « en grand confusion de notre peuple, ou détriment de la chose publique de notre royaume et ou grand dommage de nous et de nos subgiez ».

Les paysans n'auront désormais plus que le droit de « tenir chiens » pour sauvegarder leurs récoltes.

A vrai dire, si cette ordonnance, fondamentale pour nous, n'avait fait que consacrer la législation antérieure, on comprendrait mal qu'il se soit produit contre elle un tel mouvement de révolte que, dès 1413, une ordonnance éphémère, la Cabochienne, dut venir atténuer sa portée. En vertu de cette ordonnance, toute personne de quelque état qu'elle fut pouvait prendre, tuer ou chasser les loups et loutres sans fraude ni préjudice des garennes des seigneurs et « aussi que ce ne soit en la manière que les nobles sont accoustumé de chasser ». Les garennes étaient ramenées aux limites qu'elles avaient quarante ans auparavant et tout le monde, sauf les petites gens pouvait y poursuivre le gibier, les paysans pouvaient tuer toutes bêtes sauvages qui venaient sur leurs fonds. Enfin le roi ordonnait de ne plus « vexer ni molester » ceux qui chasseraient en fraude.

Les Parlements résistèrent et la Cabochienne fut déchirée cette même année 1413 dans un lit de justice. Bien qu'elle n'eut jamais été appliquée, elle est intéressante en ce qu'elle permet de constater combien l'Ordonnance de 1396 bouleversait les règles admises avant elle.

Il faut croire cependant que l'application de cette ordonnance rencontra de sérieuses résistances, car ses dispositions furent reprises par des textes postérieurs (1), et Fran-

(1) Notamment par l'ordonnance de Charles VII du 18 août 1451.

çois I^{er} crut bon de promulguer une ordonnance portant règlement général des chasses et des forêts en mars 1515.

Désormais aux nobles seuls appartient le droit de chasse (art. 14) les bourgeois ni les clercs ne pourront s'en prévaloir (art. 18).

Cette fois, le roi apparaît bien comme disposant du droit de chasse à son gré et cela paraît encore davantage dans l'Ordonnance du 6 août 1533, qui renouvelle les prohibitions de 1515, en les accentuant. C'est le roi, et comme récompense, qui donne le droit de chasse aux nobles, « considéré que les nobles, après avoir exposé leurs personnes, tant au fait des guerres qu'ailleurs en notre service et autour de notre personne, n'ont d'autre esbat, récréation ni exercice approchant celui des armes, sinon èsdites chasses ».

Bien plus, passant en quelque sorte par-dessus la tête des princes, seigneurs et nobles, il déroge comme contraires aux bien et utilité de la chose publique aux pactes par lesquels ils auraient accordé le droit de chasse en baillant les terres en fief.

Le principe est maintenant posé, il ne reste plus qu'à le développer. Déjà en 1581 (Ordonnance du 10 décembre) Henri III fera sentir un peu rudement aux nobles qu'ils ne chassent que par tolérance, en disant : « Art. 1^{er}. N'entends toutes fois défendre l'honneste plaisir et exercice de notre noblesse, ès cas et ainsi qu'il lui *est toléré et permis* par nos ordonnances » ; en 1603 (Déclaration du 14 août,) Henri IV leur défendra de chasser à l'arquebuse.

L'Ordonnance de juillet 1607 ne fit que reproduire ces dispositions.

Le droit de chasse est dès lors certainement un droit royal, le propriétaire en est dépouillé totalement et Louis XIV le lui fit bien voir en 1666 (Ordonnance du 9 août), en le soumettant pour sauvegarder les plaisirs du prince à

de très lourdes obligations : obligation de planter des épines, défense de creuser des fossés, défense d'enlever les herbages pendant le temps que les perdrix couvent, etc.

L'ordonnance de 1669, réitère les prohibitions que les ordonnances antérieures avaient déjà faites, mais elle mérite une plus grande attention en raison de l'importance qui s'attache aux dispositions qu'elle contient relativement aux droits de la noblesse.

Si l'article 14 (tome 30, section XII) ne paraît pas innover en donnant le droit de chasse « à tous seigneurs, gentilshommes et nobles, dans leurs forêts, buissons, garennes et plaines », l'article 26 pose un principe logique qui n'avait pas encore été formulé « Déclarons tous seigneurs, hauts justiciers, soit qu'ils aient censives ou non, en droit de pouvoir chasser dans l'étendue de leur haute justice, quoique le fief de la paroisse appartint à un autre, sans néanmoins y envoyer chasser aucuns de leurs domestiques ou autres personnes de leur part, ni empêcher le propriétaire du fief de la paroisse de chasser aussi dans l'étendue de son fief ».

C'est ici qu'est l'innovation : le possesseur de fief chasse par privilège ; le seigneur haut justicier chasse de droit.

Pour le premier, le droit de chasse est considéré comme un droit utile attaché au fief et si le fief est divisé ou démembré, chacun des copropriétaires peut l'exercer.

Le seigneur haut justicier au contraire chasse de droit, parce qu'il a seul par devers lui la puissance publique qui consiste dans le pouvoir de prohiber et proclamer et dont le droit de chasse est un attribut (1).

Il n'y avait aucune difficulté en ce qui concernait l'alleu roturier ; le propriétaire de ce fonds n'étant pas visé par l'ordonnance, n'avait pas le droit de chasse ; mais on pouvait

(1) Boutaric, *Traité des Droits féodaux*, 1781, chapitre V.

hésiter en présence du texte au sujet des droits des nobles non possesseurs de fiefs. Il était assez conforme à l'esprit des ordonnances, de leur reconnaître le droit de chasse et c'est ce que décida un arrêt du 2 juillet 1680. Leur droit est cependant restreint à leurs terres joignant leur maison. D'ailleurs l'article 13 de l'ordonnance de 1669, laisse supposer que le roi leur accordait souvent l'autorisation de chasser sur ses domaines.

Ce fût le système définitif de notre ancien droit, c'est alors qu'on peut dire vraiment avec De Launay : « En France, le droit de chasse est un droit royal, et personne n'en peut jouir que par la permission du Roi ».

S'il eût pour lui la logique sous un gouvernement absolu, on est forcé de reconnaître qu'il serait difficile d'en trouver un plus dur pour la propriété. A lire l'ordonnance du lieutenant général de la capitainerie des Tuileries, du 21 août 1719, on s'étonne du nombre et du poids des charges qui lui étaient imposées. Le paysan n'avait pas le droit de couper des foin avant la Saint-Jean, il ne pouvait cultiver ses pois sans en avertir les gardes des quartiers 8 jours à l'avance, il ne pouvait aller se promener dans ses prairies au temps de la ponte, nous ne pouvons citer toutes les restrictions que l'on apportait à sa jouissance. Si l'on ajoute que toute infraction était sévèrement punie et que le braconnage pouvait conduire aux galères, on ne sera surpris de trouver dans les cahiers du Tiers-Etat de nombreuses plaintes à ce sujet.

Bien plus, ce droit de chasse est tellement onéreux que le cahier de Paris *extra muros* qui ne contient qu'un seul article y est relatif. On trouve dans tous les autres des plaintes contre les restrictions auxquelles est soumise la propriété en raison du droit de chasse. Le propriétaire n'a plus qu'un droit vain sur ses champs, « Les cerfs, biches

et sangliers et autres animaux de toute espèce, en sont les usufruitiers » (1).

Le tiers de la paroisse de Saubens en Comminges demande pour les paysans : « la liberté de retirer leurs récoltes au fur et à mesure qu'ils les reconnaissent prêtes, sans aucun retardement ». Il serait facile de citer les citations, mais elles ne prouveraient pas davantage (2).

Ici ce n'est que le tiers qui parle, mais on ne saurait le taxer d'exagération du moment que l'on voit le clergé et la noblesse appuyer ses revendications : « La barbarie féodale maintient les populations et l'agriculture dans un engourdissement mortel » constate le clergé d'Amont et « la noblesse du baillage de Dourdan intimement convaincue de la nécessité de protéger l'agriculture demande : 1^o Qu'on s'occupe des moyens de faire disparaître autant que possible les traces du régime féodal. »

Le remède ne se fit pas longtemps attendre et dans la nuit du 4 août le droit de chasse fut aboli en même temps que la féodalité. L'article 3 de l'ordonnance des 4-11 août 1789 porte en effet : « Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est pareillement aboli ; et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire seulement sur ses possessions toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. » C'était le retour aux vrais principes. Le droit de chasse se trouve de nouveau réuni au droit de propriété dont il n'aurait jamais dû être séparé.

Malheureusement il arriva ce que le législateur n'avait pas eu le temps de prévoir : tout le monde se rua sur

(1) *Cahier de Saint-Pierre des Loges*, Duval, p. 388 (Baillage d'Alençon).

(2) Voir Léon de Poncins, *Les Cahiers de 89 ou les vrais principes libéraux*, p. 102 ss.

le gibier. Si, à l'époque d'Henri III, malgré toutes les ordonnances; non nobles et roturiers allaient « jusques à battre et faire un trique trac pour faire passer le gibier à l'endroit où ils l'attendaient avec lesdites arquebuses, en sorte qu'on n'entendait que coups d'icelles »; il devait à plus forte raison se produire de graves abus le jour où la liberté serait rendue après une si longue prohibition. La chasse devint une source de désordres, les récoltes furent en péril, et dès le 30 avril 1790, le législateur dut intervenir.

Désormais, il était interdit de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, à peine de vingt livres d'amende envers la Commune et dix livres envers le propriétaire, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts au besoin.

Sous la même peine, il était interdit au propriétaire dont les fonds n'étaient pas clos de chasser depuis la promulgation de cette loi jusqu'au premier septembre pour les terres dépouillées et jusqu'à la fin de la récolte pour les autres. Les départements devaient fixer les années suivantes les dates de cette suspension.

Le propriétaire pouvait par contre chasser en tout temps ou faire chasser sur ses étangs ou biens séparés par murs ou haies vives d'avec les héritages d'autrui. Il pouvait chasser dans les mêmes conditions dans ses bois et forêts mais sans chiens courants.

C'était comme on en peut juger une réglementation des plus larges et les restrictions apportées au droit du propriétaire se justifiaient par la sauvegarde de l'intérêt public.

La féodalité n'avait donc fait que retarder l'avènement des véritables principes, et l'art 544 du Code civil, en définissant le droit de propriété, « le droit de jouir et disposer des

choses de la manière la plus absolue », les adopte implicitement.

Cet article pourrait se suffire à lui-même et il serait facile indépendamment de tout autre texte, et par le seul jeu des principes d'édifier une théorie du droit de chasse. Mais le législateur a compris qu'il ne pouvait se désintéresser d'une question si importante et l'article 715 de ce même code nous avertit de l'existence de lois particulières.

L'Etat a usé largement ici de son droit de police, car dans bien des cas l'importance des intérêts en jeu exige que celui des particuliers fléchisse. C'est que ce droit de chasse, si simple à l'analyse juridique, devient quand on l'envisage dans son exercice, beaucoup plus complexe. Et, en effet, si les principes juridiques ont conduit le législateur à protéger le droit de propriété contre toute lésion, les principes économiques l'ont poussé à édicter des mesures tendant à la conservation de cette richesse nationale qu'est le gibier, puis dominant tout, les exigences fiscales sont venues compliquer la question, en sorte que tout changement dans la législation de la chasse doit s'harmoniser avec ces différentes exigences.

Il suffit, pour justifier cette réglementation, de la supposer un instant absente et de considérer le déplorable état de choses qui en résulterait. Sans les dispositions de la loi, le propriétaire, sur les terres duquel on aurait chassé malgré lui, aurait été le plus souvent désarmé, il aurait pu se prévaloir de l'article 1382 du Code civil et demander la réparation du préjudice causé ; mais le plus souvent il n'y a pas de préjudice, le chasseur a passé sur des terres dépouillées de leur moisson, attendant les semences nouvelles, d'autre part il n'a souvent rien tué, en sorte que le propriétaire du fonds ne peut se prétendre lésé ni dans son droit de propriété ni dans son droit de chasse. D'ailleurs, n'est-il pas évident que

ce mode de sanction par trop *ad œquat* au dommage causé, serait vraiment insuffisant. Aggravée par la chance d'échapper à toute responsabilité, cette législation serait totalement inefficace, et les moyens plus rigoureux, mis par la loi à la disposition du propriétaire, se justifient parfaitement par le but poursuivi : le respect de la propriété et l'intérêt de l'agriculture.

D'un autre côté, le législateur devait forcément intervenir pour la sauvegarde du gibier. Si on laissait aux propriétaires la liberté absolue de s'en emparer par tous les moyens possibles, le droit de chasse serait rapidement un droit vain et sans objet. Or ce n'est pas seulement l'intérêt des propriétaires eux-mêmes que le législateur vient défendre en apportant à leur droit ces restrictions nombreuses et efficaces, c'est aussi l'intérêt général et celui du fisc. Fort habilement et tout en restant dans son rôle, il a mis les propriétaires en garde contre leur propre cupidité empêchant que leur intérêt immédiat ne leur fit sacrifier l'avenir au présent ; il a du même coup sauvegardé dans l'intérêt commun cette richesse nationale qu'est le gibier et assuré aux taxes et aux impôts qui frappent le chasseur une base solide.

Car cette réglementation fiscale est elle aussi entièrement légitime. Etant donnés les besoins du fisc à l'heure présente, il est certain que l'impôt sur la chasse se justifie de lui-même. La chasse est en somme un passe-temps coûteux, ce n'est pour personne une source de revenus. N'est-ce pas là un de ces signes extérieurs de la richesse que le législateur doit taxer. Ces impôts n'ont jamais soulevé de protestations et cependant ils constituent pour l'Etat une source de revenus considérables, n'est-ce pas la leur meilleure justification.

Les lois sur la chasse doivent donc s'apprécier au triple point de vue suivant :

Respect de la propriété.

Conservation du gibier.

Intérêt du fisc.

C'est là du moins ce qui semble avoir préoccupé le législateur, mais ce *criterium* nous paraît insuffisant. On ne saurait *a priori* considérer comme bonne une loi sur la chasse qui se bornerait constatant l'unité du droit de chasse et du droit de propriété à assurer le respect de ce principe, tout en sauvegardant l'intérêt économique et celui du fisc. Le rôle du législateur n'est pas de constater les droits, ce qui serait vain, il doit les organiser, les réglementer de manière à leur faire produire le maximum d'utilité pour leur titulaire.

C'est ce que bien peu de législateurs ont fait.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT MODERNE

I. — SYSTÈME FRANCAIS

A. — *Exposé*

Actuellement, en France, c'est la loi du 3 mai 1844 (1) qui réglemente le droit de chasse. Cette loi a introduit de nombreuses modifications de détail, mais en ce qui concerne les rapports du droit de chasse avec la propriété foncière, elle n'a fait qu'adopter les principes admis antérieurement.

Le décret des 4-11 août 1789 disposait en effet déjà dans son article 3: « Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est pareillement aboli et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire seulement sur *ses possessions* toute espèce du gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. »

C'était l'abolition du régime féodal et le retour aux principes antérieurs. La Révolution d'un seul geste rayait tout le passé et la législation se trouvait ramenée au point ou

(1) Les lois postérieures à 1844 ne touchent pas à la question de principe. Nous citerons seulement celle du 22 janvier 1874 qui attribue aux préfets des pouvoirs plus grands en ce qui concerne la fixation des époques d'ouverture et de fermeture, en modifiant les art. 3 et 9 de la loi de 1844.

elle était quand le régime féodal vint introduire des principes différents. Mais ce n'était là qu'un côté du problème : le but de la Constituante : l'abolition de la féodalité était facile à atteindre, mais la tâche la plus délicate était de réédifier sur des ruines. Or le décret des 4 et 11 août 1789 abolit et ne crée rien. Son œuvre législative est pour nous positivement nulle et c'est ailleurs qu'il faut chercher les principes directeurs de nos lois cynégétiques. Le législateur de 1789 avait d'ailleurs conscience de son œuvre puisqu'il annonçait de prochaines lois de police qui devaient constituer la véritable réglementation de la chasse.

Jusque là, la situation sera la suivante : le droit en vigueur est aboli, le droit nouveau n'existe pas encore : aux principes de suppléer au silence de la loi. Voici quelle était la situation qui résultait de cet état de choses : Tout propriétaire pouvait chasser sur ses biens et seulement sur les siens aux termes de l'article 3 du décret, qui semble avoir ainsi toute la valeur d'une disposition législative. Mais si bravant cette restriction, il chassait sur les fonds d'autrui, il n'était tenu que de son dommage, le fait de chasse sur le terrain d'autrui n'était pas considéré comme suffisant en soi pour justifier une répression, ni pour servir de fondement à une indemnité.

Dès lors, ne peut-on justement soutenir que le décret de 1789 s'est borné à une affirmation platonique des principes.

Le législateur s'est à peine lié pour ses décisions futures et la question de savoir s'il considérera le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété est seulement préjugée.

Le seul point définitivement acquis c'est l'abolition des principes féodaux, hors de là, il n'y a rien de fait.

Les conséquences de ce manque de réglementation qu'excusait suffisamment l'étendue de la tâche du législateur et l'intérêt en apparence secondaire du sujet, furent désas-

treuses et il suffit pour s'en convaincre, de se reporter au préambule de la loi du 30 avril 1790. La liberté avait engendré l'abus.

Cette autorisation donnée à tout le monde de chasser en tous temps, nous pouvons même dire en tous lieux, ne fut pas sans entraîner de graves dommages pour les récoltes. Si l'on ajoute à cela la famine qui régnait à cette époque, on comprendra que le législateur se soit ému et que des restrictions aient été apportées à cette trop dangereuse liberté.

Ce fut le but de la loi du 30 avril 1790, qui est à proprement parler, la première loi sur la chasse, et où l'on peut facilement trouver le véritable fondement de la législation actuelle.

Cette fois, la loi ne se borne pas à poser un principe sans le sanctionner : Le droit de chasse appartient au propriétaire du fonds et à lui seul, toute infraction à cette règle est punie de « vingt livres d'amende envers la commune du lieu et d'une indemnité de dix livres envers le propriétaire des fruits, sans préjudice de plus grands dommages-intérêts s'il y échoit » (1).

Ce n'est plus la formule sans sanction du décret de 1789. Le droit de propriété est absolu ; le propriétaire peut tirer de sa chose toute utilité ; il est inviolable : il peut s'opposer à ce que l'on passe sur son fonds. — Le seul fait de chasser sur le fonds d'autrui est répréhensible et, dès lors, le principe est bien certain : le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, il appartient au propriétaire et à lui seul.

On a cependant prétendu, contrairement à l'opinion que nous venons de soutenir, que la loi du 30 avril 1790 n'ajou-

(1) Loi du 30 avril 1790, art. 1.

tait rien au Décret du 4 août 1789 en ce qui concerne la sanction du droit exclusif reconnu au propriétaire.

M. Richond des Brus, au cours de la discussion de la loi du 3 mai 1844, à la Chambre des Députés (1), prétendit que le seul fait de chasser sur le fonds d'autrui ne constituait sous le régime de cette loi qu'une atteinte purement morale au droit de propriété insuffisante pour donner lieu à une répression.

Il s'appuyait pour soutenir son opinion, sur les termes mêmes de l'article premier de la loi de 1790 qui condamnent celui qui a chassé sur le terrain d'autrui à une *indemnité* envers le propriétaire des *fruits* sans préjudice de plus amples *dommages intérêts* le cas échéant. Si le législateur disait-il, parle d'indemnité, de fruits, de dommages-intérêts, c'est qu'il suppose qu'il y a eu un préjudice causé; en dehors de là point de répression et il tirait de son système cette conséquence logique, sous forme d'amendement, que : le droit de chasse doit être libre sur toutes les propriétés non closes et dépouillées de leurs récoltes.

C'est, en effet, à cela qu'aboutissait la législation de 1789. Mais soutenir qu'il en était de même après la loi de 1790, était ne tenir aucun compte du but que le législateur s'était proposé et des dangers qu'il voulait faire disparaître.

Le législateur a parlé d'indemnité parce qu'il voulait marquer l'opposition entre l'amende dont profitait la commune et la prime, disons le mot, que l'on accordait au propriétaire sous les apparences d'un minimum de dommages-intérêts. Quant à l'argument tiré de l'expression *au propriétaire de fruits*, sa valeur n'est pas plus grande, il consiste vraisemblablement à accorder un sens caché à ce qui n'est qu'un incident de rédaction; mais si on veut y attacher quelque importance,

(1) *Moniteur Universel*, 10 février 1844.

nous pensons que le législateur a voulu désigner par là à la fois le propriétaire du fonds et ses ayants-droits.

Dès lors, le respect du droit de chasse est assuré, puisque le seul fait de chasser sur le terrain d'autrui est réprimé indépendamment de tout dommage. La loi de 1790 proclame que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété et ce n'est plus là une affirmation platonique.

Ce principe fondamental servira de base non seulement à la législation française sur la chasse, mais aussi à toutes les législations européennes. C'est presque sans opposition qu'il triompha. Une seule voix s'éleva contre lui : celle de Robespierre.

A peine Merlin de Douai, au nom du comité de féodalité, avait-il lu son rapport sur le projet, que montant à la tribune, Robespierre déclarait : « Je m'élève contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement. Je soutiens que la chasse n'est point une faculté qui dérive de la propriété ; aussitôt après la dépouille de la superficie de la terre, la chasse doit être libre à tout citoyen indistinctement. Dans tous les cas les bêtes fauves appartiennent au premier occupant ; je réclame donc la liberté illimitée de la chasse en prenant toutefois des mesures pour la conservation des récoltes et pour la sécurité publique » (1).

Ces paroles ne trouvèrent pas d'écho. M. Mongins de Roquefort objecta « que le privilège de la propriété doit s'entendre jusqu'à empêcher sur son héritage l'exercice d'aucun droit sans une permission préalable » et le lendemain Merlin de Douai déclarait : « Deux principes sont reconnus par les lois romaines : 1^o Le gibier est la propriété de celui qui s'en empare. 2^o Chacun a le droit d'empêcher un étranger d'entrer sur sa propriété pour chasser le gibier ; la loi qui n'au-

(1) *Moniteur Universel* du 22 avril 1790.

rait pas le droit d'autoriser un propriétaire à empêcher qu'on ne vint sur son terrain, n'aurait pas le droit d'assurer les propriétés ».

Merlin fut félicité par ses collègues pour avoir combattu les paradoxes. Quant à Robespierre, étant monté à la tribune pour riposter, il dut descendre sous les huées.

C'était bien le triomphe de la théorie opposée.

Le principe, étant admis, il était facile de lui faire produire toutes ses conséquences. C'était, restreinte au propriétaire sur son fonds, la liberté absolue. — Une pareille solution n'aurait pas tardé, par la force même des choses, à nous ramener au régime économiquement déplorable de 1789. On avait voulu protéger les récoltes, il ne fallait pas perdre de vue le but que l'on s'était proposé. Toutes les restrictions qui furent apportées au droit du propriétaire ne tendent qu'à cela.

Tant que les récoltes sont sur pied, il est dangereux d'autoriser la chasse, parceque le propriétaire même, respectant la loi, ne pourra pas empêcher ses chiens de traverser les héritages voisins et d'y causer du dommage; parceque peut-être aussi, se laissera-t-il entraîner par sa passion jusqu'à dépasser ses limites. C'est ce qui explique les dispositions qui décidèrent qu'il était défendu de chasser sur les terres non closes du jour de la publication de la loi jusqu'au premier septembre suivant, pour les terres dépouillées de leurs fruits, et pour les autres terres jusqu'à la récolte, sauf à chaque département à fixer pour l'avenir le temps dans lequel la chasse serait libre dans son arrondissement. (Art. 1 in fine).

La raison même de la restriction devait en dicter la mesure, toutes les fois que le danger redouté n'était plus à craindre, toutes les fois qu'il était possible au propriétaire de chasser sur son fonds sans risque de porter préjudice aux

fonds voisins, on pouvait lui permettre de chasser sans restriction et c'est ce qui justifie les dérogations apportées en faveur de certains propriétaires à la règle que le législateur venait de poser dans l'intérêt des récoltes. On accorda la liberté de chasser en tous temps, sur les étangs et sur les lacs, dans les propriétés séparées par des murs ou des haies vives des héritages d'autrui, dans les bois et les forêts, au chien d'arrêt seulement ; enfin, on permit aux propriétaires de terrains non clos de détruire le gibier dans leurs récoltes en se servant de filets ou d'autres engins ne pouvant nuire aux fruits de la terre. Cette dernière disposition n'est-elle pas caractéristique.

Le législateur de 1790, n'eut pas d'autre souci, il voulait protéger la propriété contre les déprédations des chasseurs et les restrictions qu'il apporte au droit exclusif du propriétaire n'ont pas d'autre but, elles étaient d'ailleurs réduites à leur strict minimum.

Une disposition d'un ordre nouveau apparut en 1810 avec la création des permis de port d'armes de chasse. Sous l'influence des nécessités fiscales, un décret du 11 août, sanctionné par un second décret du 14 mai 1812, vint décider que les personnes qui voudraient employer leurs armes pour la chasse devraient se munir d'un permis délivré par l'administration de l'enregistrement moyennant le prix de 30 francs. C'était pour certains propriétaires un obstacle insurmontable à l'exercice de leur droit sous cette forme, mais il faut bien remarquer, d'une part, que cet impôt se justifie parfaitement et qu'il ne s'appliquait qu'à la chasse à tir, la chasse au filet, la chasse à courre même échappaient à cette imposition.

La loi du 30 avril 1790 se plaçait à un point de vue beaucoup trop spécial. une législation aussi simpliste ne pouvait pas être bonne. Par le seul jeu de la loi, il était fatal d'aboutir

à une prompt destruction du gibier, et l'absence de toute disposition encourageait le braconnage.

Cette loi ne prohibait en effet aucun procédé de chasse ; ni le panneau, ni le collet, ni l'emploi du lévrier, ni enfin la chasse de nuit « cause de tant de meurtres et de tant de crimes ». La période de fermeture était vaine puisque les braconniers pouvaient en tout temps écouler le produit de leur chasse sans courir le risque d'être inquiétés, enfin il suffisait d'avoir en un coin quelconque du territoire d'une commune un bout de champ entouré de haies vives pour pouvoir sortir avec un fusil sans éveiller de soupçons. C'était encourager le vice, l'on vit le braconnage se développer dans des proportions inquiétantes pour la sauvegarde de l'agriculture et du gibier.

A la suite de nombreuses plaintes émanant des Conseils généraux, un projet de loi sur la police de la chasse fut préparé par le Gouvernement, examiné par le Conseil d'Etat et présenté pour la première fois à la Chambre des Pairs, le 17 avril 1843, par le garde des sceaux Martin (du Nord) (1). Une commission fut nommée et son rapport fut présenté à la Chambre des Pairs le 16 mai 1843. Discuté les 22, 23, et 24 mai suivants, la loi fut envoyée à la Chambre des Députés, le 26. Le rapporteur de la commission, M. Lenoble, déposa son rapport le 7 juin 1843. Mais la session s'écoula sans que le projet put venir en discussion. Repris par M. Lenoble, en 1844, il fut discuté à la Chambre du 9 au 21 février et adopté. Renvoyé aux Pairs, puis revenu à la Chambre en avril 1844, il fut voté définitivement le 18 de ce mois par 214 voix contre 99. Il reçut la sanction royale le 3 mai 1844.

Sans modifier les principes posés par la loi de 1790, la loi de 1844 l'a complétée en accentuant les restrictions, bien

(1) *Moniteur* du 21 avril 1843.

faibles à la vérité, qu'elle apportait à l'exercice du droit de chasse. Désormais :

Art. 1. — Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente. Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droits.

C'est à peu près le langage du législateur de 1790, mais il faut pour pouvoir chasser de quelque façon que ce soit être muni d'un permis et les exceptions annoncées sont beaucoup moins nombreuses qu'autrefois.

Le propriétaire en effet, n'est libre de chasser en tous temps que « dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ». D'autre part, le chasseur ne peut user que des moyens autorisés par la loi, il peut chasser à tir et à courre pour tout gibier et pour les lapins seulement au furet ; la nuit, toute chasse est prohibée.

Enfin, pour réprimer efficacement le braconnage, la loi édicte des peines sévères et « interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise ». C'est peut être là la disposition la plus efficace, car la difficulté n'est point tant de tuer le gibier que de s'en débarrasser.

Ces dispositions ne paraissent nullement exorbitante et cependant la loi rencontra à la Chambre des Députés et même à la Chambre des Pairs une très grande opposition.

Le problème tel qu'il se posait était celui-ci : l'intérêt en jeu, celui du gibier, est-il suffisant, pour permettre d'apporter au droit de propriété une restriction aussi grave que la prohibition du droit de chasse en dehors des époques légales ? Allait-on aggraver la loi de 1790, très large à ce point de vue ou bien maintenir la solution admise ?

Ce qui pour personne ne fit de difficulté, ce fut le point de savoir si l'on devait admettre la liberté de la chasse sur les terrains non clos. Les raisons qui avaient fait admettre la négative en 1790 subsistaient entières, l'intérêt de l'agriculture apparaissait tout aussi évidemment qu'à cette époque.

Mais la Commission de la Chambre des Pairs, se séparant du projet du Gouvernement, avait proposé de permettre la chasse en tous temps et sans permis dans toutes les propriétés closes (1)

Le raisonnement était en effet très séduisant ; pourquoi admettre la liberté au cas où la propriété dépend d'une habitation et non au cas contraire. Est-ce parce que la propriété est inviolable, mais elle l'est autant dans tous les cas. Est-ce parce que les délits seront difficiles à constater ? Mais l'existence de l'habitation n'aggrave pas la situation. C'était le raisonnement de M. Persil, qui tranchait nettement la question en concluant : « J'ai pensé que la conservation du gibier ne valait pas la violation d'un principe aussi respectable (2)

Et que répondaient les partisans du texte gouvernemental ? « Qu'en effet la solution la meilleure était celle de l'autorisation générale, mais que ce système entraînait de trop nombreuses contestations sur la nature de la clôture et que l'avantage du projet était précisément de restreindre largement ces contestations ». C'était reconnaître ce que la solution proposée avait d'arbitraire.

Il y avait donc à la Chambre des Pairs, une tendance très forte à considérer la loi nouvelle comme trop radicale. On pensait que si la sauvegarde des récoltes avait permis de suspendre pendant certaine période de l'année le droit de

(1) *Moniteur*, Séance du 22 mai 1844.

(2) *Moniteur*, Séance du 22 mai 1844.

chasse sur les terres non closes, l'intérêt en jeu maintenant la conservation du gibier n'était pas suffisant pour permettre de porter au droit des propriétaires de terrains clos une atteinte analogue. L'accueil qu'elle reçut à la Chambre des Députés fut tout autre.

Dès la discussion générale, la loi fut attaquée dans son principe même et les reproches qu'on lui adressait visaient cette même disposition qui avait soulevé tant de protestations à la Chambre des Pairs.

M. Maurat-Ballange, dans la séance du 9 février 1844, prétendit que la loi que l'on proposait était à la fois anti-libérale et anti-démocratique parce qu'en accordant le droit de chasse dans les enclos attenants à une habitation elle consacrait le principe de la liberté de la chasse au profit de la haute finance. M. Richond de Brus se plaçant au même point de vue prétendait que, si le droit de chasse n'est pas absolu et inviolable, il doit être régi par des lois protectrices des intérêts généraux et que ces lois doivent atteindre tout le monde, *œx omnibus una* (1).

Ce qui justifiait pleinement ces reproches c'était un amendement proposé par la commission de la Chambre et aux termes duquel les chemins publics n'interrompaient pas la continuité de la clôture. Dès lors la raison même qui pouvait justifier la dérogation : l'inviolabilité du domicile, venait à manquer. Si l'on pouvait librement et sans commettre de délit s'introduire dans l'enclos pour y constater les infractions à la loi sur la chasse, pourquoi faisai-ton exception en faveur de ces enclos et non en faveur des autres ; évidemment c'était établir là un privilège que rien ne venait justifier. L'amendement fut retiré lors de la discussion des articles et la question se retrouva tout entière.

(1) *Moniteur Universel* du 10 février 1844.

Fallait-il considérer cette exception comme la reconnaissance de ce principe que la chasse doit être libre dans les propriétés closes, sauf à en restreindre l'application pour éviter les difficultés, ou bien comme une exception admise à regret au principe du pouvoir absolu du législateur dans la réglementation du droit de chasse.

Le premier point de vue, qui avait déjà triomphé à la Chambre des Pairs, fut soutenu notamment par MM. Vatout et Hébert, mais le projet du Gouvernement eut de nombreux défenseurs et notamment M. Pascalis (1), qui justifia l'exception en démontrant que le clos attenant à une habitation est la prolongation du domicile et que le domicile est inviolable. En somme, la thèse gouvernementale était celle-ci : le législateur est tout puissant en matière de réglementation ; les intérêts en jeu sont suffisants pour justifier la restriction du droit de chasse, même dans les propriétés closes. Mais, comme il serait très difficile de constater les délits commis dans les clos attenant à des habitations. La loi voile son impuissance en régularisant ce qu'elle ne peut empêcher.

A vrai dire, le raisonnement serait ainsi, qu'on l'a remarqué tout aussi exact en l'absence de toute habitation et c'est faire une réponse bien faible que de dire que les clôtures entourant une maison sont généralement plus hautes, plus efficaces que celles qui entourent de simples enclos, car il n'y a évidemment pas de règle à ce sujet.

En somme, ce qui résulte de tout cela c'est que le législateur français reconnaît parfaitement au droit de chasse le caractère d'attribut du droit de propriété ; le décret de 1789 préjuge la question ; la loi de 1790 et celle de 1844 la résolvent. Seulement il n'abdique pas ses droits, il avait le devoir de restreindre la liberté individuelle dans la mesure

(1) *Moniteur Universel* du 11 février 1844.

ou l'intérêt général l'exigerait et à mesure que cet intérêt est apparu il a réglementé le droit de chasse.

En 1790 les récoltes étaient en péril, la famine régnait, il a tout sauvé en restreignant les droits des propriétaires.

En 1844, le braconnage florissait, le gibier disparaissait progressivement ; de nouvelles restrictions sont venues entraver le désastre.

L'intérêt de l'agriculture, dans le premier cas, l'intérêt général très facile à faire apparaître, dans le second, ont justifié ces atteintes au droit de propriété. Le jour où la question de la réglementation nouvelle du droit de chasse se présentera devant le législateur, il n'est pas douteux que des restrictions nouvelles s'imposeront pour la sauvegarde d'intérêts tout aussi respectables mais encore inaperçus par lui. Il suffit d'envisager les conséquences pratiques de la loi de 1844 pour s'en convaincre.

B. Analyse critique de la loi du 3 Mai 1844

On a prétendu que la loi de 1844 était aristocratique, antilibérale et insuffisante pour la répression du braconnage.

1^o Le premier de ces reproches est de beaucoup le plus important, mais ceux qui l'ont adressé ne sont pas d'accord sur la disposition qui doit être attaquée. Pour les uns, c'est celle qui consacre le droit du propriétaire, parcequ'il est exorbitant ; pour les autres, c'est le privilège accordé par l'article 2 et si souvent critiqué lors de la discussion de la loi ; pour les troisièmes, enfin, c'est l'impôt sur les permis de chasse.

S'il faut en croire les partisans du premier système : « le législateur de 1789, en enlevant au pouvoir royal le droit exclusif de chasse, pour en faire un droit de propriété

privée », n'aurait fait que remplacer un abus royal, par un abus bourgeois propriétaire » (1) et l'erreur se serait perpétuée. Mais, à bien considérer, c'est la critique du principe même de la loi que l'on fait et pourtant il ne paraît pas susceptible d'être si violemment attaqué. Actuellement, nous l'avons vu, le droit de chasse ne peut plus être considéré indépendamment du droit de propriété, cela résulte de la définition même de ce droit par le Code civil. Le législateur n'a pas dit : « Le permis de chasse donne le droit de chasse », mais bien : « Nul ne pourra chasser sans permis » parce qu'il ne pouvait pas accorder un droit qui doit nécessairement préexister à la délivrance du titre.

Pour justifier cette critique, il faudrait attaquer le principe de la propriété individuelle et ce serait trop demander; car la vérité est qu'on ne peut pas sérieusement soutenir qu'une loi est aristocratique parce qu'elle accorde le droit de chasse aux seuls propriétaires, si l'on admet que ce droit est un attribut, un des points de vue de la propriété. L'histoire et la raison justifient la loi sur ce point.

On pourrait peut être plus spécialement faire porter ce reproche d'aristocratie sur la disposition de l'article 2 qui établit un privilège en faveur des terrains clos attenants à une habitation. Ce serait attaquer ce que M. Luneau appelait plaisamment à la Chambre des Députés, la « noblesse de clos », mais les raisons que l'on a données pour justifier ce privilège, sont nous l'avons vu, suffisantes pour permettre de ne pas suspecter le législateur de tendances aristocratiques. Il faut être particulièrement susceptible pour attaquer une telle disposition, ceux qu'elle inquiète doivent d'ailleurs se rassurer puisqu'elle a disparu dans le projet

(1) Projet Chauvin-Jules Guesde, *Journal Officiel* 1896, Chambre Annexe 2, page 1473.

présenté à la Chambre des Députés le 4 novembre 1881 et au Sénat le 27 juillet 1883, par M. Labitte (1).

Pour que l'accusation d'aristocratie portât, il faudrait que l'exercice du droit de chasse fût subordonné au paiement d'impôts très lourds, et qu'en fait ce soit là pour la majorité des petits propriétaires un obstacle à l'exercice de leur droit. Or c'est précisément ce qui a été soutenu maintes fois. On a qualifié l'impôt sur les permis de chasse d'irrationnel et d'antidémocratique, on a proposé parfois de le supprimer, le plus souvent de le remplacer par des taxes proportionnelles à la portée de toutes les bourses. Les projets de lois sur cette matière sont innombrables.

Sans remonter au delà de 1876, on trouve un grand nombre de projets demandant la suppression pure et simple du permis de chasse au nom de la propriété elle-même et des principes de 1789. Tels sont ceux de MM. Dréolle, du 30 mars 1876 (2); Guilloutet, du 21 mars 1881 (3) et Vaillant du 25 octobre 1898 (4).

Il y a là une erreur manifeste, vouloir démocratiser la chasse en supprimant le permis est un leurre puisque cela aboutirait rapidement à la suppression totale du droit pour tout le monde; c'est supposer en outre, que le prix du permis constitue la plus forte dépense du chasseur tandis que c'est pour lui la plus minime surtout si l'on tient compte du temps perdu. Enfin tout doit fléchir devant cette considération triomphante que le permis de chasse est un impôt et un impôt excellent.

(1) A la vérité c'est l'intérêt de la conservation du gibier qui justifie suffisamment cette réforme.

(2) *Journal Officiel* 1876, p. 2287.

(3) *Journal Officiel* 1881, Chambre Annexe n° 3455, p. 415.

(4) *Journal Officiel* 1898, Chambre Annexe 2, p. 98.

Le luxe doit être imposé ; or, on ne saurait contester que la chasse est un exercice coûteux, une distraction dont le produit peut parfois atteindre une certaine valeur, mais n'est pas le but cherché. Le chasseur doit être taxé au même titre que l'individu qui va au théâtre, ou qui a cheval et voiture pour son plaisir ; cet impôt se justifie d'ailleurs de lui-même puisqu'il ne soulève de la part de ceux qui le paient aucune récrimination et qu'il fournit à l'Etat des ressources très appréciables. Depuis 1844 ou 125,453 permis délivrés produisirent 3,128,825 fr., son rapport n'a fait qu'augmenter, il y avait en 1882, 372,825 permis produisant 10,439,100 francs. Depuis lors, ce chiffre est resté sensiblement constant ; après s'être élevé à 406,022 en 1884, il varie actuellement entre 370 à 380,000.

D'autre part, l'exigence du permis de chasse se justifie par d'autres considérations : il permet notamment de restreindre le nombre des chasseurs dans l'intérêt du gibier, mais surtout de retirer le droit de chasse aux personnes qui vraisemblablement ne pourraient en faire qu'un mauvais usage : par exemple aux mineurs, aux fous, à qui il serait dangereux de confier des armes, aux individus ayant subi de graves condamnations pour crimes de droit commun, à ceux qui ont été condamnés pour faits de chasse et dont le passé permet d'avoir des défiances pour l'avenir.

C'est ce qui explique le projet de loi déposé par M. Paulin Daudé le 16 novembre 1899 (1) et qui établit la gratuité du permis de chasse en en maintenant la nécessité ; le dernier avantage que nous venons de signaler subsiste, mais cela nous paraît tout à fait insuffisant pour justifier cette tentative dont les résultats seraient tout aussi déplorables pour le fisc

(1) Projet Paulin Daudé, *Journal Officiel* 1899, Ch. Annexe 2, p. 433 S E.

et pour le gibier que le système radical de MM. Dréolle, Guilloutet et Vaillant.

D'ailleurs, le permis est exigé partout sauf en Chine, en Perse, en Norvège, en Finlande et en Grèce, la différence de civilisation suffisant pour justifier les deux premières exceptions, la nature du pays les deux suivantes et l'absence de toute législation sur la chasse expliquant la dernière (1).

D'autres propositions plus raisonnables et témoignant d'une conscience plus nette de la question, ont voulu mettre la chasse à la portée des humbles soit en leur permettant de prendre des permis d'une durée restreinte, soit en abaissant fortement la taxe.

On proposa le 16 février 1878, la création de permis valables pour un jour ou pour une semaine et cette idée

(1) *Permis de Chasse.* — Le permis de chasse date de 1844, mais il ne faudrait pas croire pour cela que le législateur ait complètement innové sur ce point, car le permis de chasse n'est que la formule dernière de ce qui fût le permis de port d'armes de chasse, et plus anciennement le permis de port d'armes.

Les premières ordonnances qui vinrent régler cette matière n'avaient nullement en vue la restriction du droit de chasse, elles voulaient seulement en présence des dangers que pouvait engendrer la liberté de porter des armes, offrir aux citoyens des garanties de sécurité. Philippe le Bel, en 1288, interdit le port de « couteaux pointus, bâtons creux, etc. » parce que ces armes étaient d'autant plus dangereuses qu'elles sont plus faciles à dissimuler. Quand apparurent les armes à feu, leur rareté et leur volume offrirent des garanties suffisantes et ce n'est qu'en 1546 qu'une ordonnance du 13 juillet vint interdire à toutes personnes même aux gentilshommes de parcourir le pays avec des armes et des arquebuses. Mais ce qu'il faut soigneusement noter c'est qu'ici il ne s'agit nullement du droit de chasse ainsi que le prouvent les ordonnances d'Henri IV en 1600, 1601 et 1603.

Cette idée n'apparaît nettement que dans cette dernière et même incidemment parce que le roi constate que l'autorisation de se servir d'armes à feu pour la chasse servait « de couverture et manteau à toutes sortes de personnes qui en voulaient abuser et porter armes, tant pour leurs querelles particulières qu'autres plus mauvais desseins, de sorte qu'il en résultait tous les jours des actes de violence ». Désormais prohibition absolue est faite à toute personne fût-elle noble de chasser ou faire chasser avec l'arquebuse « ni tirer, ni la porter, ni même une pistole ou pistolet ». Devant les protestations de la noblesse, Henri IV dut revenir pour elle tout au moins, sur sa décision et autorisa la chasse avec armes à feu pour tout gibier non défendu.

Mais l'idée dominante était la préservation de la sécurité publique et c'est elle qu'on retrouve exclusivement dans les ordonnances de 1660 et 1679 qui défendent

fut reprise le 31 mars 1882, par M. Desmons (1) qui proposa la création de permis à 15 francs valables un an, à 3 francs valables un mois et à 0 fr. 40 valables un jour. Sans critiquer le principe très contestable de la proportionnalité, ce système doit être rejeté comme contraire au but même des lois sur la chasse. Certes, il faut encourager cet exercice, mais encore faut-il lui conserver un objet. L'existence du chasseur suppose celle du gibier et le jour où pour 0 fr. 40, tout le monde pourra chasser, tous deux disparaîtront. D'un autre côté, n'est-il pas évident que cette disposition favorise étrangement le braconnage en permettant au braconnier d'écouler le produit de ses délits moyennant un droit de 0 fr. 40 et pas même par pièce.

Tout aussi déraisonnable est le système que propose

le port de l'épée, des pistolets ou autres armes à feu sauf aux gentilshommes faisant profession des armes.

La Révolution en détruisant les privilèges vint généraliser le droit de port d'armes et c'est ce qui résulte nettement d'un décret du 20 août 1789 qui pour assurer la tranquillité publique décidait que les hommes sans aveu, sans métier ni profession et sans domicile seraient désarmés.

La liberté était donc la règle. Cependant une déclaration du 23 mars 1728, dont les dispositions furent reproduites par le Décret du 12 février 1806 et une ordonnance de Louis-Philippe du 23 février 1837, prohibait absolument le port des poignards et pistolets.

C'est en 1810 que le point de vue moderne apparut : tout individu conserve le droit de port d'armes parcequ'il importe qu'il puisse se défendre contre les attentats ; mais il ne peut se servir de ses armes pour chasser sans avoir obtenu un *permis de port d'armes de chasse*. (Décret du 41 août 1810, sanctionné par le Décret du 44 mai 1812).

L'impôt sur la chasse était créé ; mais le procédé que l'on avait employé pour obtenir ce résultat en restreignait la portée. Toutes les chasses qui n'exigeaient l'emploi d'aucune arme restaient en dehors de son champ d'application et notamment la chasse à courre, la plus dispendieuse de beaucoup.

Le législateur de 1844 a développé logiquement le principe ; c'est le droit de chasse que l'on frappe d'un impôt, dès lors cet impôt doit s'appliquer dans tous les cas, quel que soit le moyen employé. L'expression « permis de port d'armes de chasse » était trop restrictive, on lui a substitué celle de « permis de chasse ». Voilà toute la réforme de 1844.

(1) *Journal Officiel* 1882, Annexe n° 734, p. 4122.

M. Chavoix et qui substitue au permis de chasse une taxe minimale sur les fusils à un et deux coups (1). Tous les inconvénients du système précédent se retrouvent ici.

Enfin un projet déposé le 4 août 1876 (2) par M. Bosredon et s'inspirant du principe de la proportionnalité sur lequel repose le système de M. Desmons, demande la création de permis libérés, valables pour un an et payés de suite et de permis non libérés, accordés au chasseur, à charge de le faire viser chaque fois qu'il voudra s'en servir et payables proportionnellement à l'usage qui en aura été fait. C'est singulièrement compliqué et cela témoigne d'une belle confiance en la bonne foi des chasseurs. Or, il est bien évident que beaucoup d'entre eux chercheront avant tout à user de leurs permis sans en faire constater l'usage ; ce sera une source nouvelle de délits et la police est déjà impuissante à réprimer ceux qui peuvent actuellement se produire.

Tous ces projets, depuis le projet Guilloutet jusqu'au projet Bosredon, nous menacent d'un gros déficit et ce serait vraiment faire preuve d'une grande naïveté que de penser que le Trésor sera dédommagé par l'augmentation de la consommation de la poudre et des munitions diverses ; les premiers jours, oui sans doute ; mais quand tout gibier aura disparu, à quoi servira la poudre ? à rien, à moins que, ce qui serait on ne peut plus déplorable, les chasseurs du dimanche ou du jeudi ne massacrent les petits oiseaux utiles à l'agriculture. C'est un argument nouveau, et non des moindres, contre toutes ces propositions.

Ces reproches ne s'appliqueraient pas avec autant de force au système proposé par M. Jacob le 8 juin 1899, et qui repose

(1) *Journal Officiel*, 20 mai 1879, page 4736.

(2) *Journal Officiel* 1876, page 7082.

sur l'idée de la proportionnalité de l'impôt sur la chasse, non plus à la durée de l'usage des permis, mais à l'étendue des terrains réservés pour cet exercice.

Cette proposition est ainsi conçue : « Le permis de chasse est supprimé. Il est remplacé par une taxe proportionnelle et progressive établie comme suit : Elle sera de 0 fr. 40 par hectare de terrain non bâti jusqu'à 50 hectares de chasse réservée, de vingt centimes par hectare jusqu'à cent, de trente par hectare jusqu'à cinq cent, de quarante par hectare jusqu'à mille et de cinquante au-dessus de mille inclusivement. » Ce système compliqué laisse vraiment la part trop belle à la fraude et c'est en vain que son auteur énumère de nombreuses dispositions destinées à empêcher les fausses déclarations. Mais surtout il est fondé sur ce reproche adressé au permis de n'être pas proportionnel et de frapper du même droit la chasse sur des terrains inégaux. Or l'inégalité n'existe qu'en apparence puisque l'impôt foncier qui frappe la propriété et par conséquent le droit de chasse, est proportionnel à l'étendue, tandis que cette qualité ne doit pas exiger du permis qui ne porte que sur la faculté de chasser en soi.

Enfin les résultats de ce système ne seraient rien moins que démocratiques.

Le régime de la loi de 1844 nous semble donc préférable à tous ceux qu'on a proposés : une élévation de droit ne serait même pas impossible, l'expérience de 1871 semble le prouver. A cette époque, le prix du permis fût porté à 40 francs par la loi du 23 août et les demandes tombèrent à 106.003 au lieu de 153.639, mais il faut remarquer que dès 1872, on en retrouvait 244.490.

2^o Nous n'attaquerons pas davantage la loi de 1844 comme antilibérale. On lui a reproché de mettre le droit du propriétaire à la merci de l'administration « Dire d'un côté,

s'écriait M. Maurat-Ballange (1) à la Chambre des Deputés, que la chasse est un accessoire de la propriété, dire de l'autre que le propriétaire ne pourra chasser sans en avoir obtenu la permission de l'autorité, c'est mettre en regard l'une de l'autre deux propositions évidemment contradictoires ». C'était reprocher à la loi les précautions prises pour éviter que le droit de chasse ne fût accordé à des indignes. Le permis sera délivré par le préfet ou le sous-préfet sur l'avis du maire, dit la loi, mais cela était nécessaire parce qu'il fallait refuser ce permis à ceux qui se sont montrés incapables ou indignes d'en jouir. Certes, théoriquement des abus sont à craindre, mais ils ne sont pas sans recours et s'ils se sont produits c'est plutôt dans un sens favorable aux postulants.

3^o Le véritable défaut de la loi de 1844 serait plutôt de ne pas présenter de moyens de répression suffisants pour arrêter le braconnage ; c'est là une critique générale mais à laquelle il ne serait pas difficile de répondre en remédiant aux imperfections de la loi.

C'est aux praticiens de la chasse, à ceux qui connaissent admirablement le mal, qu'il faut demander le remède. C'est là une question de réglementation qui ne touche à aucun principe et très facile à résoudre. Ainsi l'autorisation de vendre du gibier dès l'ouverture de la chasse, qui effectivement est une prime au braconnage, n'existe plus dans les projets déposés par M. Labitte le 25 juillet 1883 (2) et par M. Morillot le 12 juin 1894 (3). Mais à vrai dire, la loi n'est pas si mauvaise qu'on le prétend, sur ce point : toutes les infractions sont sévèrement punies et dans la majorité des cas, le juge

(1) *Moniteur Universel*, 10 février 1844.

(2) *Journal Officiel* 1883, Chambre Annexe, page 977.

(3) *Journal Officiel* 1894, Chambre Annexe 1, page 916.

a à sa disposition l'emprisonnement facultatif. C'est suffisant et pourtant les résultats obtenus sont déplorables :

« C'est que les tribunaux n'appliquent le plus souvent
» que le minimum obligatoire.

» Que les gendarmes ont trop à faire pour s'occuper
» des braconniers.

» Que les gardes champêtres les respectent ou les crai-
» gnent.

» Que les gardes particuliers seuls font de la répression
» mais sont impuissants à tout réfréner et payent souvent
» bien cher le zèle qu'ils peuvent déployer.

» Qu'enfin les employés d'octroi ferment les yeux » (1)

C'est M. Labitte, rapporteur de la proposition Guilloutet, qui s'exprime ainsi. Dès lors, n'est-il pas évident que si le braconnage prospère en France, cela ne tient pas tant à un défaut de la loi, qu'au manque d'énergie qui caractérise son application. En matière de répression, c'est moins l'énormité de la peine que sa certitude qui agit.

En somme, les principes de la loi de 1844 sont bons et quand on l'examine *ex cathedra*, il ne semble pas qu'on puisse lui adresser de grandes critiques. Mais si l'on envisage son fonctionnement, si l'on considère les conséquences pratiques du principe posé, on est forcé de reconnaître que le législateur s'est montré trop simpliste, qu'il a reconnu le droit sans le réglementer, qu'il a fait une loi abstraite incompatible avec la réalité. Voilà le grand reproche que nous adressons à la loi de 1844.

L'exercice du droit de chasse suppose une vaste étendue de terrain d'un seul tenant et sans enclave.

Or, étant admis le principe du libre exercice du droit de chasse au profit du propriétaire quelqu'il soit, ce droit

(1) *Journal Officiel* 1881, n° 3734, page 1123.

est vain : pour le petit propriétaire, toujours ; et pour le grand, la plupart du temps. Il ne faut pas se méprendre sur la portée du reproche que nous adressons à la loi, nous avons toujours pensé qu'il était bon de considérer le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété et d'en attribuer la jouissance au propriétaire, mais ce qui peut être contesté, c'est la valeur de la réglementation de l'exercice de ce droit.

Tout individu qui veut chasser, s'il ne possède des terrains immenses, est amené à sortir des limites de son héritage : dès lors, c'est le droit d'autrui qu'il viole et il doit se munir régulièrement de l'autorisation du propriétaire des fonds qu'il traverse. Il l'obtiendra peut-être dans un grand nombre de cas, mais s'il se voit opposer un seul refus, le parti le plus sage sera pour lui de s'abstenir ; parcequ'il ne connaît peut-être pas toutes les parcelles de son opposant, parceque les connaissant il sera très souvent exposé à les traverser emporté par l'action, parcequ'enfin ses chiens courants pourront passer sur ses fonds, ce qui aux termes de la loi, peut constituer un délit.

Or, il est bon de remarquer que nous nous sommes placés ici dans le cas le plus favorable à la loi : le cas où le chasseur a demandé l'autorisation de chasser aux autres propriétaires ; mais en fait est-ce cela ? Sans parler des individus qui sans propriété, sans attaches dans une localité, y viennent de temps à autre, est-ce que le chasseur indigène se soumet à ces exigences ? Evidemment non. Il sait qu'il existe une sorte de tolérance générale, comme un consentement tacite et il part ; malheureusement, il suffit d'un changement d'attitude subit d'un propriétaire pour que sans aucun avertissement, sans publicité préalable, il se voie déclarer procès-verbal. Et c'est d'autant plus déplorable que les infractions en matière de chasse sont classées

dans la catégorie des délits-contraventions, des délits sans intention.

La jurisprudence est constante sur ce point(1) : ainsi, après avoir chassé sur les biens d'un propriétaire pendant longtemps, pour y avoir vu tout le monde chasser librement ; on serait mal fondé à prétendre que l'on se croyait autorisé et que l'on se serait bien gardé de se mettre en défaut si l'on avait su qu'il y avait une défense ; la bonne foi est ici sans effet (2).

La jurisprudence est impitoyable.

Il n'y a d'ailleurs aucune chance de la voir se modifier, car elle est très solidement appuyée : outre les arguments d'analogie tirés des matières de presse, de librairie et de forêts, où le législateur a formellement déclaré que les infractions bien que punies de peines correctionnelles étaient des contraventions, elle peut invoquer les paroles mêmes du rapporteur de la Commission, M. Lenoble. — « On a reconnu, dit-il, que dans la répression des délits de droit commun, le juge avait à examiner non-seulement le fait matériel, mais encore à apprécier la question d'intention, tandis que, s'il s'agissait d'un délit de chasse, le fait seul constituerait la contravention » (3).

A part les propriétaires de fonds immenses et capables de chasser sur leurs biens sans empiéter sur autrui, sans risquer de voir leurs chiens sortir de leurs domaines, le droit de chasse est la plupart du temps vain.

(1) Cassation 12 avril 1845 (D. 45-1-252) Dijon 15 janvier 1873 (D. 74-2-92).

(2) Il n'y aurait d'exception qu'au cas où le fait n'aurait pas été volontaire. La jurisprudence exige en effet que le délinquant ait voulu chasser sur autrui, il ne serait donc pas coupable s'il l'avait fait croyant être sur son bien, car la volonté de l'acte a manqué dans ce cas. La Cour de Nancy a de même jugé, avec juste raison, que l'individu qui s'empare d'un gibier seulement pour le flatter et le relâcher ensuite, ne commettait pas un délit. Bordeaux 20 mars 1844 (D. 45-4-67) Nancy 7 août 1871 (D. 71-2-104.)

(3) *Moniteur Universel* 1843, p. 1478.

Le propriétaire a un droit, mais s'il veut l'exercer, il paiera l'impôt. Certes oui, s'il entrevoit la possibilité en vertu de tolérances réciproques de chasser sur le fonds d'autrui, mais, en fait, il sait parfaitement qu'il n'en est rien, qu'il est à la merci de toutes les jalousies, de toutes les rancunes et le plus sage est pour lui de s'abstenir.

Mais ce droit qu'il ne peut exercer par lui-même, va-t-il pouvoir en tirer profit en le louant ? Ce serait une compensation, mais les principes de la loi interviennent encore ici. Il faudrait pour que la location soit possible, que ses fonds constituassent un domaine de chasse suffisant ; or, par hypothèse, cela n'est pas le cas ; une entente entre tous les propriétaires serait désirable pour arriver précisément à constituer ce domaine, mais les raisons qui poussaient les mauvaises volontés à prohiber la chasse sur leurs fonds, les éloigneront de toute société, dès lors, l'insécurité subsiste et la location demeure impossible.

Le côté positif du droit disparaît seul, le *jus prohibendi* subsiste ; mais, est-ce cela à proprement parler le droit de chasse ? N'avons-nous pas vu dans la législation romaine le propriétaire, qui n'avait pas, en cette qualité du moins le droit de chasse, s'opposer au libre accès sur son fonds. Nul ne contesta cette pratique, et il nous semble qu'aujourd'hui la situation n'a point changé. Le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, mais si on l'enlevait au propriétaire, il serait parfaitement fondé à empêcher le passage sur son fonds. Son droit est absolu, c'est ce qui lui permet de tirer de sa chose toutes les utilités qu'il veut ; mais il est aussi inviolable et c'est ce qui l'autorise à le protéger contre toute atteinte. Or, le *jus prohibendi* c'est l'exercice du droit de propriété en tant qu'inviolable, avec cette circonstance particulière, toutefois, qu'ici le fait de passer sur le fonds exposera à des poursuites correctionnelles. Le

droit de chasse est un leurre, mais ce qui existe bien, c'est le droit d'interdire de chasser. Tandis que l'article 471 du Code pénal décide : « Seront punis d'une amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement : 13^o Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui n'étant agents ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé ».

L'article 14 de la loi du 3 mai 1844 décide : « Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs : 2^o Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres entourées non dépouillées de leurs fruits.

Voilà la différence et voilà le mal : le droit de chasse qui n'existe pas dans ce qu'il a de bon, de désirable, existe au point de vue négatif pour gêner le droit des autres. Dès lors, il n'est plus besoin de rechercher quel profit le petit propriétaire tirera de son droit de chasse, il est tout trouvé : il guettera le chasseur trop confiant, lui fera dresser procès-verbal et l'obligera à transiger en le menaçant de poursuites.

Grâce à Dieu, tous n'en sont pas là et beaucoup de petits propriétaires laissent librement exercer par les autres et sans profit pour eux, un droit qui, réservé serait vain ; mais n'apparaît-il pas que ce sont précisément les bons qui aident ici les mauvais ; on chasse en sécurité, fort de la tolérance générale et c'est d'autant plus aveuglement qu'on vient se jeter dans les serres du propriétaire opposant. C'est une histoire de chaque jour.

La loi accorde au propriétaire un droit purement nominal, elle l'empêche d'en tirer profit et ne met entre ses mains qu'une arme déplorable pour servir ses haines et ses rancunes.

Voilà son bilan.

Le danger n'avait pas échappé à l'opposition ; dans sa séance du 9 février, M. Richond des Brus, dans celle du 10, M. Gauthier de Rumilly, s'élevaient contre cette loi. Le projet en fixant par avance la somme de dommages-intérêts dûs au propriétaire aggravait le péril : « Assurément, Messieurs, dit M. Gauthier de Rumilly, si le chasseur est exposé à cette prime que vous offrez, à cette prime à l'aide de laquelle chaque propriétaire parcellaire pourra poursuivre non pas le gibier, mais le chasseur qui osera s'exposer à l'usage perfide d'un permis de chasse qui lui aura été accordé, vous ouvrez la carrière à une foule de procès, de divisions entre voisins ; au lieu de régler la chasse, vous l'entravez, vous l'empêchez ; au lieu de réprimer le braconnage, vous le faites profiter de l'effroi que vous causez au chasseur.(1) »

Le forfait des dommages-intérêts fut supprimé et l'on crut avoir supprimé le mal, il n'en était rien, nous l'avons vu, et M. Gauthier de Rumilly avait encore raison quand il disait que cette loi allait exciter des rivalités de grandes et de petites propriétés.

Dans une société avancée comme la nôtre, les concessions sont nécessaires et toutes nos institutions doivent tendre à la conciliation des intérêts.

Ce défaut de la loi tient au principe même qu'elle admet, aussi devons-nous le retrouver dans tous les pays qui ont adopté le même système.

Mais ce sera plus ou moins grave selon que l'on se trouvera en présence d'une contrée où la propriété est plus ou moins morcelée.

Les pays dans lesquels le droit de chasse, considéré

(1) *Moniteur Universel* 1844, p. 275, 1^{er} semestre.

comme attribut de la propriété, est exercé librement par le propriétaire sont : la Belgique, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Italie, la Roumanie, la Russie, le Japon. L'Angleterre s'est ralliée également à ce principe (1), mais une légère modification fut apportée sur ce point par un acte des quarante-troisième et quarante-quatrième années du règne de Victoria, le « Ground game act » du 7 septembre 1880, qui dans son chapitre 47 décide : « Sect. 1. Tout occupant de terre pourra, comme droit inséparable de l'occupation de cette terre, tuer et capturer les lièvres et les lapins, concuremment avec toute autre personne à laquelle il peut conférer ce droit ».

Le droit de chasse se trouve ainsi rattaché au fait de la possession. Cela se justifie parfaitement car la loi n'a pas voulu que sous prétexte de sauvegarder le gibier, le possesseur se soit vu dans l'impossibilité de détruire les lièvres et les lapins, qui étant donné le nombre des chasses réservées, pullulent dans ces contrées. Quels sont donc les remèdes que l'étude de ces différentes législations va nous fournir contre le danger que nous avons dénoncé :

1^o *Autorisation écrite.* — Ce qui fait le danger de la législation française, c'est que la chasse est défendue partout où elle n'est pas permise ; en sorte que le chasseur doit, avant de se mettre en campagne, obtenir la permission de tous ceux dont il va traverser les héritages. Frappé de contravention pour avoir chassé sur le fonds d'autrui, il doit prouver qu'il avait le consentement du propriétaire. Or, sa situation sera d'autant plus délicate qu'il n'aura le plus souvent qu'un consentement tacite ou verbal et sa seule ressource sera de déférer le serment à son adversaire. Bien souvent, le

(1) Actes des première et deuxième années du règne de Guillaume IV. — 5 octobre 1831.

chasseur se croira en sécurité parcequ'il aura passé de nombreuses fois sur le même fonds, parcequ'il aura vu de nombreux chasseurs y passer, mais il ne saurait se prévaloir de cela, le propriétaire peut dire qu'il n'a pas pu autoriser un fait qu'il n'a pas connu, ou bien qu'il autorise tout le monde à chasser sur son fonds à l'exception précisément du délinquant.

Pour prouver son bon droit, celui-ci sera très embarrassé, aussi pour éviter de multiples contestations, de nombreuses législations ont-elles adopté le système de l'autorisation écrite.

En Espagne, la loi du 10 janvier 1879 déclare : dans son art. 9 § 2 « que dans toutes les propriétés particulières pourront seulement chasser le propriétaire et ceux munis d'une autorisation écrite du dit propriétaire »

La loi du 1^{er} juillet 1857 modifiée par celle des 14 et 15 avril 1886, en Hollande prescrit à tous ceux qui chassent sur la propriété d'autrui sans être accompagnés du propriétaire d'être « pourvus d'une autorisation écrite de celui-ci ou de l'ayant-droit et de l'exhiber à toute réquisition des employés chargés de la surveillance de la chasse ».

Cette formalité est également exigée en Italie pour pouvoir chasser dans les propriétés closes ou en culture (1) ainsi qu'en Roumanie (2) et en Russie (3).

Ce système présente un grand avantage en ce qu'il prévient de nombreuses contestations. Le chasseur sait exactement quels sont ses droits, dès lors il n'est plus tenté de sortir de ses limites pensant qu'on ne s'opposera pas à ses exploits et si une difficulté vient à surgir, il n'y a plus de place pour la controverse : l'autorisation existe ou n'existe pas.

(1) Patente royale de Charles-Albert X, du 29 décembre 1836, art. 2.

(2) Loi du 29 octobre-10 novembre 1891, art. 2.

(3) Règlement du 1^{er} mars 1892, art. 13.

Mais faut-il voir là un remède ? Nullement, l'exercice du droit de chasse n'en reste pas moins impraticable dans les pays de petite propriété, la situation est plus franche mais voilà tout. Dans les pays de grande propriété comme en Russie, quand il suffit d'obtenir un tout petit nombre d'autorisations, le système est praticable, mais en France il ne le serait nullement, car le nombre d'autorisations nécessaires serait considérable, et très peu efficace, parce qu'il faudrait supposer au chasseur une connaissance parfaite du plan cadastral. Enfin, il est certain que beaucoup de propriétaires à la campagne qui donnent l'autorisation verbale ne consentiront jamais à signer une autorisation écrite. En fait, on se fierait à des promesses et le danger qui devait disparaître sera plus grand parce que l'on aura plus la ressource de faire la preuve.

Publicité des réserves. — Un autre remède résulterait de la publicité des réserves et l'on conçoit deux systèmes :

A. — Une publicité légale par voie d'inscription sur des registres ;

B. — Une publicité réelle par voie d'écriteaux plantés sur le champ même.

Le système de la publicité légale, n'est en vigueur dans aucune législation européenne, mais en France, il a déjà été proposé au législateur.

Sentant bien le vice fondamental de la loi que l'on discutait, M. Barillon présenta le 40 février 1844 à la Chambre des Députés un amendement ainsi conçu :

« A tout propriétaire ou ayant-droit qui voudra se réserver le droit exclusif de chasse devra, chaque année, en faire la déclaration, avant l'ouverture de la chasse, à la mairie de la commune où sont situées ses propriétés.

» Un registre spécial sera ouvert, à cet effet, dans chaque

mairie et communication en sera faite à tout requérant.» (1)

Cet amendement ne fut pas adopté quoique M. de Beaumont en ait fait ressortir les avantages et sous cet argument spécieux du rapporteur qu'il ne fallait pas astreindre à des formalités le propriétaire qui voulait jouir de son droit.

Cet amendement a été en quelque sorte repris par M. Lemire qui a déposé le 7 juillet 1898 (2) un projet de loi ainsi conçu :

« Article unique : Toute chasse gardée sera affichée à la mairie de la situation des biens.

« L'omission de cette formalité entraînera la nullité de tout procès-verbal. »

Evidemment l'auteur a nettement vu le péril et théoriquement sa proposition semble de nature à y remédier, mais en pratique elle serait déplorable. Cette fois encore la situation serait aggravée. Il est tout d'abord inadmissible que l'affichage produise son effet immédiatement : il faut que la réserve ne devienne valable qu'à l'expiration d'un délai d'une semaine au moins, pour qu'au moins un dimanche soit compris dans cette période de grâce. Beaucoup de chasseurs ne sont en effet libres que ce jour là et ils ne peuvent être avertis à la dernière heure surtout, comme c'est le cas le plus intéressant, lorsqu'il s'agit d'étrangers à la localité ; il faut leur donner le temps de reconnaître les terres sur lesquelles portera la prohibition. — D'autre part, comment admettre sérieusement que cet affichage sera efficace et préviendra les surprises. De deux choses l'une, en effet : ou bien l'affichage est fait globalement, l'interdiction porte sur tous les biens de M. X. et c'est évidemment insuffisant, ou bien il a lieu en détaillant pièce par pièce.

(1) *Moniteur universel*, 1844, 1^{er} trimestre, p. 276.

(2) *Journal Officiel* 1898, Chambre Annexe 2, p. 1359.

Mais comment peut-on soutenir que les chasseurs même domiciliés dans la commune pourront connaître toutes ces parcelles ; comment condamner sur le fondement d'une publicité fatalement incompréhensible. Les grandes parcelles seront à la rigueur reconnaissables, mais il y aura toujours un petit coin connu surtout du garde particulier ou les mieux intentionnés se feront prendre.

Ce serait le guet-apens organisé par la loi. Excellent en théorie ce système est détestable en pratique, c'est le propre de nombreuses réformes en notre matière.

B. — Le second système serait à première vue bien préférable : tout propriétaire voulant réserver sa chasse serait tenu de publier cette défense à l'aide de poteaux indicateurs. Cette fois le résultat est plus satisfaisant, le chasseur peut sortir librement, il sait que partout où il ne trouve pas de signes apparents, il est libre de chasser ; c'est certainement le plus simple et le plus sûr. Cependant les législations européennes n'ont pas admis ce système, qui est adopté cependant par la législation japonaise. L'Ordonnance Impériale n° 84 relative aux Règlements sur la chasse, du 5 octobre 1892, dans son art. 4, décide en effet :

« La chasse est interdite dans les lieux suivants :

2° Les endroits où se trouve une indication défendant de chasser.

7° Les terrains d'autrui entourés de clôtures ou barrières faisant obstacle à toute communication avec les terrains voisins, ainsi que les terrains non encore dépouillés de leurs fruits, à moins que le consentement des propriétaires ou ayant-droits n'ait été obtenu.

Et dans son article 5 : « Les préfets pourront faire élever des poteaux interdisant la chasse, lesquels soit sur la demande des propriétaires, soit pour toute autre raison, ils l'auront jugé nécessaire ».

Nous trouvons une proposition analogue dans un projet déposé à la Chambre des Députés, le 14 novembre 1896, par MM. Chauvin-Jules Guesde (1), etc. et sur lequel nous aurons à revenir. Ce projet, par son article 4, dispose :

« Des écriteaux de 60 centimètres carrés, portant la mention : *Chasses gardées*, devront être placés de façon bien apparente sur tous les terrains dont les droits de chasse sont réservés.

Les pièces de terre ayant plus de 5 hectares de superficie devront avoir un écriteau par 5 hectares ou fraction ».

Sans admettre le principe fondamental de ce projet : la liberté de la chasse sur tous terrains, on doit reconnaître que la disposition que nous rapportons serait très compatible avec le système de la loi de 1844. Elle est même préférable à celle de la loi japonaise en ce qu'elle prend des précautions, pour éviter qu'on ne tourne la loi en en faisant une application dérisoire. Il faut en effet que les écriteaux soient apparents et suffisamment nombreux pour que le chasseur sache bien sur quel fonds s'étend la défense de chasser.

Ce système ainsi réglementé est de beaucoup supérieur à celui de la publicité légale. On veut éviter les surprises, les plus avancés disent les guet-apens, et c'est l'évidence qui fait accorder la préférence au système de la publicité réelle.

Mais à supposer son adoption, notre loi n'en sera pas plus parfaite pour cela ; le jour où tout le monde mettra des écriteaux : *Chasse réservée*, le droit de chasse aura vécu et n'est-il pas certain que le petit propriétaire qui usera de cette faculté n'aura en vue que de gêner le droit des autres.

Système de l'autorisation présumée. — Les deux systèmes

(1) *Journal Officiel*, Chambre, Annexe 2, p. 98, 1473.

que nous venons d'envisager préviennent un grand nombre de contestations en rendant en quelque sorte tangible l'autorisation ou la défense du propriétaire, ce qui est très supérieur au système français qui laisse à la charge du chasseur le soin de prouver son autorisation expresse ou tacite. — En France, il est permis de chasser partout où cela est permis, mais il semble qu'on pourrait obtenir un résultat analogue à celui du système de la publicité des réserves et posant le principe sous cette autre forme : Il est permis de chasser partout où cela n'est pas défendu. Il faut que le propriétaire ait manifesté de quelque façon sa réserve pour pouvoir s'en prévaloir.

C'est le système de la législation italienne, aux termes de l'art. 2 de la patente royale de Charles-Albert X du 29 décembre 1836, à laquelle renvoie l'article 5 de la patente royale du 16 juin 1844 :

« Il n'est pas permis de s'introduire sur le terrain d'autrui, malgré la défense des propriétaires respectifs, ni personnellement, ni avec des chiens d'aucune espèce pour l'exercice de la chasse. Cette défense sera toujours présumée pour les terres ensemencées, ou pour celles où la récolte est pendante, et pour les propriétés qui se trouvent fermées par des murs, haies ou autre clôture quelconque.

» On doit, à l'occasion, pour pouvoir chasser sur ces propriétés, obtenir la permission écrite de ces propriétaires. »

Ainsi, le propriétaire est présumé laisser la chasse libre toutes les fois que l'état même des lieux ne fait pas présumer le contraire et, dans ce cas, le chasseur qui veut avoir l'autorisation de chasser doit l'obtenir par écrit. C'est la sécurité assurée.

Le chasseur ne recule que devant la prohibition émanant ou du propriétaire ou de la loi, c'est ce que dit très explicitement l'article 428 du Code Pénal italien : « Sera puni....

tout individu qui aura chassé sur le fonds d'autrui, alors que le propriétaire y avait prohibé la chasse suivant les règles établies par la loi, ou y avait placé des écriteaux. »

C'est également le système de la législation portugaise, bien que l'ensemble de ses dispositions permettent de supposer que le droit de chasse est libre pour tous sur les terrains qui ne sont ni clos, ni en culture.

Le Code civil portugais dans son art. 384, s'exprime en effet ainsi :

« Il est permis à tous, sans distinction de personnes, de faire la chasse aux animaux sauvages, en se conformant aux règlements administratifs qui fixeront le mode et le temps pour la chasse :

- » 1^o Sur ses propres terrains, cultivés ou non.
- » 2^o Sur les terrains publics ou municipaux non cultivés ni enclos de murs, ou non exceptés administrativement.
- » 3^o Sur les terrains particuliers non cultivés ni entourés de murs.

» Paragraphe unique. -- La disposition du n^o 4 comprend aussi bien le propriétaire que ceux qui ont obtenu la permission de ce dernier ».

Les articles 1 et 2 de la loi du 31 mai 1884 pour le district de Lisbonne, reprennent la même formule en assimilant cependant les fossés et les haies aux murs.

Ce n'est plus exactement on le voit la formule de la loi italienne.

Ce système est très sûr pour le chasseur, la simple lecture du texte de la loi le fixe sur ses droits sans qu'il ait besoin d'aller solliciter d'autorisation, si l'on veut le poursuivre il n'a aucune preuve à faire ; il est présumé autorisé, c'est au propriétaire à prouver qu'il avait défendu de chasser sur son fonds. C'est peut-être là le point irrationnel du système car la preuve ne devrait pas être à sa charge, le principe c'est la liberté du droit de propriété, le propriétaire a un

droit que lui seul peut exercer et ceux qui veulent y participer doivent se prévaloir de son droit. Mais précisément l'application du droit commun est défectueuse et c'est un palliatif que l'on cherche, dès lors, il n'est pas plus irrationnel d'établir une présomption d'autorisation que d'obliger le propriétaire à planter des écriteaux d'avertissement sur son fonds. Le reproche est d'autant moins sensible que le principe subsiste intact et que la présomption tombera devant toute manifestation de volonté.

Ce que nous reprocherions plutôt à ce système c'est de prévenir moins efficacement les procès que le système de la publicité réelle, car si l'éventualité de procès relatifs à l'autorisation disparaît, elle reparaît sous une forme nouvelle relativement à la prohibition. La question ne sera plus de savoir si le chasseur a été autorisé, mais si le propriétaire a défendu et la question de preuves mise à sa charge sera tout aussi délicate. Il est vrai qu'elle se présentera moins souvent.

En somme de tous les systèmes que l'on propose pour remédier à l'insécurité du chasseur, le système de la publicité réelle apparaît à la fois comme le plus simple et le plus satisfaisant. Mais à le supposer adopté, nous ne faisons que déplacer le problème. Le jour où tous ceux qui veulent réserver la chasse, soit pour en jouir seuls, soit pour empêcher les autres de chasser, n'auront qu'à indiquer leur volonté par des écriteaux ; ce jour là, le chasseur sera tranquille, mais il ne lui sera plus possible de s'adonner à son passe-temps. En sorte qu'il reste vrai que la loi française même amendée sur ce point, détruit le droit de chasse en négligeant de le réglementer.

Est-ce donc que le principe même qui est à la base de notre législation et qui sert de fondement à tant de législations passées et présentes, le principe du droit de chasse attribut du

droit de propriété, serait mauvais; et faudrait-il chercher la solution du problème dans un ordre nouveau d'idées? Faut-il retirer au propriétaire ce droit dont il profite si peu ou si mal et l'accorder à tous les individus, ou le confisquer au profit de l'Etat? Les deux systèmes sont possibles et certaines législations les pratiquent.

Système de la liberté absolue. — Au cours de la discussion de la loi de 1844 à la Chambre des Députés M. Luneau a soutenu que le droit de chasse « n'était pas inhérent à la propriété mais qu'il appartient à tous les individus à charge de se conformer aux prescriptions de la loi. » (1)

On pourrait être tenté de voir en lui un partisan de la doctrine de la liberté absolue, mais ce serait sans raison; il suffit de considérer les arguments invoqués pour se convaincre que M. Luneau visait, non pas le droit de chasse, mais la faculté de chasser.

S'il est juste en effet de soutenir que la loi laisse à tout individu la faculté de chasser puis qu'elle délivre le permis sans exiger la justification d'un droit de propriété; puisqu'elle ne poursuit celui qui chasse sur autrui que sur la plainte du propriétaire, puisqu'elle reconnaît à chacun le droit de chasser sur le domaine public; il est impossible d'en tirer cette conclusion que la loi française considère le droit de chasse comme indépendant du droit de propriété et comme appartenant à tout individu sur tous les fonds.

A vrai dire les partisans du système de la liberté absolue, attaquent d'une façon plus franche les auteurs du projet de loi déposé le 25 octobre 1898, Messieurs Vaillant, Chauvière, Coutant, Sembat (2), reconnaissent parfaitement que la loi considère le droit de chasse comme un attribut du droit de

(1) *Moniteur Universel*, 1844, 1^{er} trimestre, page 278.

(2) *Journal Officiel*, Annexe 2, Chambre p. 98.

propriété. Mais invoquant le passé ils déclarent la loi mauvaise et en demandent la réforme. « Il faut, disent-ils, qu'avant tout ceux qui ont besoin du gibier et du poisson, pour s'en nourrir, puissent le chasser et le pêcher. Il faut que la chasse et la pêche soient libres, ouvertes à tous et avec les seules restrictions imposées par l'intérêt public. »

C'est au principe même de la propriété individuelle que l'on s'attaque. Du moment que l'on reconnaît que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété et qu'on accorde ce droit à tout le monde, c'est le collectivisme que l'on admet.

C'est le grand reproche théorique que l'on peut faire à cette conception, elle méconnaît les droits des propriétaires ; mais l'atteinte, si grave soit-elle, pourrait s'excuser si les résultats à en attendre devaient être surprenants.

Il serait possible, en fixant une réglementation sévère, en maintenant le permis, d'arriver à un état de pratique analogue à celui dont nous jouissons actuellement, mais ce n'est pas le but que se proposent les théoriciens que nous critiquons.

Toute loi de ce genre, fondée sur des considérations démocratiques fort respectables, implique la suppression du permis. Si l'on enlève le droit de chasse à la propriété, c'est que l'on veut l'accorder à la classe qui ne possède pas, à la classe pauvre. Dès lors, c'est sans entrave que l'on doit lui donner ce droit. Il n'y a, évidemment rien à dire à cela, c'est logique et d'un beau sentiment.

Dans ces temps de lutte contre l'alcoolisme, il serait désirable de voir une loi nouvelle ouvrir à l'activité que le cabaret consume, un débouché au grand air.

Il serait désirable, avec les auteurs du projet de 1898 de voir enfin « le paysan, l'habitant du champ, l'ouvrier rural et le pauvre, pouvoir le mieux profiter de la réserve d'ali-

ments, gibier et poissons, conservés dans les champs et les eaux et redevenus, pour l'usage de peuple, une richesse publique ! » Mais quelle chimère ! Nous ne dirons pas avec M. Jules Guesde : « Nous ne croyons pas que cette mesure » soit suffisante ; sous l'état social actuel, cette liberté ne » serait pour le plus grand nombre qu'une illusion ; ce ne » sont pas les ouvriers des villes qui, après une journée de » travail exténuant, pourraient aller jouir du plaisir de la » chasse ; les ouvriers des champs ne pourraient non plus » en profiter, car leurs employeurs ne manqueraient pas » de les priver de travail s'ils usaient de la liberté de » chasser. » (1)

Nous voulons au contraire être optimiste et croire que tout le monde voudra profiter de la faculté accordée par la loi. En fait, les chasseurs seront très nombreux et le résultat sera déplorable.

Déplorable pour l'agriculture, le nombre des chasseurs les obligeant à multiplier leurs recherches pour le plus grand tort des récoltes.

Déplorable pour le gibier qui disparaîtra rapidement sous les coups et parceque trop dérangé.

Déplorable pour la conservation des oiseaux utiles, parce que ce sont eux qui offriront les proies les plus faciles.

Déplorable pour les chasseurs eux-mêmes qui verront les accidents se multiplier. Voilà le bilan de la loi.

A vrai dire, tout cela manque de sens pratique, on voit qu'une telle loi est l'œuvre de théoriciens de la chasse et cette présomption devient une certitude quand on se reporte au texte du projet. L'article 2 nous promet un règlement d'administration publique « qui déterminera les conditions d'exercice de cette liberté de chasser et de pêcher, de telle

(1) *Journal Officiel*, Chambre, Annexe 2-98, p. 1173.

sorte que, dans l'intérêt public, la production agricole soit protégée ». Or, si nous nous reportons à l'exposé des motifs, voilà ce que nous lisons : « Il n'y aura plus de braconniers, car la loi admettra comme moins nuisible à l'agriculture tel engin, que le droit propriétaire, jaloux de son privilège faisait auparavant interdire ». Qu'est-ce qui pourrait mieux se rapporter à cette citation que le collet ; le collet qui opère seul, en silence, sans préjudice pour les moissons, que le colleteur, à l'abri de tout danger, pourra désormais poser sans avoir besoin de fouler les récoltes avec de nombreux chiens.

Mais il faut ne pas connaître la chasse pour émettre une telle opinion ; un colleteur en deux semaines dépeuplera plus sûrement une contrée que tous les chasseurs du monde.

Enfin, quels abus ne doit-on pas craindre, quand on voit le législateur substituer aux peines, déjà bien légères de la loi de 1844, l'affichage du délit à la porte du délinquant et sans frais pour les individus vivant de leur salaire. C'est dérisoire. La dernière disposition de ce projet pose le principe d'un impôt progressif, en rapport avec le nombre des chiens et des chevaux de chasse. Mais cela serait-il suffisant pour combler le déficit résultant de la suppression du permis sans compter que cette taxe ne tarderait pas, elle aussi à manquer de base quand le gibier étant détruit la chasse serait devenue sans objet.

En conservant toujours le même principe, la proposition Chauvin-Jules Guesde du 14 novembre 1896 (1) serait d'une application plus facile. Aux termes de ce projet, l'article 1^{er} de la loi de 1844 serait modifié ainsi qu'il suit :

« La chasse est libre sur tout le territoire de la République, sauf les exceptions ci-après :

(1) *Journal Officiel*, Chambre, Annexe 2, p. 1474.

- 1^o Lorsque la chasse n'est pas ouverte,
- 2^o A celui à qui il n'a pas été délivré de permis,
- 3^o Sur les propriétés soumises à l'impôt des chasses gardées. »

Il semble qu'il y ait contradiction entre les premiers et les derniers mots de cet article. Comment si la chasse est libre sur tout le territoire peut-il y avoir des chasses gardées. C'est précisément le côté curieux de ce système. Nous sommes bien encore en présence d'un système de liberté absolue et le droit de chasse est considéré comme indépendant du droit de propriété. Seulement le propriétaire a la faculté, moyennant le paiement d'une forte redevance de se réserver la chasse. Il paiera 6 fr. par hectare pour terres non closes ; les terrains clos attenants à une habitation seront considérés comme chasse gardée, s'ils ont plus de deux hectares et assujettis à un droit de 10 fr. par hectare, s'ils sont cultivés, et 20 fr. s'ils ne le sont pas. Le produit de ces redevances sera affecté à la création d'une caisse de maternité.

C'est pour les auteurs de cette loi la seule façon de permettre aux classe laborieuses de participer aux avantages de la chasse. L'exercice effectif du droit étant pour elles un leurre. Ce système est juridiquement assez curieux, car il est délicat de déterminer quelle est l'opération accomplie par le propriétaire d'un fonds qui se réserve le droit de chasse. Il faut bien remarquer, en effet, que ce droit il ne l'a pas, et que par conséquent le terme *réserve* est impropre. C'est à la Communauté que le droit appartient, car la thèse est encore ici collectiviste, le propriétaire opère le rachat de son droit, moyennant une indemnité de 6 fr. par an et par hectare, qu'il paie à la Communauté. C'est en quelque sorte un retrait.

La question devient beaucoup plus grave au cas de pro-

priété close attenant à une maison d'habitation. Dans ce cas, en effet, comme la Communauté ne pourrait pas exercer le droit de chasse sans porter atteinte à l'inviolabilité du domicile, elle semble reconnaître le droit du propriétaire, mais le frappe d'un impôt très lourd. En réalité, l'opération est toujours la même, la Communauté s'empare du droit de chasse, mais comme ici elle n'en peut rien faire, elle en impose le rachat. C'est une atteinte flagrante à la liberté individuelle et, par contre-coup à l'inviolabilité du domicile puisqu'elle contraint le propriétaire à détruire ses clôtures s'il veut échapper à une dime vraiment exagérée.

Rationnellement, ce système présente donc les mêmes défauts que le précédent et il en présente d'autres encore.

Au point de vue pratique, il aurait plus de valeur, car il maintient les dispositions de la loi de 1844, qui ne sont pas incompatibles avec son principe et notamment la nécessité du permis.

Après les nombreuses critiques que nous avons adressées au système de la liberté absolue, il semble étonnant de trouver des législations où il soit en vigueur. En Chine et en Perse, la chasse n'est pas libre, mais il faut tenir compte de l'état de la civilisation dans ces contrées et notamment en Chine. En Perse, d'ailleurs, les dispositions de la loi religieuse viennent suppléer à la législation civile : en effet le recueil des lois concernant les Musulmans Schyites exige la réunion d'un grand nombre de conditions pour que la chair du gibier capturé soit licite, autrement dit, pour que le chasseur puisse tirer parti de sa chasse. Le cas le plus curieux est évidemment celui de la Grèce où la loi ne s'occupe de la chasse que pour la défendre à l'époque des couvées.

Système de la chasse à l'Etat. — Le système de la liberté absolue, en enlevant le droit de chasse au propriétaire, reconnaît que ce droit appartient à tout individu et en fait

un attribut de la personnalité ; tel n'est pas le point de vue d'un nouveau système qui, lui aussi, opère la disjonction, mais au profit de l'Etat, le système adopté par la législation suisse.

Ici l'Etat se borne à confisquer à son profit le droit de chasse et le délègue moyennant le paiement d'une redevance aux individus qui remplissent les conditions d'âge et de moralité exigées par la loi. Mais cette confiscation même du droit du propriétaire par l'Etat est la reconnaissance implicite de son droit. C'est l'antithèse des systèmes collectivistes que nous avons combattus puisque le chasseur trouve le fondement de son droit de chasse, non en lui-même, mais dans la délégation que lui fait l'Etat des droits du propriétaire. Ici, le permis, l'autorisation rétribuée de chasser, n'accorde pas la faculté d'user d'un droit, elle crée ce droit.

L'article 25 de la Constitution fédérale du 29 mai 1874, porte : « La Confédération a le droit de statuer des dispositions législatives pour régler l'exercice de la pêche et de la chasse, principalement en vue de la conservation du gros gibier dans les montagnes, ainsi que pour protéger les oiseaux utiles à l'agriculture et à la sylviculture. »

En exécution de cet article, l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse vota le 17 septembre 1875 une loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux, portant :

« Art. 1^{er}. — Chaque canton doit, par des lois et par des règlements, déterminer le régime de la chasse, en conformité de la présente loi, et le faire protéger par l'action des pouvoirs compétents.

» Art. 2. — Tout Suisse est autorisé à chasser sur le territoire du canton qui lui a délivré un permis de chasse cantonal, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 24 (Approbation des lois cantonales par le Conseil fédéral).

Cet article pose le principe :

» Art. 3. — Les législations cantonales déterminent le système d'après lequel la chasse doit être exercée dans chaque canton sous réserve des dispositions de la présente loi fédérale.»

Dès lors, les cantons n'avaient plus qu'à fixer le régime de la chasse et deux systèmes s'offraient à eux, ou bien accorder, à tout individu remplissant les conditions légales, un permis de chasse moyennant le paiement d'une redevance, ce fut le système généralement adopté; ou bien mettre en location les territoires de chasse; ce qui eu lieu dans les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne et pour partie de Bâle-Ville.

Cette législation présenté sur la législation française l'énorme avantage de mettre le chasseur à l'abri de toute surprise, puisqu'en se conformant aux prescriptions de la loi fédérale et du règlement cantonal, qui lui est remis en même temps que son permis (1), il n'a rien à craindre et cet autre avantage de laisser au législateur le champ libre pour la réglementation du droit de chasse. Il est clair en effet que le pouvoir qui accorde le droit peut y apporter toutes les restrictions désirables, tandis qu'il se trouve dans une situation beaucoup moins favorable quand il a à restreindre le droit reconnu d'un propriétaire. Aussi la législation suisse apparaît-elle comme excessivement rigoureuse et très favorable à la conservation du gibier. La chasse à la plume est ouverte dès le 1^{er} septembre, la chasse générale, dès le premier octobre; ces deux chasses sont fermées le 15 décembre. La fermeture de la chasse dans les arrondissements affermés est fixée au 31 décembre (2). Avant l'ouverture de la chasse générale, il est interdit d'employer d'autres chiens que les chiens d'arrêt (d^o).

(1) Règlement d'exécution du 12 avril 1876, art. 3.

(2) Loi du 17 septembre 1875, art. 8.

En ce qui concerne la chasse au gibier de montagne, nous trouvons une disposition fort intéressante et que le système adopté permettait seul de prendre : l'art. 15 de la loi de 1875 dispose en effet : « Il sera établi un district où la chasse du gibier de montagne sera prohibée dans chacun des cantons d'Apenzell, de Saint-Gall, etc., ces districts seront d'une étendue suffisante pour séparer le gibier et placés sous la haute surveillance de la Confédération.

« Un règlement spécial du Conseil fédéral fixera les limites exactes de ces districts (sans avoir égard aux frontières cantonales) et organisera une surveillance sévère sur le gibier ; ce règlement contiendra les dispositions nécessaires pour la protection et la conservation du gibier de montagne, selon les circonstances et la situation des lieux, autant que possible les délimitations de ces districts francs seront modifiés tous les cinq ans.

« La Confédération cherchera à acclimater des bouquetins dans ces districts ».

Voilà une disposition vraiment bonne, vraiment en rapport avec le sujet, c'est un procédé excellent pour protéger le gibier et en hâter la repopulation. Mais comment le préconiser en France, il faudrait demander à des propriétaires de renoncer à leur droit de chasse dans l'intérêt commun et il ne serait pas possible par compensation de leur accorder ce droit sur les autres, tandis qu'en Suisse cela s'opère tout naturellement.

L'intérêt de l'agriculture est lui aussi sauvegardé, il est permis de chasser sur tout fonds non clos, à l'exception des terres ensemencées ou couvertes de récoltes pendantes, des vergers, des jardins, plantages et bosquets dépendant des habitations et dans un rayon de 300 mètres de celles-ci (1).

(1) Genève, Règlement du 1^{er} mars 1887, art. 1.

Il est interdit de pénétrer dans les vignes avant que la vendange ne soit terminée. Par conséquent la chasse avec des chiens n'est pas permise dans les contrées où la vendange n'a pas eu lieu. Les chasseurs sont obligés de faire usage de l'autorisation de chasse sans porter préjudice aux propriétaires de terrains ou fermiers (1).

C'est une législation très complète, les droits du chasseur sont bien déterminés, connaissant sa loi il n'a rien à craindre, nul ne pourra s'opposer à ses recherches. Seule, la législation du canton de Genève lui enjoint « de se retirer au premier avertissement, soit du propriétaire, soit de toute personne venant de sa part (2) ».

C'est en quelque sorte un hommage rendu aux principes et cette disposition vient apporter un sérieux appui à l'idée que nous avons émise en commençant que la législation suisse considère, malgré les apparences, le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété.

En pratique, ce système est excellent, et il devait l'être surtout en Suisse ; là, l'Assemblée fédérale en posant les principes laissait aux autorités cantonales le soin de déterminer le système d'après lequel la chasse devait être exercée sur leur territoire. Elle leur laissait la liberté de prendre les mesures que la situation exigeait, en sorte que ceux-là même légifèrent, qui sont le mieux à portée de juger des besoins. C'est ce qui a permis aux cantons d'Uri, de Glaris, de Saleure, d'Appenzell, de défendre la chasse du cerf et du chevreuil pendant plusieurs années, au canton de Zurich d'agir de même pour la plume.

Ailleurs, en France, par exemple, l'application serait beaucoup plus pénible, parceque nous manquons d'autorités

(1) Schwyz, Règlement du 14 janvier 1887, art. 5. — Do. Lucerne, ordonnance du 7 juin 1882, art. 41. — Saint-Gall, ordonnance du 11 juillet 1884, art. 8. — Zurich, loi du 26 novembre 1882, art. 1.

(2) Règlement du 1^{er} mars 1887, art. 1, *in fine*.

locales aptes à prendre les mesures nécessaires dans certaines contrées, il faudrait donner ce pouvoir au préfet, mais il est soumis à trop d'influences, ou bien abandonner le droit de chasse aux communes. Mais le principe même du système suisse doit-il être approuvé ?

On peut soutenir que le système de la chasse à l'Etat est une des formes extrêmes de la réglementation. Si on admet que le législateur peut prohiber totalement l'exercice de la chasse, si il constitue un danger public, comme le décide pour la principauté de Monaco l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 1^{er} octobre 1880 (1).

Pourquoi ne pas admettre que l'Etat, considérant que le droit de chasse ne peut pas être d'un usage utile pour ceux à qui il appartient, puisse s'en emparer et l'exercer ? Ce serait évidemment abuser des termes. L'Etat peut dire : « Je vous enlève votre droit de chasse parcequ'il est pour vous inutile et dangereux. » C'est réglementer. Mais il ne faut pas ajouter : « J'autorise un autre à l'exercer à votre place. » Ici c'est disposer que l'Etat doit réglementer le droit, mais il ne doit pas s'en emparer, sans quoi le principe de l'inviolabilité de la propriété est atteint.

On ne peut prétendre qu'il y a expropriation pour cause d'utilité publique puisque ce sacrifice imposé dans l'intérêt commun supposerait une indemnité que nous ne trouvons pas ici.

Or, le droit de chasse est pour les grands propriétaires un droit parfaitement susceptible d'exercice et d'une valeur parfois considérable. Leur enlever ce droit sans les indemniser c'est ce que rien ne saurait justifier.

Si nous nous écartons des principes de la loi de 1844, si nous cessons d'accorder le droit de chasse au propriétaire,

(1) La chasse est interdite dans notre principauté à dater du 1^{er} janvier prochain.

nous nous trouvons donc en présence de deux systèmes : l'un, le système de la liberté absolue, déplorable en pratique, et partant de cette conception fausse que le droit de chasse est un droit naturel de l'individu ; l'autre, le système suisse, très satisfaisant en pratique, mais aboutissant à la confiscation pure et simple du droit des propriétaires et partant inadmissible.

C'est d'un autre côté qu'il faut chercher la solution du problème, et nous la demanderons aux législateurs qui, en laissant au propriétaire la jouissance du droit de chasse, en ont réglé l'exercice en partant d'un point de vue nouveau. C'est le système des législations allemandes et autrichiennes que nous allons envisager.

II. — SYSTÈME ALLEMAND

Le législateur allemand se plaçant à la fois en face des principes et des faits et considérant que si le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, il suppose néanmoins pour son exercice un domaine étendu, décide que cet exercice n'appartient qu'aux individus propriétaires d'un certain nombre d'hectares de terrain d'un seul tenant. Le droit de chasse sur les autres parcelles doit être exploité en commun soit par les intéressés eux-mêmes constitués en association, soit par la commune agissant dans leur intérêt.

Ce système si différent du système français, présente avec lui cette analogie historique qu'il est apparu comme une réaction contre les principes de liberté proclamés lors de l'abolition de la féodalité, mais, tandis que le législateur français adoptait le principe du libre exercice du droit de chasse par le propriétaire et par lui seul sur son propre fonds, le législateur allemand, s'inspirant des dispositions par

lesquelles on avait remédié dans les provinces rhénanes lors de leur passage sous la domination française à l'insuffisance de la loi de 1790 se rallia au principe de la communalisation.

Nous employons l'expression « législateur allemand » pour la commodité de la cause, car les 26 états qui forment actuellement l'empire d'Allemagne, adoptèrent successivement les mêmes principes à mesure que le régime féodal eut disparu dans ces différents états.

L'évolution fut partout la même, la féodalité faussant les principes admis considéra le droit de chasse comme un droit régalien, puis la réaction se produisit trop violente et le législateur dut intervenir. C'est la crise que nous rencontrons à des époques différentes, en Prusse, en Saxe, en Bavière, en Wurtemberg, dans le duché de Bade, dans le grand-duché de Hesse et le Schleswig-Holstein, partout enfin.

L'histoire du droit de chasse en Prusse présente cependant un intérêt plus grand parcequ'elle nous permet de découvrir les origines du système qui s'étendit à tous les autres Etats.

A l'époque où le droit féodal disparaissait en France Frédéric-Guillaume II publiait le 5 février 1794 un véritable code féodal, l'*Allgemeines Landrecht* dont le titre IV de la première partie traite du droit de chasse. Ce code fut pour le droit féodal allemand ce que l'ordonnance de 1669 fut pour le droit français, on y trouve en effet posé le principe du caractère régalien du droit de chasse.

Ce texte s'exprime ainsi : « Le droit de poursuivre et de s'approprier les bêtes sauvages qui font l'objet de la chasse s'appelle droit régalien (1) ».

(1) *Allgemeines Landrecht*, 2^e partie, tome XVI, section 3 du droit régalien de chasse, II § 30.

Ces principes subsistèrent jusqu'à la loi du 31 octobre 1848 qui, abolissant le régime féodal en matière de chasse, accordait à tout propriétaire le droit de chasse sur son fonds.

Quand en 1814-15 les provinces Rhénanes tombèrent sous la domination prussienne la législation féodale y était en vigueur; mais on trouva que la loi de 1790 uniquement pré-occupée, ainsi que nous l'avons vu, de protéger les récoltes était insuffisante au point de vue de la conservation du gibier; des arrêtés provisoires fixèrent les mesures à prendre et notamment on admit la location forcée du droit de chasse au profit des caisses communales. Le plus caractéristique de ces arrêtés est celui que prit le gouverneur Sack pour les provinces du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen le 18 août 1814.

L'article 5 de cet arrêté était ainsi conçu :

« Le droit accordé à chaque propriétaire sous le gouvernement français, lors de l'abolition du système féodal, de chasser sur ses terres est encore maintenu provisoirement; mais cependant, comme d'un autre côté, une semblable permission illimitée entraînerait aisément la ruine de la chasse et qu'il pourrait en résulter différents excès ou abus, le droit de chasse est restreint par le présent de la manière suivante :

1^o Il ne sera plus permis aux membres des communes « c'est-à-dire aux habitants » de chasser sur les terres appartenant à la commune entière « c'est-à-dire sur tout le territoire de la commune » ; mais la ferme du droit de chasse sur les terres d'une commune, ou d'un finage, sera adjugée à l'enchère au profit de la caisse communale.

2^o Chaque membre de la commune qui se permettra de chasser dans le finage de la commune, après que la chasse y a été mise en fermes, sera puni comme délinquant.

3^o Les propriétaires qui possèdent un terrain non interrompu de 50 hectares, ont le droit de chasser sur leurs terres

conjointement avec le fermier de chasse ; mais ce privilège ne sera absolument que personnel.»

Ce système extrêmement rigoureux peut être considéré comme une variante du système suisse que nous avons critiqué ; il fut modifié par un décret royal du 17 avril 1830 aux termes duquel les terres des habitants des communes devaient être organisées en canton de chasse et louées non plus dans l'intérêt de la caisse communale mais dans celui des propriétaires. Ceux qui cependant possédaient des domaines de 300 morgen (25 ares $1/2$) d'un seul tenant conservaient le droit exclusif de chasse. C'est le système actuel.

En dehors de cela, le droit régalien de chasse subsistait mais il ne s'exerçait plus que sur les bois et forêts. C'est en réalité contre lui que fut portée la loi de 1848, qui, dépasson but, substitua au système de 1830, le système français du libre exercice du droit de chasse par les propriétaires. Les nouveaux principes sont formellement affirmés :

§ 1. Tout droit de chasse sur le fonds d'autui est aboli sans exception.

§ 2. Le droit de chasse ne peut être séparé du fonds et ne saurait se concevoir comme droit particulier.

§ 3. La chasse appartient à tout propriétaire sur son fonds. Il peut l'exercer de toutes les manières, dont il est permis d'user pour poursuivre et prendre le gibier. *Il est loisible* aux propriétaires voisins de réunir leurs domaines en un canton de chasse, et d'en louer la chasse par adjudication publique ou de la faire exercer par un chasseur, ou bien de ne pas en user du tout. *Aucun propriétaire ne peut, cependant, être contraint à semblable union.*

§ 4. Les propriétaires fonciers ne sont limités, dans l'exercice de leur droit de chasse, que par les ordonnances générales ou locales sur la police de la chasse, qui ont pour but de protéger *soit la sécurité publique, soit la récolte des fruits de la terre.*

C'est la réaction non seulement contre le système féodal, mais aussi contre le système de la communalisation.

Il arriva en Allemagne ce qui était arrivé en France après le décret du 4 août 1789, la liberté dégénéra en abus et un courant d'idées très violent se forma dans le sens de la réaction, on demanda le retour aux principes du décret de 1830 et c'est ce que fit la loi du 7 mars 1850 qui établit définitivement en Prusse le système de la communalisation du droit de chasse.

Tous les Etats qui forment actuellement l'empire d'Allemagne l'ont adopté avec de nombreuses variantes et il n'y a pas en matière de chasse de législation uniforme. La Constitution du 16 avril 1871 a donné au pouvoir Central le droit de promulguer des lois d'Empire, mais nous n'en trouvons aucune qui règle l'exercice du droit de chasse : on peut citer comme les plus importantes dans notre matière, la loi du 22 mars 1888, sur la protection des oiseaux, et celle du 11 juillet 1891, sur la réparation des dommages causés par le gibier.

Le nouveau Code civil allemand n'innove pas non plus sur ce point, et l'article 69 de la loi d'introduction au Code décide : « Il n'est pas dérogé aux lois des Etats relatives à la chasse ou à la pêche, sans préjudice de l'art. 958¹, alinéa 2 du Code civil, et des prescriptions du même Code sur la réparation des dommages causés par le gibier. »

(¹ 958 al. 2. — La propriété n'est pas acquise lorsque cette appropriation (*des res nullius*) est défendue par la loi où lorsque la prise de possession lèse le droit d'appropriation d'une autre personne.)

Le système de la communalisation est aussi adopté en Autriche ; c'est la même évolution historique qui y a conduit, à cette différence près cependant qu'il apparaît après 1848, sans avoir été pratiqué antérieurement. Les Etats

autrichiens ont profité de l'expérience des Etats allemands.

A. — *Exposé*

Le système français ne se peut décrire, puisqu'à proprement parler il n'existe pas ; le législateur de 1790 et celui de 1844 se bornent à poser un principe et à édicter des mesures de police. Le législateur allemand pose le même principe, édicte les mêmes mesures, mais il fait plus : cherchant à faire produire au droit de chasse son maximum d'utilité pour le propriétaire, il n'en accorde le libre exercice qu'à ceux qui sont susceptibles de pouvoir en jouir utilement.

Le droit de chasse n'est pas vain pour les propriétaires de grands domaines, il faut leur laisser le libre exercice de ce droit. Pour les petits propriétaires, au contraire, ils ne peuvent en tirer aucune utilité, réunissons leurs droits pour leur donner plus de consistance et exerçons-les en commun. Voilà le point de départ.

Dès lors, la tâche du législateur s'élargit : cet usage commun qu'il préconise, il va falloir l'organiser, attribuer la gestion des cantons de chasse aux Communes, ou bien créer des associations de propriétaires ; fixer les procédés d'exploitations, réglementer les baux, afin que l'usage de ce droit commun n'entraîne pas la destruction du gibier, assurer l'utile jouissance des locataires, afin d'augmenter le prix offert. Autant de nécessités qui ont amené le législateur allemand à s'occuper de questions très pratiques dont le législateur français s'est désintéressé ou qu'il n'a pas aperçues comme la question des enclaves ou celle des dommages causés par le gibier.

L'exploitation des districts communs de chasse, constitués par la réunion des domaines inférieurs en étendue au minimum exigé par la loi, est confiée aux Communes ; en Prusse,

en Bavière, dans le Wurtemberg, en Alsace-Lorraine, dans le duché de Bade, dans la Hesse et le Schleswig, en Autriche et en Hongrie; elle est confiée aux associations de propriétaires, en Saxe, dans le Brunswick, à Lubeck, à Hambourg, à Brême et en Bohême.

La législation la plus complète des associations de propriétaires existe en Saxe dans la loi du 1^{er} décembre 1864.

Tous les propriétaires de fonds réunis dans un district forment une association dont le but est de s'occuper de toutes les affaires relatives à l'exercice du droit de chasse et à l'exploitation de cette chasse; association dont la minorité doit se soumettre aux décisions de la majorité (1).

Des assemblées générales ont lieu toutes les fois qu'une décision importante doit être prise, c'est l'organe essentiel de la société, on le rencontre partout. Le pouvoir exécutif représenté par un comité composé généralement de trois personnes, et dont le rôle consiste à représenter l'association auprès des autorités, à convoquer les intéressés aux réunions et à présider les débats, n'existe pas dans tous les Etats.

La loi saxonne prévoit la nomination d'une direction et d'un gérant (2). La loi de Brême du 27 septembre 1889 décide que les propriétaires seront représentés par un comité de trois membres nommés pour six ans (3), en Bohême, le nombre des membres varie entre trois et cinq (4). Dans les autres états, c'est aux autorités municipales qu'il appartient de convoquer aux réunions.

Le cercle d'action de ces associations de propriétaires est

(1) Loi du 1^{er} décembre 1864, § 14.

(2) Loi du 1^{er} décembre 1864, § 15.

(3) Loi du 27 septembre 1889, § 7.

(4) Loi du 1^{er} juin 1866, § 8.

restreint par leur but même, elles ne peuvent, au sujet du droit de chasse, que choisir entre trois décisions ou bien suspendre la chasse dans l'étendue du district; ou bien faire exercer ce droit par un chasseur nommé par l'autorité de police, ou bien enfin l'affirmer (1).

Nous ferons remarquer toutefois que le législateur considérant sans doute que le deuxième procédé est le moins favorable, ne se contente pas toujours de la majorité pour reconnaître la validité de la décision. Il faut, à Brême les $\frac{2}{3}$, en Bohême, les $\frac{3}{4}$ des voix pour que le droit de chasse puisse être exercé par un chasseur de métier au profit de l'Association (2).

En dehors de ce cas particulier, les assemblées prennent des décisions régulières quand la majorité des voix des membres présents est obtenue à condition toutefois que le quart des voix totales soit représenté (3).

Ce quorum peut être cependant très facilement atteint si les plus gros propriétaires sont présents, car le nombre des voix est dans tous ces Etats proportionnel à l'étendue de la propriété de chasse. Ainsi la loi saxonne accorde une voix au-dessous de 5 ackers ($2\text{ ha } \frac{3}{4}$), deux voix de 5 à 10 ($2\frac{3}{4}$ à $5\frac{1}{2}$); trois voix de 10 à 20; quatre voix de 20 à 30 et une voix en plus pour chaque partie de 10 ackers (4).

Afin cependant de ne pas rendre complètement illusoire

(1) Saxe, § 48, loi du 1^{er} décembre 1864. — Lubeck, § 5, *Code de Chasse*, 2 juin 1856. Brême, § 44, loi du 27 septembre 1889. — Bohême, § 6, loi du 1^{er} juin 1866.

(2) Brême, § 44. — Bohême, § 14.

(3) Brunswick, loi du 16 avril 1852, § 5. — Saxe, loi du 1^{er} décembre 1864, § 46. — Lubeck, *Code de Chasse*, 2 juin 1856, § 6. — Hambourg, loi du 3 septembre 1849, § 5. — Brême, loi du 27 septembre 1889, § 9. — Bohême, loi du 1^{er} juin 1866, § 11.

(4) Loi du 1^{er} décembre 1864, § 17.

le droit des petits propriétaires, la loi décide qu'un seul intéressé ne peut pas avoir plus de la moitié des voix du district.

Ces associations sont soumises à une très forte surveillance administrative ; tous les procès-verbaux de séances et de résolutions doivent être remis à l'autorité de police qui peut annuler ces actes quand elle les trouve irréguliers, quand il existe des doutes sérieux sur la conduite du chasseur choisi ou sur celle du fermier employé. Bien plus, le § 21 de la loi saxonne décide que la gestion de toutes les affaires de l'association de chasse et l'exécution de la location, sont mises à la charge de l'autorité de police, sur la demande de la direction de l'association de chasse ou des membres représentant ensemble un quart, au moins, de toutes les voix. C'est évidemment peu demander.

A Brème, la loi ne laisse même pas aux associations le maniement des deniers provenant de la location du droit de chasse ; c'est la Direction de la chasse de l'administration des domaines publics qui les recueille et les distribue ensuite aux intéressés du district au prorata des voix qu'ils représentent, c'est-à-dire de l'étendue du territoire de chasse qu'ils possèdent (1).

Dans les Etats où le législateur n'a pas créé les associations de propriétaires, c'est à la Commune qu'incombe la gestion du canton de chasse. La réglementation s'en trouve sensiblement simplifiée, cependant les pouvoirs des autorités communales ont été nettement délimités et sont identiquement ceux des associations. La loi du 7 mars 1850 a fixé le régime pour la Prusse :

« § 9. Les propriétaires de terrains formant un canton de chasse sont représentés, dans les affaires qui concernent la chasse, par les autorités communales.

(1) Loi du 27 septembre 1889, § 8.

§ 10. Les autorités communales peuvent par mesure conservatoire :

- a/ Défendre complètement de chasser,
- b/ Faire chasser par un chasseur particulier pour le compte des propriétaires réunis,
- c/ Mettre en adjudication aux enchères publiques, ou louer à main ferme le droit de chasse sur les terres formant un canton de chasse communal.

§ 11. Le prix de location et le revenu du gibier tué par le chasseur particulier sont versés dans la caisse de la commune.

Ces sommes, déduction faite des frais de garde, sont ensuite réparties, par les soins de l'autorité communale, entre les propriétaires des parcelles sur lesquelles la chasse s'exerce, au prorata de l'importance de ces parcelles. »

C'est le système que l'on trouve établi en Bavière par la loi du 30 mars 1850, articles 4 à 11 ; dans le Wurtemberg, par la loi du 27 octobre 1855, article 4 ; en Alsace-Lorraine, par la loi du 7 février 1881, articles 2 et 4 ; dans le duché de Bade par la loi du 29 avril 1886, articles 2 et 3 ; dans la Hesse et le Schleswig-Holstein, par la loi du 7 septembre 1865, article 7 ; en Autriche, par le Décret du 7 mars 1849, articles 6 et 8 ; et enfin en Hongrie par la loi du 19 mars 1883, article 3.

On peut seulement signaler qu'en Bavière l'amodiation est le mode normal d'exploitation et que les Communes ne sont autorisées à exercer le droit de chasse par elles-mêmes, représentées par trois de leurs membres au plus ; que si l'affermage tenté n'a pas donné de résultat, ou si les offres n'ont pas atteint la mise à prix fixée par l'Ordonnance communale. Enfin, il faut pour que cette décision puisse être prise que la Commune possède au moins 240 à 400 fagwerk de terrains, suivant la nature du sol.

Tout en adoptant le système que nous venons d'exposer, les lois d'Alsace-Lorraine et de Bade y ajoutent une disposition qui vient en fausser l'économie et changer le principe même qui est à sa base.

L'article 4 de la loi du 7 février 1881, alinéa 3^{me} pour l'Alsace-Lorraine décide que : « Le produit de la location de la chasse sur un ban communal restera acquis à la commune lorsqu'il en sera décidé ainsi par les deux tiers au moins des intéressés, pourvu qu'ils possèdent en même temps plus des deux tiers de la superficie du ban communal soumise aux dispositions de la présente loi. Ladite décision restera en vigueur pour toute la durée de la location ».

Ce qui entraîne cette conséquence :

« Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions du § 3, se seront réservés à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, verseront dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés, laquelle somme sera ajoutée au produit provenant de la location du reste du ban communal ».

L'article 3 de la loi du 29 avril 1886 pour le duché de Bade, admet la même solution, à cette différence près qu'il suffit de la majorité des propriétaires possédant plus de la moitié du finage pour que cette décision soit valablement prise ; il est vrai que la loi badoise ne semble pas admettre la conséquence logique mais extrême que le législateur alsacien a tiré de son système au sujet des terres susceptibles d'exercice exclusif du droit de chasse.

Quel que soit le système admis, communalisation proprement dite, associations de propriétaires, l'autorité qui gère le canton de chasse a toujours le même pouvoir et est soumise aux mêmes recours en ce qui touche la répartition

des deniers (1). Mais le législateur qui leur a donné la mission de louer ne les a pas laissées maîtresses des clauses du bail, indépendamment des formalités auxquelles ce contrat est soumis : conditions de publicité afin d'attirer les preneurs, conditions d'authenticité auxquelles les actes passés par les personnes morales et publiques sont astreints, la loi a imposé aux parties des dispositions favorables à la conservation du gibier et à la conservation du patrimoine commun.

Réglementation des Baux. — En laissant aux gérants des districts de chasse toute liberté au sujet du fractionnement on s'exposait à ce double danger de voir, d'une part le nombre des adjudicataires et par conséquent des chasseurs se multiplier au détriment du gibier, et d'autre part diminuer dans une très forte proportion la valeur locative totale, les petites fractions n'étant pas susceptibles d'un usage utile et ne représentant aucune valeur. Aussi le législateur fixe-t-il un minimum au-dessous duquel les communes ou les associations ne peuvent descendre.

Dans de nombreux Etats, l'étendue exigée pour le district de chasse est la même que celle imposée aux propriétaires pour qu'ils puissent librement exercer leur droit. Telle est la solution adoptée en Prusse (2), 300 morgen (75 hectares des deux côtés) en Bavière (3), sauf cependant ici que la commune ne peut diviser son territoire de chasse que si elle possède une étendue de 430 fagwerk (160 hectares). Au-delà, la création de districts est possible, mais on ne peut leur attribuer moins de 240 fagwerk, ni en créer plus de 6. En Saxe (4), le législateur va même plus loin, il exige encore en

(1) Empire d'Allemagne, loi du 1^{er} août 1883, art. 106.

(2) Loi du 7 mars 1850, § 4.

(3) Loi du 30 mars 1850, § 5.

(4) Loi du 1^{er} décembre 1864, § 7.

principe une superficie de 300 ackers, mais quand les circonstances le justifient on peut se contenter de 150 (83 hectares), sauf à obtenir l'autorisation de la capitainerie de baillage. D'autre part on ne pourra pas dépasser 600 ackers.

En Bohême (1), la superficie exigée est de 115 hectares pour les districts particuliers ou communs.

Cette solution qui restreint un peu trop l'étendue des locations aurait donné à *fortiori* des résultats déplorables dans les législations où le quantum exigé des propriétaires était moins rigoureux, comme en Alsace et en Wurtemberg. Aussi voyons-nous dans ces hypothèses le minimum s'élever. En Alsace (2), le district commun ne peut pas avoir moins de 200 hectares (contre 25), en Wurtemberg (3), 200 morgen (contre 50), à Brunswick (4), 3.000 feldmorgen (contre 300), dans la Hesse et le Schleswig (5), 2.000 ackers (500 hectares) (contre 100); mais pas s'il s'agit exclusivement de plaine ou de bois, en Hongrie (6), 2.000 arpents (contre 200).

Dans le grand-duché de Bade, si la commune a plus de 720 hectares (contre 72), la division sera admise, mais elle sera opérée par décision de l'administration du district, sur la proposition du Conseil municipal et l'administration forestière entendue.

On voit que, dans ces législations, les districts de chasse atteignent une étendue parfois considérable, ce qui permet d'en tirer un fermage proportionnellement plus important. Cette idée poussée à l'extrême serait cependant faussée, car les très grands districts n'étant susceptibles d'être loués que

(1) Loi du 1^{er} juin 1866, § 4.

(2) Loi du 7 février 1881, § 2.

(3) Loi du 27 octobre 1855, § 4.

(4) Loi du 16 avril 1852, § 4.

(5) Loi du 7 septembre 1865, § 20.

(6) Loi du 19 mars 1883, § 3.

par des individus très riches, il n'y aurait pas suffisamment de preneurs pour pousser les enchères à leur plus haut point, c'est cette considération qui justifie la disposition finale de l'article 7 de la loi saxonne, qui ne permet pas de créer des districts supérieurs à 600 ackers (332 hectares).

Si le législateur a réglementé l'étendue des districts dans le but de créer de véritables territoires de chasse et a ainsi favorisé indirectement les adjudicataires ; il y a d'autres dispositions qu'il a imposées aux parties afin d'empêcher, à proprement parler, tout abus de jouissance, c'est ainsi qu'il a fixé une durée minima et maxima aux locations ; qu'il a, pour chaque lot, limité le nombre des preneurs ; qu'il a soumis à des restrictions la faculté d'inviter des étrangers.

Durée des Baux. — Les législateurs allemands ont pensé qu'étant donné le système admis en matière de chasse, il serait dangereux de permettre la location des districts communs pour des périodes de courte durée, un an notamment. Il est évident en effet que le fermier, sachant qu'il pourra abandonner son marché l'année suivante, se souciera fort peu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la repopulation de son district pour la prochaine saison.

Il cherchera à en tirer le maximum par une exploitation intensive et déplorable pour le gibier, aussi, à part la Prusse et le Wurtemberg qui assignent comme minimum de durée des baux, 3 ans, ce qui semble insuffisant, voyons-nous la grande majorité adopter le chiffre de 6 années (Saxe, Bade, Lubeck, Autriche, Bohême, Hongrie), en Alsace-Lorraine, le minimum est de 9 ans ; le danger se trouve ainsi fortement atténué. Il reparait à la vérité, pendant la dernière année, mais on y trouve une sérieuse compensation en ce que pendant les premières années, les fermiers ont du chercher à peupler, de façon à profiter de l'augmentation de gibier sur

la fin de leur jouissance, hypothèse impossible à envisager quand les baux sont de courte durée, d'un an par exemple, ou même de trois, car dans ce cas le fermier ne consentira jamais à travailler pour ceux qui viendront après lui, sans espoir de pouvoir profiter de ses efforts.

Pour l'Autriche, la loi du 27 septembre 1887, qui fixe la durée de six ans, autorise cependant les autorités civiles, car ce sont elles qui passent les baux (1), à augmenter, à diminuer cette durée ou à proroger les baux en cours, sauf à obtenir la ratification des représentants de la commune. Mais le plus souvent la loi est plus stricte et les autorités non seulement ne peuvent pas abaisser la durée légale, mais encore ne peuvent même pas l'augmenter, le minimum fonctionne comme maximum en Alsace-Lorraine, 9 ans. En Prusse, à Lubeck et en Bohême, le maximum est fixé à 12 ans. Il n'y a pas de limitation à Bade, en Saxe ni en Hongrie.

Ici, la raison qui servait à justifier le minimum n'existe plus, au contraire, elle vient combattre la solution admise, il faut penser plutôt que le législateur n'a pas voulu que les communes et les associations se lient pour trop longtemps et peut-être surtout éviter que par ce procédé le droit de chasse ne redevienne le privilège d'un immuable fermier.

B. — Limitation du nombre des fermiers. — Accentuant encore ses tendances protectionnistes, le législateur allemand a limité strictement le nombre des fermiers, de manière que l'usage même intensif de leur droit ne puisse pas conduire au dépeuplement du district. Il est bon de remarquer d'ailleurs que cette pensée ne se manifeste pas seulement à l'égard des fermiers des territoires communs de chasse : en effet au cas où une propriété susceptible par son étendue

(1) Ordonnance du Ministre de l'Intérieur sur le Décret du 7 Mars 1849, art. 1.

d'exercice exclusif du droit de chasse est indivise entre un grand nombre d'individus ; ces associés ne peuvent pas exercer leur droit par eux-mêmes, ils doivent le transférer à un ou au plus à trois d'entre eux à moins qu'ils ne préfèrent laisser leur droit au repos ou le faire exercer par un chasseur de profession (1) ; le législateur cède donc ici à une préoccupation d'ordre général, relativement à la conservation du gibier en tant que richesse nationale.

Les lois les plus dures sont celles de Lubeck (2) et de Saxe (3) qui n'admettent qu'un seul fermier. Mais généralement ce nombre est fixé à trois (4).

Dans la Hesse et le Schleswig-Holstein, la tolérance s'élève jusqu'à quatre (5).

Un système plus rationnel consiste à proportionner le nombre des chasseurs à l'étendue du territoire de chasse c'est ce que décident les lois du 16 avril 1852 § 4, pour le Brunswick et du 27 septembre 1889 pour Brême § 15. Dans cette dernière législation, on admet un fermier jusqu'à 200 hectares, deux de 200 jusqu'à 400 et trois à partir de 400 et au dessus.

Une telle loi serait trop facile à tourner si le législateur n'avait pris des dispositions en conséquence. Toute sous-location est prohibée. Aucun fermier n'a le droit de sous-louer la chasse sans le consentement exprès de la commune et de l'autorité de police (6), mais là n'était pas le plus grand

(1) Prusse, loi du 7 mars 1850, § 3.

(2) *Code de Chasse*, 2 juin 1856, § 7.

(3) Loi du 1^{er} décembre 1864, § 20.

(4) Prusse, loi du 7 mars 1850, § 12. — Bavière, loi du 30 mars 1850, § 10. Wurtemberg, loi du 27 octobre 1855, § 6. — Le fermier et un membre de la commune pourront seuls exercer le droit de chasse dans un district ; ils pourront d'un commun accord nommer un représentant. Ils peuvent tous trois emmener des invités. — Bade, loi du 29 avril 1886, art. 10.

(5) Loi du 7 septembre 1865, art. 23.

(6) Lubeck, loi du 2 juin 1856, § 7, 4^o.

danger. Ce qu'il fallait empêcher, c'est que, sous prétexte d'user de la faculté reconnue par la loi de donner le droit de chasse à des invités, le fermier n'introduise en réalité des associés payant une part du fermage et venant simplement s'ajouter au maximum de chasseurs prévu par la loi. Or, le législateur est venu sanctionner cette fraude, non seulement civilement en annulant le bail au cas où elle serait démontrée (1), mais aussi pénalement; la loi du 27 septembre 1889 pour la ville de Brême, décide: § 39. — Seront punis de 150 marks d'amende ou d'emprisonnement:

4^e Ceux qui donnent un permis de chasse contre argent.

5^e Ceux qui chassent avec un permis acheté.

Le mot permis de chasse devant s'entendre dans le sens d'autorisation de chasse.

Et pour rendre encore les collusions plus rares, la loi a réglementé minutieusement cette faculté d'inviter des étrangers à la location, d'où pouvait venir tout le mal.

Invités. — En principe, tous les individus qui, comme propriétaire ou locataire ont le droit de chasse, peuvent faire profiter de leur prérogative leurs invités: hôtes de chasse, mais il faut que ces personnes soient munies de permis et c'est celui qui les a invité qui est responsable des contraventions ou des dommages qu'elles peuvent causer. (2)

Les législations les plus rigoureuses exigent que les hôtes soient accompagnés, soit par l'ayant droit, soit par son garde-chasse (3).

Mais on admet le plus souvent qu'une permission de chasser de manière indépendante peut être accordée. C'est ici qu'était le danger car cette autorisation peut cacher une sous-

(1) Bade, loi du 29 avril 1886, art. 10, g.

(2) Hesse et Schleswig, loi du 7 septembre 1865, art. 23. — Lubeck, *Code de Chasse*, 2 juin 1856, § 8.

(3) Bavière, loi du 30 mars 1850, art. 10. — Hesse et Schleswig, loi du 7 septembre 1865, art. 23. — Lubeck, *Code de Chasse*, 2 juin 1856, § 8.

location prohibée, aussi la loi prend-elle des précautions plus ou moins sérieuses : Cette permission doit toujours être écrite et c'est ce qu'exige seulement la loi de Bohême (1).

S'il y a plusieurs fermiers, tous doivent signer (2) mais la loi Badoise beaucoup plus stricte distingue selon qu'il s'agit d'un propriétaire usant de sa faculté de chasser ou d'un locataire : dans le premier cas l'autorisation doit seulement être écrite et mentionner l'étendue de la faculté accordée et sa durée (3); dans le second au contraire l'autorisation doit être donnée pour un an au plus (à Brème au maximum pour une semaine, 27 septembre 1889 § 19) et encore faut-il que l'administration du district y consente.

Son rôle sera précisément de contrôler si l'autorisation proposée ne tend pas à violer ou à étendre la fixation à trois du nombre des locataires. Cette autorisation est alors constatée par un certificat délivré par l'administration (4) et les hôtes doivent en être constamment porteurs (5). Mais une fois qu'elle a consenti, l'administration n'est pas liée et elle peut retirer son autorisation toutes les fois que les circonstances qui auraient motivé son refus se produisent ou parviennent après coup à sa connaissance (6). Enfin, cette autorisation est essentiellement gratuite car le prix payé ne serait en réalité que le loyer d'une sous-location et toute sous-location est absolument prohibée par la loi sans le consentement des autorités. S'il en était autrement, la nullité

(1) 1^{er} juin 1866. § 25.

(2) Brème, 27 septembre 1889, § 19.

(3) Loi du 29 avril 1886. § 10 *a*.

(4) Locution citée § 10 *b*.

(5) Locution citée § 10 *f*.

(6) Locution citée art. 10 *e*.

du contrat de location lui-même en résulterait (1) et les parties s'exposeraient à des peines pécuniaires (2).

La législation allemande crée donc les cantons de chasse, elle en détermine la gestion en cherchant à concilier tous les intérêts, mais sa tâche n'est pas aussi simple, de grandes difficultés se présentent parfois dans la constitution des districts, il peut arriver notamment qu'un fonds d'une étendue insuffisante se trouve enclavé totalement, ou presque, dans des fonds susceptibles d'exercice du droit de chasse.

Enclaves. — Dès lors la question se posait de savoir, si ce fonds devait être laissé indépendant, avec ou sans droit de chasse, ou s'il devait être incorporé dans un district communal. Aucune de ces solutions n'eut été satisfaisante car c'eut été amoindrir et rendre presque vain le droit de chasse appartenant aux propriétaires des fonds entourant cette terre.

Les ayants droit de chasse sur l'enclave pouvant incontestablement tuer toutes les pièces de gibier passant sur ce fonds, quand même elles auraient été lancées sur les fonds voisins et seraient poursuivis par les chiens. Aussi la solution admise fut-elle à la fois plus radicale et plus pratique. Le propriétaire enclavant a le droit d'exiger le droit de chasse sur les fonds enclavés. Solution d'ailleurs très logique étant donné le système admis malgré les apparences. Le droit de chasse est parfaitement susceptible de s'exercer sur une enclave d'étendue restreinte, c'est exact pour les raisons que nous venons de signaler; mais ici il apparaît comme une dépendance du droit de chasse sur les fonds environnant puisqu'il ne peut, le plus souvent, s'exercer

(1) Bade, loi du 29 avril 1886, art. 10 *g*. — Autriche, ordonnance du Ministère de l'Intérieur, sur le décret du 7 mars 1849 § 12.

(2) Autriche, location citée, Brème, loi 27 septembre 1889 § 39, 4^o et 5^o,

que s'il l'est sur ceux-ci. L'enclave d'étendue restreinte est le droit de chasse sans valeur en soi, il ne vaut que par la situation du fonds autrement dit, que par la valeur cynégétique des fonds qui l'entourent. Il était donc juste de soumettre les enclaves au droit commun en ce qui concerne l'exigence d'un minimum d'étendue pour permettre le libre exercice du droit de chasse ; et pourtant de ne pas les faire entrer dans les districts communs pour éviter de transmettre aux fermiers de ces districts les droits considérés exorbitants des propriétaires enclavés.

Il fallait d'abord fixer un minimum pour les deux parties car il aurait été mauvais de voir le droit de chasse sur une enclave très vaste accordé à un propriétaire enclavant dont le fonds serait des plus restreints ; aussi faut-il que l'enclave se trouve comprise dans un domaine susceptible de constituer par lui seul un district indépendant (1). Cependant on trouve une exigence plus grande dans la loi saxonne du 1^{er} décembre 1864, qui exige que la propriété enclavante ait une étendue de 500 ackers (276 hectares 1/2) au lieu de 300 exigés pour constituer un district particulier.

Réciproquement, en règle générale, le droit de chasse sur l'enclave est respecté lorsqu'elle est suffisamment étendue pour être susceptible d'exercice du droit de chasse d'une manière indépendante car l'esprit de la loi manquerait ici.

Une exception caractéristique résulte encore de la loi saxonne (Locution citée) qui admet ces principes même au cas où l'enclave pourrait former un district particulier. Mais cette disposition exceptionnelle est contrebalancée par celle en ordre inverse que nous avons rencontrée dans

(1) Prusse, 7 mars 1850, § 5. — Wurtemberg, 27 octobre 1855, art. 3. — Alsace-Lorraine, 7 février 1881, § 7. — Bade, 29 avril 1886, art. 6. — Hesse-Schlesswig, 7 septembre 1865, § 24. — Trieste, 1^{er} mai 1876, § 4. — Hongrie, 19 mars 1883, art. 3.

le même texte au sujet de l'étendue du domaine enclavant. Par contre, la loi badoise (Locution citée) exige que l'enclave soit d'une contenance extrêmement faible.

Lorsque ces conditions se trouvent remplies, le législateur décide que le droit de chasse sur les fonds entourés passera au propriétaire enclavant s'il l'exige et moyennant indemnité. Des difficultés pourront s'élever à ce sujet, mais la loi l'a prévu et la question sera portée devant une autorité administrative : le Landraths en Prusse, la Capitainerie de baillage en Saxe, le magistrat civil qui passe les baux en Autriche. Cette indemnité est généralement fixée en tenant compte du prix de location des bans communaux.

Le système n'est vraiment original qu'en Saxe où le capitaine de baillage fixe une double indemnité ; une pour le préjudice probable causé par le gibier, l'autre pour la charge de chasse ; la première pouvant être modifiée tous les ans.

Ce recours aux autorités administratives peut n'être pas décisif et les solutions données peuvent n'être pas acceptées par les parties ; dans ce cas une distinction s'impose ; est-ce l'enclavé qui n'accepte pas l'indemnité, dans ce cas la chasse sur son fonds est suspendue ; est-ce au cas contraire, l'enclavant, les enclaves rentrent dans le droit commun et sont traitées selon leur étendue. Saxe (Locution citée).

Une solution analogue serait donnée où le droit de chasse ne serait pas réclamé ; cependant en Prusse (Locution citée) le droit de chasse sur l'enclave reste en cas de désaccord là son propriétaire, quelle qu'en soit l'étendue. Il est bon cependant de remarquer que la loi prussienne, ainsi que la loi hongroise n'envisagent la question qui nous occupe que lorsqu'il s'agit de forêts ou de bois. Les enclaves en plaine restant soumises au droit commun. Il est vrai que c'est surtout lorsqu'il s'agit de bois que la question présente tout son intérêt.

Cette théorie des enclaves vient parfaire le système en faisant disparaître une cause de trouble dans la jouissance des titulaires du droit de chasse.

Dès lors, la chasse peut s'exercer librement sur des cantons suffisamment vastes et suffisamment giboyeux en raison des dispositions restrictives du nombre des chasseurs ; mais un problème nouveau ne doit-il pas nécessairement surgir pour le législateur prévoyant : cette conservation du gibier qui le préoccupe ne va-t-elle pas se transformer en propagation sous l'influence des dispositions légales et de l'incurie des fermiers. Après avoir protégé le gibier va-t-il falloir protéger les récoltes en posant les principes de la responsabilité des titulaires du droit de chasse ? La question si simple quand on se place au point de vue du droit français n'apparaissait pas aussi nettement au législateur allemand et les textes dénoncent ses hésitations.

Actuellement, le principe de la responsabilité a triomphé, mais il n'en a pas été ainsi pendant longtemps et tout ce que cette solution avait d'injuste pouvait s'excuser par ce qu'elle avait de logique. La communalisation tend à créer des domaines communs de chasse exploités dans l'intérêt commun, et la réglementation doit tendre à rendre cette exploitation des plus fructueuses ; or, si l'abondance du gibier entre en compte pour la fixation du fermage, l'éventualité des dommages à payer pèse en sens opposé, d'autant plus lourdement qu'elle est indéterminée, et voilà pourquoi le législateur s'était primitivement rallié au principe de la non-responsabilité, se contentant d'empêcher les abus en proposant certaines mesures préventives. Tout propriétaire était autorisé, notamment à éloigner le gibier de son fonds en faisant du bruit, en plaçant des épouvantails, et même en le poursuivant avec un petit chien ou un chien de garde. En dehors de là, c'était à l'autorité d'intervenir en

levant la prohibition de chasser le gibier, cause des dégâts, au cas où la loi a fixé l'époque de la fermeture ou bien en obligeant les personnes ayant le droit de chasse à réduire le nombre du gibier et en autorisant, en présence de leur incurie, les propriétaires à défendre leur fonds, sauf à remettre aux ayants droit les pièces abattues (1).

Sous réserve de ces dispositions, nous voyons la loi prussienne (2) décider qu'aucune prétention légale à indemniser ne peut être fondée sur les dommages causés par le gibier, sauf stipulations contraires dans le bail. Il en était de même en Alsace-Lorraine (3).

La législation badoise partant des mêmes principes admettait cependant une exception au cas où le gibier forçait la clôture d'un domaine et causait des dégâts, le propriétaire était tenu de réparer ces dommages et de remettre sa clôture en état (4). Dans le Brunswick et à Lübeck, la demande n'avait un effet légal que lorsqu'il s'agissait de sangliers, de fauves, de daims ou de chevreuils; solution qui se rapproche assez des nouveaux principes. Le droit à l'indemnité n'était formellement reconnu que dans la Hesse et le Schleswig-Holstein (5) et en Autriche où on le trouve formulé d'une façon constante dans tous les textes.

Une loi d'Empire vint en Allemagne unifier la législation sur ce point, le 11 juillet 1891, elle s'applique à tout l'Empire, sauf à la Hesse et au Hanovre, mais nous avons vu

(1) Prusse, loi du 7 mars 1850, § 21 à 24.

(2) Locution citée § 25.

(3) Loi du 7 mai 1883 § 5.

(4) Loi du 29 avril 1886 § 21.

(5) Loi du 7 septembre 1865, 1 § 34. — 1 § 34. Sont supprimées les restrictions contenues dans la loi du 26 janvier 1854 concernant les indemnités pour dommages causés par le gibier, où il était arrêté que ces indemnités ne sont dues qu'au cas où l'espèce de gibier qui a causé le dégât a été spécifié et que le montant du dommage pour une seule propriété s'élève au moins à un thaler.

que la Hesse avait devancé les autres Etats. L'article premier décide que : « Le dommage causé par le sanglier, l'élan, les bêtes fauves et le daim, ainsi que par le chevreuil et le faisan, sur une propriété, donnera droit à des indemnité en faveur du propriétaire ou de l'usufruitier. »

Cette énumération rend le système un peu plus restrictif qu'en Autriche où le législateur s'est rallié à une autre formule : le préjudice ne doit être réparé qu'au cas où il s'agit d'animaux pour lesquels il a été fixé une période d'interdiction de chasse (1), et la loi hongroise du 19 mars 1883 nous donne la raison de la limitation admise, quand elle décide dans son article 8 que : « Les dommages causés par les animaux carnassiers ou nuisibles ne donnent lieu à aucune réparation, ces animaux pouvant toujours être détruits par le propriétaire. »

Les lois règlent ensuite les conditions d'exercice de l'action, le mode de détermination des indemnités, la charge des frais, et le législateur allemand va même plus loin en proposant, comme mesure coercitive, l'emploi des procédés admis par l'ancienne législation, pour prévenir les dégâts du gibier, au cas où les dommages se reproduiraient au cours de la même année civile.

On voit que nous sommes loin du système primitif, où l'intérêt du chasseur primait celui du propriétaire.

B. — Critique de ce système

Nous avons exposé le système allemand dans son principe et dans son fonctionnement, il nous reste à en faire la critique ; mais ici nous nous heurtons à une difficulté qui

(1) Autriche au-delà de l'Enns, loi du 19 mai 1889, § 1. — Verarlberg, loi du 1^{er} novembre 1888, § 1.

ne saurait nous arrêter. La communalisation du droit de chasse unanimement adoptée dans son principe par les Etats allemands, n'est pas uniformément appliquée, nous avons rencontré tantôt l'application par la commune, tantôt les associations de chasseurs. Dans le premier cas, nous avons vu le produit du fermage tantôt partagé entre les propriétaires, tantôt abandonné à la commune. Nous pensons qu'un choix s'impose entre ces variantes, afin de constituer un système définitif sur lequel la critique pourra s'exercer efficacement.

Le système des associations de propriétaires, a pour lui en apparence, l'équité: il semble juste, en effet, puisqu'il s'agit de la gestion de leur droit de chasse qu'ils soient appelés à s'en occuper. Mais cette idée n'aurait toute sa valeur que s'il s'agissait d'une association librement consentie, maîtresse de ses décisions et jouissant d'une complète autonomie. Ici, il s'agit d'associations obligatoires, qualificatif qui sonne très mal, et nullement autonomes. Certes les décisions sont prises en assemblées générales et à la majorité des voix; mais, qui est-ce qui convoquera ces assemblées, si comme il arrive le plus souvent, il n'existe pas de direction, pas de pouvoir exécutif? Ce sera l'autorité communale, et l'association sera à sa merci. Si encore, une fois réunis, les associés étaient libre de disposer du fonds commun et de fixer le moyen d'en jouir, mais une seule solution est possible, l'amodiation à des conditions prévues par la loi. L'exploitation par un chasseur salarié ne peut se décider qu'à une majorité très forte et l'autorité pourra casser la décision si la conduite du chasseur laisse à désirer; la loi ne veut pas de cette solution; quand à la troisième, qui consiste à laisser le droit de chasse au repos, elle est trop radicale pour être pratique.

L'association apparaît comme un organisme juridique

complicqué chargé de remplir les conditions légales et l'autorité ne manquera pas d'annuler tous les actes irréguliers. Le seul acte important auquel la société pourrait se livrer, la répartition des deniers est soigneusement réglée, et même dans certaines législations c'est une caisse publique qui est chargée de ce soin. Les propriétaires ont bien perdu l'exercice de leur droit de chasse et la création des associations ne fait que les soumettre à une charge nouvelle ; aussi admirons-nous la franchise de la loi saxonne qui permet aux associés d'abdiquer facilement entre les mains des autorités communales. C'est la meilleure solution, car la commune qui ne pourra pas faire mieux que l'association, ne pourra du moins faire plus mal. Nul besoin ne sera de nommer des administrateurs et de convoquer des assemblées, ces organes seront avantageusement remplacés par les autorités existantes ; il y aura moins de frais et les répartitions seront d'autant plus fortes.

Cette solution étant admise, nous devons prendre position sur un autre point. Faut-il admettre dans le cas où la commune se charge de la gestion des districts communs qu'elle répartira les profits qu'elle en aura tiré entre les intéressés, ou bien que ces profits tomberont dans la caisse communale ? Ici aucune hésitation n'est possible. C'est le système allemand de la communalisation que nous voulons envisager, or, il y a incompatibilité absolue entre ses principes et le système admis en Alsace-Lorraine et à Bade, qui adopte la deuxième solution.

Du moment que l'exercice du droit de chasse est enlevé aux propriétaires et que l'indemnité qui le représente tombe dans la caisse communale, la communalisation disparaît pour faire place au système de la chasse à l'Etat, au système suisse. Système qui, tout en reconnaissant que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, en confisque

les émoluments au profit de l'Etat. On objectera qu'ici la renonciation est librement consentie. Nullement, car la minorité sera obligée de se soumettre aux décisions de la majorité et pour elle, du moins, la renonciation ne sera pas volontaire. Mais la situation se complique davantage quand une semblable décision aura été prise, les propriétaires de fonds d'une étendue suffisante pour comporter l'exercice indépendant du droit de chasse et qui se seront réservé ce droit devront verser à la caisse communale, une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés. En réalité, l'exercice de leur droit de chasse leur est enlevé et ils sont obligés s'ils veulent en jouir de le prendre à bail de la commune. C'est la situation que fait aux propriétaires de réserves de chasse, le projet Chauvin-Jules Guesde et nous avons critiqué déjà cette disposition. En somme, le système que nous allons envisager est le suivant :

Le droit de chasse n'est susceptible d'exercice indépendant que sur les fonds d'une étendue supérieure au minimum légal d'un seul tenant. Les autres fonds seront réunis en districts communs dont la gestion appartiendra à la commune et la commune répartira le produit de sa gestion entre les intéressés au prorata de l'étendue de leur territoire de chasse.

Critique. — Quelle est la valeur de ce système ?

Evidemment, si le problème que le législateur doit résoudre se ramène à ces deux desiderata :

Multiplier le gibier,

Protéger les récoltes,

la solution qu'on nous propose est des plus satisfaisantes.

Le gibier doit nécessairement se multiplier du moment qu'on diminue les causes de sa destruction. Le problème est on ne peut plus simple, mais il est plus délicat de trouver

des procédés, qui sans cesser d'être efficaces, soient conformes au droit et aux idées d'une nation. Il est très bon pour le gibier de restreindre le nombre des chasseurs, mais encore faut-il que cette restriction ne conduise pas à donner au droit de chasse un caractère incompatible avec les aspirations populaires : le système allemand est essentiellement aristocratique, personne ne songe à le critiquer en Allemagne, c'est ce qui justifie le législateur. Dès lors, nous n'avons plus qu'à envisager les résultats pratiques et l'épreuve ne peut être que satisfaisante.

Pour la protection des récoltes, nous nous trouvons en présence d'une réglementation aussi complète qu'en France : Le fermier d'un district de chasse ne saurait se prévaloir de son contrat pour causer dommage aux propriétaires, en foulant les récoltes, par exemple, et nous avons vu qu'il ne pouvait pas davantage laisser le gibier se multiplier, au point de compromettre ces mêmes récoltes ; non seulement il répond des dommages, mais on peut le contraindre à détruire.

Les avantages pratiques de ce système apparaissent d'eux-mêmes en l'exposant ; mais ce qu'il faut justifier, c'est le principe même qui est à sa base, c'est le retrait de l'exercice du droit de chasse aux petits propriétaires.

Or, ce retrait n'implique-t-il pas, de la part du législateur allemand, une conception du droit de chasse toute différente de celle de la loi française ; le droit de chasse n'est-il plus pour lui un attribut du droit de propriété, a-t-il voulu, devant les législations étrangères, donner asile aux théories nouvelles et tenter une application partielle du collectivisme, ou bien, beaucoup moins avancé, n'a-t-il fait que subir l'influence d'une féodalité à peine abolie. La vérité n'est ni d'un côté ni de l'autre.

Le système allemand a peut-être les apparences du

communisme et la terminologie peut encourager l'équivoque : communalisation, communisme, question de désinence, mais pour émettre une telle opinion, il faut ne pas se rendre compte de la situation que créerait l'application au droit de chasse des principes auxquels nous faisons allusion. Nous avons déjà eu l'occasion d'envisager la question puisque cette solution est préconisée par le projet que MM. Vaillant et Chauvière ont déposé sur le bureau de la Chambre, le 25 octobre 1898, or nous avons vu qu'au nom de ces principes on demandait la liberté pleine et entière du droit de chasse pour tous, sans même qu'il soit désormais besoin de se munir d'un permis de chasse, sauf toutefois l'observation d'un règlement d'administration publique chargé de sauvegarder la sécurité des personnes et des récoltes.

Or, le système allemand nous met en présence d'un état de choses tout différent, le droit de chasse se trouve prodigieusement restreint, seuls les favorisés de la fortune peuvent en jouir, les petits propriétaires ne profitant que de l'émolument de leur droit exploité en commun. Est-ce cette idée d'association qui a trompé, mais il faut remarquer qu'elle n'existe qu'entre les propriétaires des territoires de chasse et que les non-propriétaires n'ont aucun droit à participer à la répartition des sommes représentatives du droit de chasse comme la logique du système communiste l'exigerait.

Le système allemand n'est pas non plus féodal, la commune n'apparaît pas dans ce système comme succédant aux droits des seigneurs et possédant le droit de chasse, elle vient seulement gérer dans l'intérêt des propriétaires les districts communs formés par la réunion de leurs biens ; elle n'en conserve pas le revenu. Cette idée, d'ailleurs, ne tient pas devant les textes, il semble que le législateur

veuille surtout bien marquer l'abolition des principes féodaux, l'abolition du droit de chasse sur autrui : « Le droit de chasse n'appartient plus par cette loi qu'au propriétaire et ne peut être détaché de la propriété » dit l'art 1 de la loi hambourgeoise du 3 août 1849 ; « Le droit de chasse sur une propriété appartient au propriétaire », dit le *Code de chasse* de Lubeck, § 1. Enfin le décret du 7 mars 1849, en Autriche, tranche nettement la question : « § 1. — Le droit de chasse sur les terrains et le sol d'autrui est aboli. »

Non, le législateur allemand considère bien le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété, il le dit même plus nettement que le législateur français. Tandis que la loi de 1844 décide : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droits » ce qui tranche indirectement la question ; nous trouvons dans les lois allemandes et autrichiennes de nombreuses formules d'une remarquable netteté :

« Le droit de chasse dérive de la propriété du sol. » Bohême, 1^{er} juin 1866, § 1.

« Le droit de chasse est une dépendance de la propriété foncière ». Trieste, 1^{er} mai 1876, § 1.

« Le droit de chasse est une dépendance inséparable de la propriété foncière ». Hongrie, 19 mars 1883, art. 1.

« Le droit de chasse, en vertu de la présente loi, sera considéré comme un des usufruits de la propriété foncière. » Saxe, 1^{er} décembre 1864, § 1.

« Dans la possession du terrain est compris le droit de chasse sur ce dit terrain. » Bavière, loi du 30 mars 1850, art. 1.

« Le droit de propriété foncière emporte le droit pour le propriétaire de chasser sur son propre terrain. » Bade, loi du 29 avril 1886, art. 1.

Enfin, la plus précise, que renferme l'art. 1 de la loi du 27 octobre 1855, en Wurtemberg : « Le droit de chasse fait partie du droit de propriété et appartient au propriétaire sur son terrain. »

La question de principe se trouve donc tranchée d'une façon très favorable, mais voici la complication : Le législateur partant de cette idée féconde que l'exercice du droit de chasse n'est possible que sur les grandes propriétés, que le petit propriétaire est incapable de s'y livrer sans empiéter sur les droits d'autrui, ne laisse subsister librement cet exercice que sur les domaines d'une étendue jugée suffisante par la loi. Cette étendue varie selon les Etats : les législateurs semblent s'être préoccupés à bon droit de la division de la propriété dans leurs ressorts (1).

(1) La région située à l'ouest de l'Elbe est très morcelée, tandis qu'à l'est de ce fleuve la grande propriété prévaut, on trouve 4144 domaines de plus de 500 hectares et 158 dépassant 5000. (*Etude sur les populations rurales en Allemagne et la crise agricole*, G. Blondel, 1897). Aussi voyons-nous le minimum atteindre à peine 80 hectares dans la première région tandis qu'il s'élève jusqu'à 115 à mesure que l'on s'étend vers l'Est.

On exige 300 morgen en Prusse (75 hectares environ), 300 ackers en Saxe (85 hectares environ), 240 fagwerk (80 hectares) de plaine ou 400 (133 hectares) de montagne en Bavière, 72 hectares à Bade, 300 feldmorgen dans le Brunswick, 75 hectares à Brême, par contre, on n'exige que 50 morgen, soit 25 hectares en Wurtemberg, 25 hectares en Alsace-Lorraine et 100 ackers de Hesse, soit 24 hectares, dans la Hesse et le Schleswig-Holstein. Or, si on compare ces différents Etats au point de vue de la division de la propriété, on voit que les domaines inférieurs à 10 hectares occupent plus de la moitié de la superficie en Prusse et en Saxe et plus des deux tiers à Bade, Etats où l'on exige environ 75 hectares, ce qui est plus rigoureux que les législations du Wurtemberg, de la Hesse et de l'Alsace-Lorraine où la propriété n'est pas fortement divisée et où le minimum est fixé à 25 hectares ; plus rigoureux aussi que les législations de la Bavière et de Brême où le minimum est toujours sensiblement égal, mais dont le territoire est beaucoup moins divisé puisque les domaines d'une contenance de 10 à 100 hectares occupent les deux tiers de leur superficie.

En Autriche, en Hongrie et en Bohême, pays où la propriété est peu divisée, le minimum est fixé à 115 hectares.

Pour les domaines d'une étendue supérieure au minimum légal, point de question. Ils sont soumis au droit commun ; le droit de chasse est respecté, respecté également le droit de propriété dont il dérive. Mais est-il juste, pour les autres cas, que le législateur, tout en reconnaissant le droit du propriétaire, lui enlève l'exercice de son droit et l'oblige à accepter comme compensation le produit de la location faite malgré lui de son droit de chasse ?

Nous avons vu quelle situation l'application rigoureuse des principes par le système français créait au petit propriétaire, relativement à son droit de chasse. En droit, il en est le maître absolu, il peut chasser sur son fonds et empêcher que les autres y chassent. En fait, il ne peut pas en user parceque son domaine est trop restreint et qu'il risque à chaque instant d'être entraîné sur les propriétés voisines, il est à la merci des autres et cela est tout aussi vrai quand il veut directement jouir de son droit, que quand il veut en transférer la jouissance à un autre moyennant rétribution, c'est-à-dire le louer.

Ce droit n'aurait pas plus de valeur pour autrui qu'il n'en a pour lui, il n'en prendra que s'il peut être réellement exercé et pour cela il faudra que les propriétaires s'unissent pour pouvoir offrir au preneur, un domaine de chasse utile ; mais ici encore les principes interviennent, chacun est maître chez soi et la plus petite mauvaise volonté viendra rompre tous les calculs. Si dans le domaine librement constitué, il se trouve une enclave appartenant à quelque mauvaise tête, la valeur locative se trouve diminuée considérablement peut être totalement anéantie.

Le seul profit que le petit propriétaire puisse tirer de son droit de chasse c'est la rançon qu'il percevra sur le chasseur confiant qui aura foulé sa propriété, c'est le chantage qu'il exercera, c'est enfin, s'il possède une enclave, les

obstacles qu'il apportera à l'exercice du droit du grand propriétaire.

Certes il n'en est pas toujours ainsi, ce n'est là que l'exception, mais l'insécurité opère à dose homéopathique ; il y a menace permanente préjudiciable aux propriétaires eux-mêmes dont le droit est anéanti, à l'État qui voit diminuer le nombre des permis, au gibier qui est à la merci des braconniers, les seuls qui jouissent de la plus entière sécurité par la crainte qu'ils inspirent et le manque absolu de surveillance, puisqu'on n'a pas d'intérêt à garder un droit qui est sans valeur.

En présence d'une telle situation, ne semble-t-il pas que le législateur fasse un juste et utile usage de ses pouvoirs de réglementation, quand il enlève au petit propriétaire l'exercice de son droit de chasse pour en assurer, en les réunissant, l'exploitation en commun au nom et dans l'intérêt de tous : Le droit de chasse sur tel fonds isolé, d'une valeur nulle, devient appréciable quand on le considère comme fraction d'un domaine commun. Les droits de chasse du petit propriétaire se trouvent transformés en un droit sur le produit du fermage du district. Cette solution est d'autant plus favorable qu'elle s'adresse à un plus grand propriétaire. Celui qui possède une petite parcelle ne touchera évidemment qu'une rétribution bien faible et le problème le touche peu ; mais si nous supposons, au contraire, un grand propriétaire ne possédant qu'un grand nombre de petites parcelles, en fait, il ne pourra pas plus exercer son droit que s'il n'avait qu'un petit domaine et pour les mêmes raisons, et pourtant ce droit de chasse sur des centaines d'hectares a une valeur certaine. Eh bien, cette valeur apparaîtra dans le système allemand et elle ne peut apparaître que dans ce système. En sorte que celui-là même qui semblait le plus sacrifié, puisque la loi le privait de son

droit de chasse sur des propriétés très étendues, est précisé-
ment celui qui retire du système les plus grands avantages,
parcequ'il prendra sur le prix de la location une somme
sérieuse.

Dès lors, ne semble-t-il pas que la solution se justifie
d'elle-même? Le législateur accorde au propriétaire un droit
sans valeur, il l'exploite pour lui de manière à le rendre
productif. N'est-ce pas comprendre admirablement son
rôle?

A vrai dire ce n'est là qu'un côté de la question. Le droit
de chasse est un attribut du droit de propriété et comme le
droit de propriété il doit être envisagé dans ses deux fonc-
tions l'une positive *jus utendi*, l'autre négative *jus prohibendi*.
Or, jusqu'à présent nous n'avons envisagé que la première
situation. — Le petit propriétaire ne peut-il pas évidemment
soutenir qu'il préfère ne pas tirer parti de son droit de chasse
plutôt que de voir quelqu'un en user à sa place et passer sur
ses fonds sans qu'il puisse l'en empêcher. Ne revendique-il
pas un droit absolu qu'on ne saurait méconnaître sans
risquer de toucher à l'inviolabilité de la propriété? Evidem-
ment oui. Mais que vient prétendre le petit propriétaire
quand il tient ce raisonnement? Quel préjudice invoque-t-il?
Son domicile ne sera pas violé, car la loi exempte de la com-
munalisation les propriétés entourées de murs ou même
d'une barrière et attenant à une habitation. Ses clôtures ne
seront pas endommagées car les domaines clos comportent
le libre exercice du droit de chasse (1) Enfin ses récoltes
seront respectées car il est interdit de chasser sur les terres
qui ne sont pas encore dépouillées de leurs fruits, le fait

(1) Prusse, 7 mars 1850, § 2. — Bavière, 30 mars 1850, § 2, 1^o, 2^o. —
Wurtemberg, loi du 27 octobre 1855, art. 2, 2^o, 3^o, 4^o,

même de passer à l'automne sur des terrains ensemencés rendra passible d'une indemnité (1).

Dès lors que reste-t-il ? On peut librement chasser partout où les dégâts ne sont pas à craindre, partout où le propriétaire ne sera exposé à aucun préjudice. Mais alors c'est d'une atteinte morale que l'on vient se plaindre. Le propriétaire ne veut pas se mettre à l'abri des dommages, il veut seulement qu'on respecte le principe de sa propriété. Soit, c'est très juste. Mais enfin il faut considérer qu'en usant ainsi de son droit, il porte indirectement atteinte au droit des autres et que ce qu'il réserve c'est la faculté avec la complicité de la loi de poursuivre ceux qui enfreindront sa volonté.

Le législateur allemand a passé outre. Est-ce qu'il est parti d'une conception nouvelle du droit de propriété ne l'envisageant que par son côté positif ? Ce serait d'autant moins vraisemblable que la législation allemande a subi plus longtemps que la législation française l'influence du droit romain ; et à supposer que cette opinion ait pu être soutenue en l'absence de texte explicite, elle ne saurait plus l'être maintenant. L'article 903 du nouveau Code civil allemand décide en effet : « Le propriétaire d'une chose peut, sauf l'effet des prescriptions de la loi ou les droits des tiers, disposer de cette chose à son gré et exclure toutes autres personnes de tous actes sur elle. » C'est bien distinguer le côté positif et le côté négatif du droit de propriété et en définitive cela est beaucoup plus net que l'article 544 du Code civil : « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements. »

(1) Lubeck, *Code de Chasse*, 2 juin 1856, art. 15.

Or, nous avons déjà vu que l'article 69 de la loi d'introduction au Code civil allemand déclare que ce Code ne déroge pas aux lois d'Etats relatives à la chasse ou à la pêche.

La question, ayant été nettement aperçue, la solution prend toute son importance théorique et il importe de la justifier.

La loi enlève aux petits propriétaires un des attributs de leur droit de propriété ; mais ne reconnaît-on pas au législateur le droit de retirer aux particuliers certains droits lorsque l'intérêt public l'exige.

Ce qu'il faut démontrer c'est que nous sommes précisément en présence de cet intérêt public.

Or, il est évident qu'il existe, parceque le droit de chasse qui appartient incontestablement au petit propriétaire sur son fonds, est entre ses mains :

Sans valeur, puisqu'il n'en peut jouir ni directement par lui-même, ni indirectement en le louant ; ce qui entraîne la perte d'une richesse nationale.

Dangereux, puisqu'il déprécie le droit de chasse sur les grands fonds qui l'entourent et que son propriétaire peut user de son droit pour rançonner les chasseurs confiants qui se fient à son silence, et que sa seule utilité est immorale. En faut-il davantage pour justifier l'expropriation dont le petit propriétaire est l'objet ? Nous avons ici un intérêt économique certain, un intérêt moral évident, car il est inadmissible que les honnêtes gens soient à la merci des propriétaires peu scrupuleux qui, par une simple restriction mentale, se réservent le droit de chasse sur leurs terres et rendent passibles de la correctionnelle ceux qui viennent innocemment se prendre à leur piège. Nous en avons malheureusement en France de trop nombreux exemples et certaines communes aux environs des grands centres n'hé-

sitent pas à se prévaloir des droits de leurs administrés pour se créer ainsi une source nouvelle et fort imprévue de revenus.

Nous avons fait intervenir l'idée d'expropriation pour cause d'utilité publique ; cette idée n'est peut-être pas rigoureusement exacte : la loi n'exproprie pas le droit de chasse, elle oblige seulement celui qui le possède à en jouir et d'une façon déterminée ; c'est la liberté du propriétaire qui est atteinte plutôt que son droit, en sorte que nous ne sommes plus ici en présence des exigences de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, il ne sera nullement question d'indemnité préalable. Le droit de chasse est loué, la rétribution sera payée à chaque terme, en proportion de la jouissance, et cette indemnité est forcément juste puisqu'elle est la représentation et au-delà de la jouissance enlevée.

En sorte que notre terminologie est inexacte, ce qui est fort heureux pour nous, puisque les arguments que nous avons fait valoir pour justifier l'expropriation du droit de chasse pour cause d'utilité publique vaudront *a fortiori* pour justifier sa mise en régie dans l'intérêt commun beaucoup moins préjudiciable aux propriétaires. En effet, la situation faite par la loi et celle résultant d'une expropriation seraient pécuniairement les mêmes, à cette différence près que l'indemnité est touchée en une seule fois dans le premier cas, proportionnellement dans le second, mais la différence est énorme au point de vue des principes, puisque le propriétaire conserve son droit dans le second cas et non dans le premier.

Nous avons ainsi justifié le principe fondamental de la législation allemande, Ce résultat étant acquis, il nous resterait à critiquer la réglementation adoptée pour l'exploita-

tation du droit de chasse transférée à la commune. C'est une question que nous retrouverons lorsque nous aurons à envisager la possibilité d'implanter en France le système allemand. Nous aurons à voir alors quelles sont les tendances qui ont présidé à cette réglementation et à les critiquer.

TROISIÈME PARTIE

De la possibilité d'introduire en France le système de la Communalisation

I. — DE LA LOI DE 1844 AU PROJET GRAUX

La Chambre des Députés est actuellement saisie d'une proposition de loi tendant à établir en France le système de la communalisation, et qui s'inspire tout particulièrement de la loi du 7 février 1881, qui introduisit ce système en Alsace-Lorraine. Il ne faudrait pas voir dans ce projet, l'œuvre indépendante d'un novateur; il n'apparaît, au contraire, que comme le développement de tentatives antérieures sous l'influence des idées en cours. Car, si les principes classiques ont prévalu en France, il est indéniable que depuis 1844 un courant favorable à la communalisation se dessine.

Cette tendance se manifesta pour la première fois lors de la discussion de la loi de 1844: Quand il s'agit de déterminer les droits dérivant du permis de chasse, on fut amené à envisager, non plus le droit de chasse en soi seulement, mais dans son exercice et l'on fut bien forcé de constater qu'en fait « cet exercice était empêché à chaque instant par le nombre excessif des parcelles de propriétés », (Gillon.)

C'est pour remédier à cet inconvénient que M. Lorgne d'Ideville proposa un amendement qui, défendu avec opiniâtreté par son auteur et M. Gillon, abandonné ensuite par eux et repris par M. Lacoudrais, fut repoussé par la Chambre des Députés. Voici quelle en était la teneur : « Les communes rurales pourront, au moyen d'une délibération du Conseil municipal, homologuée par le préfet, affermer le droit de chasse sur les biens communaux et sur les terrains des propriétaires qui déclareront renoncer à exercer ce droit par eux-mêmes.

» Dans ce cas, le prix du fermage sera appliqué au paiement du garde champêtre et s'il y a lieu au rachat des prestations en nature et autres charges communales.

» Le dégrèvement aura lieu de manière à ce qu'il allège d'autant la part de cotisation attribuée sur les rôles de la commune, à ceux des propriétaires qui auront renoncé à exercer ce droit de chasse » (1).

Cet amendement fut repoussé parcequ'il se référait au droit commun : du moment en effet que les propriétaires sont d'accord pour faire abandon de leur droit de chasse à la commune, celle-ci en a le libre usage et la loi n'a pas à le lui accorder.

Mais ce n'est là qu'une apparence. M. Lorgne d'Ideville visait plus loin ; il voulait, et nous emploierons à dessein ses expressions, concilier le respect dû à la « *propriété petite ou grande* » avec les avantages résultant de la « conservation du gibier » et créer au profit des propriétaires un nouveau revenu, celui du « droit de chasser ». N'est-ce pas là la critique du système allemand tel qu'il résultait du décret de 1830 ; on sent que M. Lorgne d'Ideville le connaît mais qu'il recule devant l'atteinte que ses principes apportent à

(1) *Moniteur Universel*, 1844, p. 331.

la « petite propriété ». Il se rallie à une solution intermédiaire, mais elle lui semble d'autant meilleure qu'il prévoit (c'est lui-même qui l'avoue) que tous les petits propriétaires renonceront à leur droit. Dès lors, les principes seront saufs et la communalisation existera en fait. Voilà ce que l'on sent lorsqu'on lit ses déclarations et si cela ne suffisait pas pour faire éclater au grand jour son arrière-pensée, nous pourrions citer un passage de Mathieu de Dombasle sur lequel il s'appuie et qui préconise précisément ce système: « Dans l'état actuel de la propriété en France, il n'est peut-être qu'un moyen de donner à la question du droit de chasse une solution raisonnable. Ce moyen consisterait à conférer à chaque commune le droit de chasse sur son territoire, en exigeant que ce droit fut loué à l'enchère au profit de la commune qui devrait appliquer au traitement des gardes champêtres les sommes qui en proviendraient » (1). C'est ce que jamais le législateur allemand n'a osé faire, pas même le gouverneur Sack. En somme, M. Lorgne d'Ideville connaissait le système de la communalisation, il l'appréciait mais il n'osait le proposer car il eût heurté des principes qui venaient de triompher.

L'idée lancée fit son chemin, et c'est au Sénat qu'elle réapparait pour la première fois dans sa formule précise. M. Goulhot de Saint-Germain, rapporteur de diverses pétitions en 1867, retraçait ainsi le devoir du législateur: « Si » dans une pensée de prévoyance et de conservation d'une » ressource précieuse pour le pays, le Gouvernement croyait » devoir un jour se livrer à l'étude de la question relative à » la protection du gibier, il y aurait lieu, selon nous, d'exa- » miner s'il ne conviendrait pas de réglementer l'exercice du » droit de chasse eu égard à l'étendue des propriétés, car ce

(1) *Du Droit de Chasse et du Projet de loi sur cette matière*, p. 8 § 2.

» droit ne doit être sérieusement attribué qu'à ceux dont
 » les parcelles comportent par leur contenance, une prati-
 » que présumée suffisante pour la chasse.

» Ce serait il est vrai une restriction apportée à un des
 » attributs de la propriété, mais cette restriction ne serait-
 » elle pas justifiée par des raisons d'intérêt général et d'uti-
 » lité publique de nature à la faire admettre ? Si dans l'état
 » de division où se trouve la propriété et qui tend chaque
 » jour à s'accroître, la faculté de chasser sur toutes les
 » parcelles, quelle qu'en soit l'étendue, reste résolue indi-
 » viduellement à tous les propriétaires du sol ; on ne peut
 » se dissimuler que dans un temps donné, la destruction
 » totale du gibier sera la conséquence fatale de cette faculté
 » et qu'indépendamment des effets désastreux qu'elle occa-
 » sionnera au point de vue de l'alimentation, elle développera
 » les habitudes de désordre » (1).

Cette fois; il n'y avait plus d'équivoque, mais ce n'était là qu'une opinion personnelle qui ne prenait d'importance qu'en raison de l'enceinte dans laquelle elle avait été lancée. Elle ne fit l'objet d'aucune proposition de loi. Il faut croire cependant que cet appel fut entendu, car nous voyons successivement les rapporteurs de deux propositions importantes envisager le système de la communalisation pour mettre en quelque sorte la Chambre en garde contre lui.

M. Labitte, en 1881, dans son rapport sur le projet Guillaumet, rappelait les paroles de M. de Saint-Germain, mais il ne se montrait pas aussi favorable et estimait au contraire que « l'état des esprits, les habitudes prises, certains droits acquis ne permettaient pas en France l'application de ce principe » (2). Précisant davantage, M. Morillot,

(1) *Moniteur Universel*, 1867, page 251.

(2) *Journal Officiel* 1881, Chambre Annexe n° 3734, p. 1123.

en 1893, après avoir cité article par article, la loi d'Alsace-Lorraine, en faisait ressortir le caractère draconien (1). Mais il sentait bien cependant qu'il y avait dans cette législation un principe excellent et en recommandait l'étude au législateur de l'avenir. Il paraît certain que cette opinion ne devait pas être formulée à la Chambre pour la première fois, car la commission chargée d'étudier le même projet proposa tout un ensemble de dispositions inspirées directement de ces idées.

Elle accordait la faculté de se constituer en syndicats, aux propriétaires de fonds voisins les uns des autres, dans le but de tirer un parti quelconque de leur droit de chasse (2), c'est à dire qu'elle créait des groupes analogues aux associations de propriétaires comme nous avons rencontré dans certains Etats allemands, mais avec une organisation plus libérale, laissant aux membres une liberté plus grande et reposant uniquement sur la volonté des parties.

L'imitation est encore plus servile en ce qui concerne la communalisation proprement dite. Les propriétaires ont les plus grandes facilités pour abandonner leur droit de chasse à la commune, mais une fois que celle-ci a pu constituer un domaine elle est tenue de le mettre en adjudication et le produit de la location doit être réparti entre les propriétaires au prorata de l'étendue des domaines abandonnés par eux (3).

(1) *Journal Officiel* 1893, Chambre Annexe 2, page 1196.

(2) Art. 34. — Les propriétaires du droit de chasse sur des terres situées dans le voisinage l'une de l'autre, soit dans la même commune, soit sur les territoires de communes voisines, si ces terres atteignent au total 10 hectares, auront la faculté de se constituer en syndicat, conformément à la loi, soit pour exercer ensemble leur droit de chasse, soit pour faire garder leur propriété, soit pour faciliter sur leurs terres la reproduction du gibier et en assurer ainsi le repeuplement.

(3) Art. 35. — Les propriétaires de biens situés sur le territoire d'une commune, pourront aussi faire l'abandon à ladite commune, de leur droit de chasser

En apparence, tout cela se réfère au droit commun, mais il existe en réalité une différence énorme entre ces dispositions et celles de l'amendement Lorgne d'Ideville ; ici la mise en adjudication s'impose ainsi que la répartition des deniers. C'est le système allemand volontairement consenti ; on espère que les petits propriétaires feront bénévolement abandon de leur droit parceque cela se produit actuellement d'une façon très fréquente, mais il faut voir avant tout dans quelle intention cet abandon est fait et si la perspective de voir leur droit adjugé au profit d'un grand propriétaire de l'endroit, ne les retiendra pas. D'ailleurs ce système se condamne de lui-même puisqu'il reconnaît à la commune le droit de s'entendre avec les propriétaires qui ne voudront pas faire abandon pour les localiser et leur constituer un domaine unique de chasse (1). On voit donc que le propriétaire opposant qui possède des parcelles dissémi-

sur ces biens. Dans ce cas, la cession sera effectuée par simple déclaration au secrétariat de la mairie et acceptée par délibération du Conseil municipal.

Art. 36. — Les communes au profit desquelles des abandons auront été consentis, seront tenues de mettre en adjudication le droit de chasse sur leur territoire pour une durée qui n'excédera pas six ans.

Art. 39. — Le produit de la location sera l'objet d'un article spécial au budget des recettes ordinaires de la commune. Si une indemnité a été stipulée au profit des propriétaires cédants, le montant en sera inscrit aux dépenses ordinaires du budget communal.

Art. 40. — Dans le cas où aucune indemnité n'aura été stipulée, le produit de la chasse ainsi louée au profit de la commune, viendra en déduction des impôts à verser dans la caisse communale par les propriétaires qui auront abandonné à la Commune leur droit de chasse et, ce proportionnellement au nombre d'hectares dont chacun aura cédé la chasse à la commune.

(1) Art. 37. — Lorsque tous les propriétaires d'une commune, ne lui auront pas abandonné leur droit de chasse, celui qui l'aura conservé continuera à en jouir comme par le passé. Mais si sa propriété est morcelée et située dans plusieurs régions du territoire, on pourra lui proposer de lui faire un lot d'un seul tenant d'une superficie égale à celle des terres qu'il possède sur la commune. Ce lot devra être situé, à moins de conventions contraires, dans la partie du territoire de la commune où le propriétaire non abandonnant possède le plus de terres.

nées sur tout le territoire, sera un obstacle non seulement à la création des syndicats, mais aussi à la bonne gestion du droit de chasse par les communes. Pense-t-on vaincre cette difficulté en autorisant les communes à *proposer* à cet individu une transaction ? C'est le système de la loi badoise du 29 avril 1886, art. 5 : « Quiconque possède des terres d'une contenance de plus de 72 hectares, mais ne formant pas un ensemble d'un seul tenant, peut convenir avec la commune au moyen d'un arrangement librement consenti, et pour un laps de temps déterminé, qu'il lui sera concédé au lieu de sa part dans le produit de la location de la chasse, le droit de chasser exclusivement sur une partie du territoire de la commune ».

Mais la situation n'est pas la même et les rôles sont renversés. A Bade, c'est la commune qui est maîtresse du droit de chasse et, si l'accord n'intervient pas, les fonds litigieux tombent dans le district commun, tandis que dans le projet de la Commission, c'est le propriétaire qui est le maître de la situation, le plus souvent, les raisons qui l'ont poussé à conserver son droit lui feront repousser tout arrangement et la situation générale sera compromise.

En somme, c'est le système allemand que l'on préconise, mais il faut savoir l'imposer. Qui veut la fin, veut les moyens, et le mérite de M. Graux consiste à l'avoir compris. C'est de ce projet que procède directement sa proposition. Jusque-là, on avait tendu à se rapprocher de la Communalisation en réglementant les pratiques communales, cette fois c'est le système lui-même que l'on propose. Sauf à savoir, toutefois, si l'on ne s'est pas mépris sur la portée de ces tentatives et si le législateur ne va pas à l'encontre des aspirations populaires, en croyant les seconder.

II. — TENTATIVES DES COMMUNES

Depuis une trentaine d'années, on voit très souvent, sur l'initiative des municipalités les petits propriétaires faire abandon de leur droit de chasse à leurs communes sans exiger d'indemnité. Ces droits réunis constituent un domaine de chasse et une taxe est perçue au profit de la caisse communale sur tous ceux qui veulent en jouir.

N'est-ce pas là, dit-on, la communalisation dans sa forme la plus rigoureuse puisque l'abandon du droit de chasse a lieu sans indemnité ? En réalité, il y a entre ces deux systèmes de très grandes différences ; sans en tenir compte et en ne poussant pas plus avant l'analyse, nous pouvons admettre l'identité de fait. Mais ce qu'il faut envisager dans cette opération intervenue entre la commune et les petits propriétaires, c'est surtout l'intention des parties, le but poursuivi ; or cet abandon peut avoir pour but la constitution d'un domaine communal de chasse, que la municipalité amodiera dans son intérêt, mais il peut aussi tendre à la constitution d'un même domaine dans le but de le réserver aux habitants et d'en interdire l'accès aux étrangers. C'est toujours le double point de vue du *jus utendi* et du *jus prohibendi*. Dans le premier cas, il y a union pour tirer parti de ce *jus utendi* qui pour chacun est insignifiant ; dans le second l'union se fait pour exercer le *jus prohibendi*, qui morcelé, perd sa force et devient incapable de vaincre une résistance soutenue.

Or, il est certain que c'est à ce deuxième point de vue qu'il faut se placer pour juger les prétendues tentatives de communalisation des communes. Les petits propriétaires qui abandonnent leur droits sans indemnité ou sur des promesses vagues, ne veulent pas constituer à la commune un domaine de chasse d'où elle tirera une source de revenus,

ils veulent seulement donner à leurs représentants le moyen d'éloigner les étrangers, parcequ'il leur semble injuste que ceux ci viennent profiter du gibier que les propriétaires indigènes ont nourri. Si l'on doutait de ces intentions il suffirait de voir par quelles phases ces pratiques ont passé.

De nombreuses municipalités ont d'abord purement et simplement décidé que le droit de chasse sur le territoire de la commune était réservé aux habitants, et en vertu d'un arrêté du maire, le garde champêtre fut appelé à verbaliser contre les étrangers qui enfreindraient cette défense. De nombreuses protestations s'élevèrent et à bon droit. De semblables délibérations, en effet, étaient de tout point illégales et auraient dû ainsi que les arrêtés pris par les maires pour en assurer l'exécution, être annulés par le conseil d'état pour excès de pouvoirs, dans le cas où le préfet n'aurait pas pris l'initiative de l'annulation, pour les délibérations, conformément à l'article 63 de la loi du 5 avril 1844 (1) dans la forme fixé par l'article 65 ; et pour les arrêtés conformément à l'article 95 de la même loi.

Le conseil municipal, en effet, empiétait ici d'une façon évidente sur les droits des propriétaires, à qui seuls il appartient de décider si l'on peut librement ou non chasser sur leurs fonds.

La solution devait être absolument identique si le conseil municipal s'était permis d'autoriser la chasse sur le territoire de la commune, même aux étrangers moyennant le paiement d'un droit déterminé ou à charge d'y prendre leur permis. Délibération et arrêté étaient absolument nuls et ne préjugeaient pas des droits des propriétaires des fonds situés sur le finage de la commune.

(1) « Sont nulles de plein droit les délibérations d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prise hors de sa réunion légale. »

Beaucoup cependant furent appliqués car personne ne voulut prendre sur soi de les attaquer, les chasseurs préférant transiger et payer le droit fixe ou prendre leur permis dans la commune si cela était exigé.

M. Jullemier dans son traité des locations de chasse en 1876 signalait déjà un très grave inconvénient de ces pratiques : c'est au maire qu'il appartient de donner au chasseur qui demande un permis de chasse un certificat constatant qu'il remplit les conditions exigées par la loi. Or, comment le maire d'une commune rurale pourra-t-il connaître les postulants non domiciliés sur son territoire. Les garanties de la loi sont sacrifiées.

Une circulaire générale du Ministre de l'Intérieur aux préfets eut été désirable ; aussi certains préfets, dans leurs départements respectifs, ont-ils adressé aux maires des instructions destinées à prévenir ces abus.

Actuellement ces procédés rudimentaires sont à peu près abandonnés et les communes se sont ralliées à un système beaucoup plus juridique qui est le suivant : Sur l'initiative de la municipalité, les propriétaires n'ayant pas un domaine suffisant pour y chasser utilement font un abandon gratuit de leur droit au profit de la commune. Munie de ces renonciations, celle-ci exerce à son profit le droit de chasse en le concédant aux chasseurs moyennant une taxe variable ou à la condition que ceux-ci aient pris leur permis dans son ressort afin qu'elle bénéficie des 10 francs qu'elle reçoit sur le prix total. Ici, il y a bien une ressource créée par l'abandon du droit, mais ce n'est pas en général le but poursuivi, car dans la grande majorité des cas le droit de chasse se trouve réservé aux seuls habitants de la commune, parfois à ceux des communes limitrophes, afin qu'ils ne soient pas exposés aux contraventions dans le cas où il leur arriverait de dépasser les bornes de leur territoire. Mais

très rarement ce droit est accordé aux étrangers et s'il l'est c'est que les habitants ne sont soumis à aucune taxe. En somme, ce qu'il faut bien remarquer, car c'est la caractéristique du système, c'est qu'il n'y a presque jamais égalité de situation entre les indigènes et les étrangers.

Ce procédé est très pratique pour les communes et il n'est pas besoin de l'abandon du droit de la majorité des petits propriétaires pour que le résultat soit atteint. Dès lors, qu'elles disposent de quelques parcelles dispersées dans leurs finages bien fondues dans la masse des autres et de gardes créés et subventionnés par avance: les gardes champêtres, les téméraires seuls oseront se risquer sur des territoires aussi dangereux.

Un particulier pourrait en faire autant, plus facilement même, car la commune se heurte à des nécessités administratives, et si elle veut sévir contre les délinquants, il faut que tout soit fait avec la plus grande régularité; aussi des difficultés sérieuses se présentent-elles.

A proprement parler, en effet, cet abandon du droit de chasse par un propriétaire à la commune, sans indemnité ni compensation, est une libéralité, et la rétrocession moyennant paiement d'une taxe de ce droit aux chasseurs est une location de biens communaux.

Or, il va falloir, puisqu'il s'agit de libéralité, se soumettre à l'article 60 de la loi municipale, c'est-à-dire obtenir l'approbation de l'autorité supérieure si l'abandon est fait avec charges ou sous condition. D'autre part, la location faite par la commune, du droit de chasse qui lui a été abandonné et qui constitue un bien du domaine privé doit être soumise au droit commun; pour une durée inférieure à 18 ans, la délibération n'a pas à être soumise à l'approbation préfectorale, mais il ne faut pas oublier que la mise en ferme des biens communaux de toute nature doit, à moins d'autorisa-

tion contraire, avoir lieu par adjudication publique, à la chaleur des enchères, sous les clauses et conditions insérées dans un cahier des charges dressé par le maire et homologué par le préfet sur l'avis du sous-préfet (1).

L'application de toutes ces formalités rendraient impossibles toutes les tentatives faites par les communes. Aussi s'est-on efforcé de tourner la loi.

En ce qui concerne le caractère de libéralité de l'abandon, on a décidé que, malgré sa gratuité, la renonciation ne serait pas considérée comme une donation, car on peut dire que l'abstention d'exercer la chasse n'est pas équivalente à l'aliénation du droit de chasser. C'est là évidemment une pure affirmation, car le propriétaire qui renonce à son droit le perd d'une façon absolue et la commune en devient titulaire à tel point qu'il serait régulièrement poursuivi au cas où il chasserait sur ses propres terres sans avoir rempli les conditions imposées par la commune. La vraie raison de cette distinction c'est qu'on a voulu que celle-ci échappât au droit d'enregistrement qui devait, s'il y a libéralité, être perçu sur la valeur capitalisée du droit de chasse et ne lui faire payer que le droit fixe de trois francs. L'administration a même encouragé ces pratiques, puisque une instruction du directeur général de l'Enregistrement du 30 mars 1844, décide que l'acte par lequel plusieurs propriétaires renoncent au profit de la commune au droit de chasse sur leurs propriétés est soumis à un droit fixe de trois francs, car ils ont ici un but et un intérêt commun : utiliser au profit de la commune le droit qui, pour chacun d'eux individuellement est à peu près improductif.

La seconde difficulté est de beaucoup la plus grave, aussi les solutions proposées sont elles variées. On a d'abord

(1) *Répertoire du droit administratif*, Bequet, tome 6, Commune, § 2172.

essayé de trancher la question par une distinction entre la location de chasse et la permission de chasser. La loi ne s'occupant en aucune manière de la seconde. Malheureusement les conventions se caractérisent plutôt par leurs éléments que par le nom qu'on leur donne, et comment appeler la convention intervenue entre deux parties, dont l'une s'engage à faire jouir d'un droit et l'autre à payer en retour une somme d'argent, si ce n'est location.

L'échec est certain, aussi les nécessités légales ont-elles été éludées d'autres façons.

Certaines communes ont décidé de n'utiliser le droit de chasse concédé qu'au point de vue négatif, afin d'empêcher l'accès du territoire communal aux étrangers, les habitants pouvant au contraire user librement et gratuitement de ce droit de chasse.

La première partie de cette solution est impeccable, la seconde est tout à fait sujette à caution. Le droit de chasse abandonné à la commune tombe dans son domaine privé; or, « les principes généraux qui régissent l'administration des biens appartenant aux établissements publics, interdisent à ceux-ci tout acte de pure libéralité, et par conséquent les communes ne doivent pas être autorisées à concéder gratuitement à des particuliers le droit de chasse dans les bois dont elles sont propriétaires, alors que la location de ce droit, soit à l'amiable, soit par voie d'adjudication, peut devenir pour elle une source parfois de revenus » (1). Voilà les vrais principes.

La raison de décider serait la même dans notre cas; il faut donc que l'autorisation soit accordée à titre onéreux. Mais du moment qu'il y a paiement d'un droit il y a location, et un terrible dilemme se pose. La solution qui con-

(1) *Bulletin Officiel* du Ministre de l'Intérieur, 1857, page 229.

siste à accorder gratuitement en apparence le droit de chasse, en imposant aux chasseurs une libéralité au profit de la commune, sous la forme d'offres de concours pour l'entretien des chemins vicinaux ou tout autre service municipal, est donc doublement mauvaise, ou bien il y a concession gratuite et les principes s'y opposent, ou bien il y a location et location irrégulière.

En sorte que le jeu des exigences administratives vient condamner toutes les pratiques communales actuelles. La vraie solution, la seule juridiquement irréprochable consisterait pour les communes à mettre le droit de chasse abandonné en location régulière par l'adjudication.

Tout cela est profondément regrettable, car cette dernière solution est en contradiction manifeste avec les tendances actuelles, et ces tendances sont excellentes.

Le point de départ : la réserve du territoire de chasse de la commune à ses habitants est susceptible d'être attaqué, mais ce qui doit intéresser tout particulièrement, c'est le résultat auquel on aboutit. Il se constitue au moyen de ces pratiques de vastes domaines de chasse sur lesquels, moyennant une taxe minime, les chasseurs peuvent se livrer à leurs exploits avec une sécurité relative, mais d'autant plus grande que le nombre des propriétaires abandonnant est plus élevé. C'est théoriquement excellent, malheureusement en pratique le résultat n'est pas des plus satisfaisants et cela grâce aux principes de notre législation sur la chasse.

Il n'est certainement pas de commune où il ne se trouve des mécontents qui, pour faire obstacle à leur municipalité, refuseront de se prêter à toute combinaison, réserveront leur droit de chasse et s'en serviront pour troubler la tranquillité publique.

Le chasseur qui, ayant payé une taxe, se croit autorisé à chasser librement sur le territoire de la commune commet

une grave imprudence, il ne peut avoir plus de droits que son auteur et dès qu'il passera sur le fonds d'un propriétaire intransigeant, il sera exposé à une contravention, il ne pourra sortir que le cadastre en main, à supposer qu'il puisse s'y reconnaître.

Les communes ont donc contre elles les principes du droit administratif et les principes de la loi de 1844, aussi n'est-il pas surprenant de constater les efforts qui ont été faits pour régulariser leurs tentatives actuelles c'est notamment le but de la commission chargée d'étudier le projet Labitte.

La seule solution qui soit intervenue à ce sujet est celle relative au droit unique d'enregistrement. La question fut soulevée à la Chambre des Députés en 1844, à l'occasion de l'amendement Lorgne d'Ideville et un mois après paraissait la Circulaire que nous avons rapportée plus haut.

Toutes les autres propositions se réfèrent en somme au droit commun, puisqu'elles exigent de la commune la mise en adjudication du droit de chasse abandonné, mais il est douteux, ici, que les réformateurs aient bien compris le système auquel tendent les tentatives des municipalités et le projet Graux, qui apparaît comme la formule dernière de toutes les réformes proposées, manque peut-être de l'appui sur lequel il semble reposer tout entier.

Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre le 23 octobre 1894. C'est l'excellence des résultats donnés en Alsace-Lorraine par l'application de la loi de 1881, qui a poussé M. Graux à proposer l'adoption en France d'un système analogue.

Voici les articles fondamentaux de ce projet :

III. — PROJET GRAUX

ARTICLE PREMIER. — Le droit de chasse sur les teerrs, bois, étangs ou marais constituant des propriétés privées,

sera exercé par la commune pour le compte des propriétaires.

Sont néanmoins autorisés à se réserver l'exercice du droit de chasse : 1^o Les propriétaires de terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ; 2^o Les propriétaires de terrains, d'étangs ou de marais à la condition que la superficie contiguë des terrains soit au minimum de 25 hectares et celle des étangs ou marais de 5 hectares.

La contiguïté n'est pas interrompue par les chemins de fer, les routes et les cours d'eau.

ART. 2. — La chasse du territoire communal sera louée en totalité ou par fractions constituant des lots dont chacun aura une contenance minima de 200 hectares, par voie d'adjudication publique, conformément aux règles relatives à la location des biens communaux, pour une période de neuf années.

ART. 3. — Dans les deux mois qui précéderont l'adjudication, les propriétaires remplissant les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article premier, devront par une lettre adressée au maire et qui sera transcrite sur un registre spécial, déclarer qu'ils se réservent le droit de chasse sur leurs terres.

A défaut de cette déclaration dans le délai légal, ils seront déchus de leur droit.

ART. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale et réparti entre les propriétaires de la commune proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chacun.

ART. 5. — Les propriétaires se trouvant dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article premier devront verser dans la caisse communale une somme proportionnelle au

montant de la location de la chasse sur le territoire de la commune et à la contenance cadastrale des terrains, marais et étangs dont ils se seront réservé la chasse.

ART. 6. — Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le maire fera publier le rôle de répartition des sommes revenant à chaque propriétaire sur le montant de la location de la chasse communale.

Si ces sommes ne sont pas retirées dans le délai de six mois après la publication du rôle, elles seront acquises à la caisse municipale.

ART. 7. — Lorsque dans une propriété d'une superficie contiguë de 25 hectares, se trouve une propriété enclavée d'une contenance inférieure, le propriétaire de la superficie contiguë a le droit de chasse sur le terrain enclavé, si, dans la huitaine qui précède l'adjudication, il s'engage par écrit à payer sur ce terrain une indemnité proportionnelle au produit de la location du territoire de la commune (1).

C'est le système allemand tel que nous l'avons dégagé de l'ensemble des législations d'Etats, mais sensiblement aggravé par les art. 3 et 5, en sorte que tout en réservant la question de principe, il faut juger ces innovations.

La première consiste à imposer aux propriétaires auxquels la loi reconnaît le libre exercice de leur droit de chasse, une déclaration antérieure à l'adjudication à défaut de laquelle ils seront déchus de leur droit. En conséquence, toute négligence peut faire tomber dans le district commun non seulement les terrains d'une étendue supérieure à 25 hectares ou les étangs supérieurs à 5, mais encore les fonds entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins,

(1) *Journal Officiel* 1894, Chambre Annexe, 2, page 1420.

ce qui est complètement inadmissible ; ces terrains résistant en effet, par leur nature même, à toute idée de communalisation ; du moment qu'un terrain est clos, tout empiètement sur les droits d'autrui est impossible et il doit constituer quelle que soit son étendue un domaine propre. Comment d'ailleurs pourrait-on justifier cette présomption d'abandon que le projet établit puisque l'exercice du droit de chasse par autrui entraînerait dans ce cas la violation des clôtures. Les législations allemandes ne sont jamais allées jusque-là.

Tout propriétaire qui a négligé de faire sa déclaration est déchu de son droit, dit le projet, mais de quel droit ? Ce ne peut être du droit de chasser, puisqu'il résulte de l'article premier que c'est la commune qui en a l'exercice ; il est donc déchu du droit de se réserver le libre exercice de son droit de chasse sur ses biens ; en sorte que s'il a fait sa réserve c'est de la commune en réalité qu'il tient son droit. Cette idée est très critiquable. Il semble que l'ordre inverse serait plus rationnel et que celle-ci ne devrait tenir le droit de chasse sur les grands fonds que d'un abandon formel du propriétaire.

M. Graux, dans l'exposé des motifs de sa proposition, fait remarquer qu'il suffit de vouloir se réserver le droit « mais qu'il faut que cette volonté soit manifestée. Si elle ne l'est pas, les terres, bois, étangs ou marais, même d'une superficie de plusieurs centaines d'hectares, même entièrement clôturés, seront mis en adjudication comme les autres propriétés privées ». Il semble que, pour lui, la question soit oiseuse et qu'il importe peu que l'exercice du droit de chasse sur les terrains visés par le § 2 de l'article premier passe à la commune par absence de déclaration ou par abandon formel ; mais c'est le principe même du système qui est en jeu, la solution donnée par le projet est en opposition absolue avec la raison d'être de la communalisation.

Le législateur doit admettre que le droit de chasse appartient au propriétaire comme un attribut de son droit : le projet le fait. Il doit admettre aussi que l'exercice lui en appartient toutes les fois que l'étendue de sa propriété lui permet d'en faire un usage utile : le projet fait le contraire puisqu'il lui retire dans tous les cas l'exercice du droit de chasse, sauf la faculté de se le réserver sous les conditions prévues par la loi.

Et tout cela se complique encore par la suite si le propriétaire, en effet, veut user de son droit de réserve, il doit « verser à la caisse municipale une somme proportionnelle au montant de la location de la chasse sur le territoire de la commune et à la contenance cadastrale des terrains, marais, étangs dont il se sera réservé la chasse aux termes de l'article 5. »

Pour employer les expressions mêmes de l'auteur du projet, nous dirons : « En résumé, la situation de ce propriétaire est la suivante, s'il renonce à son droit de réserve, il participe au revenu communal résultant de la location de la chasse. S'il exerce son droit, *il a le même avantage*, mais il doit préalablement verser à la caisse communale sa part de location.

Dans le premier cas, il est complètement assimilé aux autres propriétaires de la commune ; dans le deuxième, il leur est seulement assimilé au point de vue de la recette à partager et il est assimilé aux adjudicataires au point de vue de la dépense à effectuer » (1).

Cette disposition de l'article 5 est absolument anodine, puisque le propriétaire paiera une somme proportionnelle à la location de la chasse sur le territoire communal et à l'étendue de ses biens et recevra lors de la répartition une

(1) *Journal Officiel* 1894, Chambre Annexe 2, page 1420.

somme proportionnelle à la location de la chasse et à l'étendue de ses biens, c'est-à-dire, reprendra exactement d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Mais elle est dangereuse pour le projet parce qu'elle présente une analogie, purement apparente il est vrai, avec le système du projet Chauvin-Jules Guesde sur l'impôt des chasses gardées. Cette simple avance de fonds soulèvera de très vives récriminations sans grande utilité : l'auteur a peut-être seulement pensé que beaucoup de grands propriétaires verseraient la somme exigée, mais ne la retireraient pas pour le plus grand profit de la caisse communale.

C'est peut-être une illusion, car ceux qui se réservent le droit de chasse sur leurs terres ne songent probablement pas à en payer la location. L'abandon serait plus vraisemblable de la part des grands propriétaires qui ne chassent pas, dès lors, n'était-il pas plus simple et plus juste de laisser aux communes la faculté de demander l'abandon du droit sur ces terrains, ce qu'elles n'auraient pas manqué de faire puisqu'elles y auraient eu un grand intérêt.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que cette disposition donne au système une forme plus rigoureuse que celle qu'il a dans la pratique allemande ; or, il n'est peut-être pas très habile quand il s'agit de faire triompher législativement une idée nouvelle de la présenter sous sa forme extrême.

Il serait facile de remédier à cette légère défectuosité du système. Voyons quels seraient les résultats de son application sans en tenir compte.

Les communes, selon le projet Graux, seront tenues de louer, en totalité ou par fractions de 200 hectares au moins, le droit de chasse sur leur finage, par voie d'adjudication publique, conformément aux règles relatives à la location des biens communaux pour une période de neuf années.

Les conséquences sont faciles à prévoir : Ce sont les

grands propriétaires qui, disposant de sérieux capitaux, se porteront adjudicataires, en sorte que le droit de chasse se trouvera centralisé sur quelques têtes, au préjudice des chasseurs petits propriétaires, de beaucoup les plus nombreux.

Cet inconvénient a été aperçu par M. Graux qui, dans le commentaire des articles de son projet, s'exprime ainsi : « Si la location est faite en bloc, sur un territoire étendu, » il y a lieu de craindre que les grands propriétaires ou les » riches capitalistes se présentent seuls aux enchères. Les » chasseurs de la commune pourraient se trouver ainsi » évincés. En divisant en plusieurs lots de chasse le territoire communal, la loi permet à la fois à la commune de » retirer d'une série de locations partielles un prix plus » élevé que celui qu'elle toucherait pour la location globale » et aux chasseurs du pays de se concerter pour devenir » adjudicataires d'un lot. Contrairement à ce qui a lieu » généralement dans les adjudications, chaque location » partielle sera définitive et un adjudicataire ne pourra, en » offrant le montant total de toutes ces locations, devenir » locataire de tous les lots réunis en un seul bloc. » (1)

Nous n'avons pas une confiance aussi illimitée dans l'efficacité de ces mesures. Evidemment, les chasseurs de la commune pourront se réunir pour acquérir un lot, mais l'entente sur ce point ne s'établira jamais facilement pour deux raisons : la première c'est la jalousie qui divise les chasseurs, la seconde, c'est le nombre des associés qu'il faudrait réunir ; on trouvera plus facilement dix grands propriétaires capables de se porter adjudicataires de tous les lots qu'on ne pourra former un syndicat de chasseurs pour en louer un. En outre, à tout supposer pour le mieux, les chasseurs

(1) *Journal Officiel*, Chambre, Annexe 2, p. 1420.

du pays ne se trouveront-ils pas lésés en voyant leur droit restreint à une portion de deux cents hectares, alors qu'ils pouvaient chasser auparavant sur tout le finage. Sans tenir compte de ceux qui se trouvant en dehors de toute combinaison devront renoncer à leur passe-temps.

Est-ce là ce que veulent les communes ? Nullement. Elles veulent, en tentant de constituer un domaine de chasse communal, maintenir les droits des chasseurs du pays ; éloigner les étrangers ou ne les admettre que moyennant une taxe ; se créer une ressource sérieuse en exploitant un droit improductif pour le petit propriétaire.

Les communes ont agi dans l'intérêt de leurs habitants tout en favorisant le leur, en maintenant au droit de chasse son caractère de passe-temps démocratique. Le système proposé recherche avant tout l'intérêt de la commune et n'envisage nullement la question que nous venons de soulever, il aristocratise le droit de chasser et enlève aux habitants des campagnes leur domaine de chasse pour le livrer aux capitalistes des villes. C'est l'antinomie absolue entre les tendances communales et la loi.

Le projet impose l'adjudication, mais il était cependant très clair que tous les efforts des communes tendaient à échapper à cette solution que les principes du droit leur imposaient.

Peut-être l'auteur n'a-t-il vu ou voulu voir que les tentatives conformes à ses idées, car la mise en adjudication est pratiquée dans certaines communes. Peut-être n'a-t-il voulu admettre que la solution légale. Ce qui paraît au contraire certain, c'est que séduit par l'excellence des résultats que le système allemand a donné en Alsace, il a pensé qu'il serait désirable de le voir appliquer en France. Malheureusement, le système allemand est beaucoup trop aristocratique, et cela résulte tant de son économie même que de dispositions indépendantes.

Le système de l'adjudication est aristocratique en soi, mais il n'est peut-être pas impossible d'en atténuer la rigueur en prenant des dispositions du genre de celles que préconise M. Graux ; en Allemagne, au contraire, ce caractère se trouve fortement aggravé par la règle qui restreint le nombre des adjudicataires. En général, nous l'avons vu, le maximum est de 3 pour un district dans les Etats où ce nombre est proportionnel à l'étendue, on trouve (par exemple à Brème), des exigences caractéristiques : un fermier pour 200 hectares, deux de 200 à 400 et trois pour 400 et au-dessus (1). Dès lors, c'est fermer les enchères aux petits propriétaires et aux classes moyennes, la faculté d'inviter semble présenter un palliatif, mais il ne faut pas oublier que les permissions de chasser données par les adjudicataires sont soumises à des restrictions très importantes et qu'il est de principe absolu qu'elles doivent être gratuites. Bien plus, de nombreuses législations excluent directement des enchères toute une classe de citoyens en décidant que l'autorité devra ou pourra leur refuser des permis de chasse, or, tout adjudicataire ou invité doit en être muni

Ainsi, en Bavière « Les permis de chasse peuvent être refusés à tout ouvrier ou domestique ou autres individus de même catégorie » (2). La loi du 1^{er} juin 1866, en Bohême, le refuse « aux ouvriers qui n'ont que leur salaire journalier ou hebdomadaire » (3). Dans le Wurtemberg, le permis peut être refusé aux personnes qui se trouvent dans une situation dépendante (4).

(1) Loi du 27 septembre 1889, § 15.

(2) Loi du 30 mars 1850, art. 19, § 5.

(3) § 24, 4^o

(4) Loi du 27 octobre 1855, art. 9, 1^o.

On peut laisser de côté toutes ces restrictions et se rallier comme a fait le législateur en Alsace-Lorraine, à un système qui, tout en admettant l'adjudication, ne limite pas le nombre des preneurs, ce qui permet aux chasseurs de s'entendre pour louer un lot du territoire communal. C'est ce qu'a fait le projet Graux. Nous avons dit que nous espérions fort peu de ces mesures préventives ; en fait, c'est toujours à la grande propriété, aux classes riches que ce système sera favorable. Or, il nous semble qu'il serait actuellement impossible de l'adopter en France ; la chasse est devenue un passe-temps démocratique, il ne serait ni juste, ni prudent d'en restreindre l'exercice dans l'intérêt du gibier et de la commune mais contre les tendances démocratiques. On nous objectera que l'Alsace-Lorraine avant 1881 était sous l'empire de la loi de 1844 comme nous y sommes actuellement et que l'un des premiers actes d'initiative de la délégation d'Alsace-Lorraine quand ce droit lui fut conféré en 1879, fut pourtant de proposer une loi analogue aux lois allemandes, qui fut définitivement adoptée le 1^{er} février 1881 ; que cette loi adoptée a donné d'excellents résultats, ainsi que le constate M. Graux lui-même. Cependant, il faut remarquer qu'à cette époque, le gibier avait disparu en Alsace-Lorraine au point qu'il était devenu impossible de louer les forêts domaniales et communales et que d'un autre côté la loi du 30 août 1871 avait déclaré exécutoire dans ce pays, à partir du 1^{er} octobre de la même année, le Code pénal prussien dont l'article 368 porte : « Sera puni d'une amende jusqu'à 60 marcs ou de la peine des arrêts jusqu'à 15 jours :

» 10^e Quiconque sera rencontré en appareil de chasse sur le terrain de chasse d'autrui en dehors du chemin destiné à l'usage commun quand même il n'aurait pas fait acte de

chasse à moins qu'il ne soit pourvu du consentement du propriétaire de la chasse ou d'une autre autorisation. »

Cette disposition réduisait à néant le droit des petits propriétaires qui pour se rendre sur leurs fonds devaient fatalement traverser le terrain d'autrui. Il y avait en quelque sorte table rase, et le législateur avait le champ libre.

Dans les Etats allemands, il en fut à peu près de même; il ne faut pas oublier que c'est à la Révolution de 1848 seulement qu'est due l'abolition de la féodalité au-delà du Rhin, et c'est sans transition, pour ainsi dire, que ce système est venu se subsituer au système féodal.

On trouve bien, en Prusse, une période de liberté après la loi du 31 octobre 1848, mais les résultats sont déplorables, et le besoin de réglementation qui se fait sentir, conduit à la remise en vigueur du système du décret du 17 avril 1830, qui était apparu à son époque comme un bienfait puisqu'il adoucissait la législation. Mais dans les autres Etats, cette transition n'existe même plus, et l'on passe directement de la féodalité à la communalisation à Bade, en 1848 (Loi provisoire du 25 juillet 1848). En Saxe, en Bavière, en Autriche, c'est la même loi qui abolit le droit de chasse sur autrui et qui adopte ce système.

L'aristocratie succède à la féodalité, les principes seuls ont disparu; aussi, n'est-il pas étonnant de constater que cette législation, si conforme aux tendances du peuple allemand, ne soit pas attaquée.

Un projet soumis à la Chambre des Seigneurs en 1879-1880 et repris en 1883, tendait simplement à accentuer le caractère aristocratique du régime, le minimum était porté à 100 hectares au lieu de 75; le permis de chasse valait vingt marks au lieu d'un exigé par la loi du 7 mars 1850; enfin la chasse était interdite les dimanches et jours de fête

avec des armes à feu et des chiens. Ce projet fut repoussé, mais il n'en est pas moins curieux à noter.

An nom des principes démocratiques, les socialistes seuls ont osé élever la voix. A la suite du Congrès de Breslau, en 1894, ils revendiquèrent le « libre droit de chasse sur le sol pour tous, pour les fermiers comme pour les propriétaires ». En France, l'adoption d'un pareil régime constituerait un recul, nous ne saurions y souscrire.

Est-ce à dire que nous considérons d'une application impossible en France, le principe même qui est à la base du système de la communalisation, le principe de la restriction de l'exercice du droit de chasse ? En aucune façon ; nous avons dit que nous le considérons comme excellent, nous sommes tout à fait partisan de la création de domaines communaux de chasse, mais ce que nous contestons, c'est la valeur du procédé employé pour leur mise en exploitation.

Sous la réserve que nous venons de faire, nous pensons que l'introduction en France du principe allemand ne rencontrerait pas d'opposition sérieuse de la part des propriétaires ; la pratique le démontre suffisamment. Cette idée du domaine communal de chasse est tout à fait entrée dans nos mœurs et la loi pourrait aisément l'imposer à condition de ne pas heurter les tendances démocratiques de la nation.

En permettant à tout chasseur de continuer de chasser, en ne mettant pas ces districts à la merci des gros propriétaires et des capitalistes des villes, on fera disparaître toutes les résistances. — Qui donc pourrait à bon droit protester ?

Est-ce la grande propriété ? En aucune façon, puisque l'adoption de ce système lui permet, quelle que soit la solution admise, de conserver le libre et exclusif exercice de

son droit sur ses fonds et de l'obtenir sur la propriété d'autrui.

Est-ce la petite propriété ? Pas davantage, car le petit propriétaire conservera la faculté de chasser sur son fonds en même temps qu'il acquerra le droit de chasser sur autrui, en payant une redevance à la commune, et le droit de chasse que les autres ont sur lui, fondera son droit à une quote-part du prix de la location totale. Si, au contraire, il ne veut ni chasser et ni qu'on chasse sur ses biens, sa résistance ne sera pas justifiée, car elle ne saurait être fondée que sur la volonté d'entraver l'accord général ou de se créer un profit immoral en mésusant de son droit, comme nous l'avons déjà montré. L'indemnité représentative du droit qu'il perdra enlèvera tout fondement à sa plainte. La seule difficulté qui pourrait se présenter serait relative au cas du grand propriétaire dont l'héritage comprend un grand nombre de petites parcelles disséminées dans tout le territoire, car la loi va lui enlever l'exercice du droit de chasse sur son bien, c'est-à-dire sur plusieurs centaines d'hectares peut-être.

Mais voici ce que l'on peut répondre, à ses protestations s'il voulait chasser, il était obligé de laisser les autres libres de venir sur ses fonds pour pouvoir, par réciprocité, passer sur les leurs, sans quoi sa situation était celle du petit propriétaire et son droit était vain. Mais l'état, de fait, reste exactement le même sous le nouveau système, puisqu'il aura, et en toute sécurité, le droit de chasser sur autrui moyennant paiement d'une taxe à la commune, et qu'il participera au partage de la somme versée par l'ensemble des chasseurs, en raison du droit qu'ils auront acquis sur ses propres terrains. Bien plus, le système l'avantagera parce que l'indemnité qu'il touchera sera généralement supérieure à la somme qu'il aura versée.

Si, au contraire, ce grand propriétaire ne voulait pas user de son droit, mais prétendait défendre la chasse, sa protestation ne serait pas plus fondée que celle d'un petit propriétaire et pour les mêmes raisons.

Reste ce que nous appellerons la propriété moyenne, c'est-à-dire celle qui approche le minimum légal sans l'atteindre : certes la situation du propriétaire dont le domaine a 24 hectares, si la loi en exige 25, est fort intéressante, mais ce n'est pas un argument sérieux puisqu'il est susceptible de s'appliquer dans tous les cas où le législateur attribue une valeur quelconque à un chiffre. Il convient pourtant de remarquer que ce reproche a d'autant moins de force que le minimum est moins élevé.

La Société Nationale d'Agriculture, qui s'est occupée de la question de la communalisation au mois de mai 1898, s'est cependant montrée nettement défavorable à son adoption, considérant que serait porter une grave atteinte au droit de propriété.

Ce n'est évidemment pas trancher la question, qui reste entière. Le régime de liberté de la loi de 1844 est le plus satisfaisant en théorie, mais le plus déplorable en pratique, et il s'agit précisément de savoir si l'atteinte qui résulte du système allemand n'est pas préférable à notre trop grand respect des principes. A vrai dire, nous craignons que la question ait été mal comprise et que l'on ait vu dans la communalisation un sacrifice aux idées communistes.

Le principe étant admis, la difficulté consiste à fixer le minimum susceptible de libre exercice et à ce sujet on doit tenir compte de deux sortes de considérations : la division de la propriété et la nécessité de créer des domaines de chasse indépendants susceptibles d'une exploitation utile. Or, à notre sens, la première de ces considérations doit fléchir absolument devant la seconde.

Nous admettrions parfaitement que le législateur fixât un minimum beaucoup trop élevé par rapport à la division du sol et dépossédât les propriétaires d'une façon générale, si cela était nécessaire, puisque nous fondons le système sur une idée d'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais il ne doit pas oublier, d'autre part, qu'il ne peut les priver de l'exercice de leur droit qu'autant que cet exercice est pour eux sans valeur et qu'il ne doit pas hésiter à adopter un minimum peu élevé si les circonstances le commandent ; en sorte que l'expression communalisation est à proprement parler mal choisie pour qualifier le système, car la mise en commun n'est qu'une conséquence de son application.

Le but étant la réglementation de l'exercice exclusif du droit de chasse, plutôt que sa mise en gestion par la commune, qui n'est que le moyen.

Entre les 115 hectares exigés en Autriche, les 75 de Prusse et les 25 d'Alsace-Lorraine, un choix n'est pas difficile. Les deux premiers chiffres doivent être repoussés en France, parceque leur adoption entraînerait la dépossession de propriétaires ayant des domaines suffisamment étendus pour constituer des districts de chasse indépendants.

Le minimum de 25 hectares semble au contraire concilier les deux exigences ; s'il fallait lui adresser un reproche ce serait plutôt celui d'être un peu faible, mais il est préférable de faire porter l'exagération de ce côté puisqu'elle tend à respecter davantage les principes du droit.

Le propriétaire qui jugera son domaine insuffisant sera toujours libre de faire l'abandon de son droit à sa commune et de venir participer au partage de la somme produite par la gestion dans l'intérêt commun, et le système se corrigera ainsi de lui-même ; tandis que rien de tel ne pourrait se produire si un maximum trop élevé était adopté.

Le chiffre de 25 hectares fixé en Alsace-Lorraine nous

semble devoir être adopté en France ainsi que le propose d'ailleurs M. Graux, car les conditions sont à peu près les mêmes dans les deux pays. Nous avons vu qu'au point de vue du morcellement de la propriété l'Alsace-Lorraine pouvait se diviser en trois parties : le Nord où les domaines de 10 à 100 hectares occupent plus de la moitié du territoire, c'est la Lorraine proprement dite ; le Centre, où ceux de moins de 10 hectares occupent plus des deux tiers et le Sud où ils occupent plus de la moitié. Or, en France, en se reportant aux renseignements statistiques relatifs aux contributions directes, nous voyons que le nombre des cotes foncières pour la propriété non bâtie inférieures ou égales à 30 hectares était de 13.741.243 (en 1884) représentant 56,19 % de la superficie imposable, les cotes supérieures représentant 43,81 % de cette superficie, ce qui nous permet de conclure que les domaines d'une contenance inférieure à 10 hectares occupent plus de 60 % environ de la superficie totale. Ce calcul n'a rien de rigoureux : 1^o parce que s'il est juste de penser que les cotes inférieures à 30 hectares ne contiennent pas ou presque pas de domaines de 10 hectares ou plus, il est certain que les cotes supérieures comprennent de nombreuses parcelles d'une contenance inférieure ; 2^o parce que si 49.388.304 hectares sont impossibles, 2.422.079 ne le sont pas.

Nous pouvons cependant affirmer qu'en France les propriétés inférieures à 10 hectares occupent environ les deux tiers de la superficie totale, ce qui nous met sur le même pied que l'Alsace-Lorraine.

À vrai dire, on pourrait diviser la France en plusieurs régions où le morcellement serait inégal ; il suffit pour s'en convaincre de considérer la moyenne des cotes dans les différents départements.

Ainsi nous trouvons que cette moyenne, assez élevée

dans la région centrale (Allier 6.64, Mayenne 7.50, Indre, 5) est beaucoup plus faible dans le Nord (Nord 1 ha 72, Pas-de-Calais 2 ha 3, Somme 2 ha 1) et varie suivant les régions. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est que la moyenne se rapproche beaucoup de celle de l'Alsace-Lorraine et que la dépossession résultant de l'application du principe nouveau ne serait pas plus étendue en France qu'elle l'a été dans ce pays où le système a donné de bons résultats.

Le principe de la restriction de l'exercice du droit de chasse nous semble donc à la fois juste et pratique et nous pensons que son application aurait en France de très favorables conséquences, mais ce que nous reprochons au système allemand, c'est son caractère aristocratique, et au projet de M. Graux d'avoir trop aveuglément adopté une législation excellente pour la nation à laquelle elle s'applique mais par trop contraire aux tendances démocratiques de la nôtre.

IV. — SYSTÈME MIXTE

La solution juste consisterait peut être dans la juxtaposition de ce principe aux tentatives communales. Nous avons trouvé le principe allemand excellent, les tentatives communales excellentes, et nous pensons que leur combinaison accentuerait les avantages de l'un et des autres.

Il est certain qu'à raison même des principes admis par la loi française les municipalités s'exposent à un échec certain quand elles veulent constituer un domaine communal de chasse. Il y a toujours un certain nombre de propriétaires qui refusent de s'associer aux autres ; non pas qu'ils considèrent leur droit de chasse comme quelque chose de précieux et qu'ils désirent en tirer un loyer, mais unique-

ment par esprit de contradiction, pour faire de l'opposition aux magistrats municipaux. Opposition qui ne profite même pas à son auteur et nuit considérablement à la commune, qui ne peut tirer qu'un faible revenu des droits qu'on lui a abandonnés, parceque les chasseurs ne se trouvent nullement garantis contre les mauvaises surprises que les abstentionnistes leur réservent. L'application du système allemand fait disparaître toutes ces difficultés ; le district de chasse prend une grande homogénéité, les terrains qui restent en dehors sont suffisamment caractéristiques pour que les inconvénients passés ne soient plus à craindre ; une pièce de 25 hectares d'un seul tenant est assez rare pour qu'on la connaisse et d'ailleurs il n'y a aucune raison pour que le législateur n'impose pas aux propriétaires de réserves l'obligation de planter des poteaux indicateurs (ce serait une excellente réforme et bien simple).

Une fois le domaine constitué, tout en confiant sa gestion à la commune, nous nous séparons du projet. Nous repoussons (et nous avons dit pourquoi) la mise en adjudication et nous préférons le procédé qui tout en fournissant un loyer suffisant dans l'intérêt des propriétaires et de la commune, permettra à tous les chasseurs de continuer de chasser, conformément à leurs désirs et aux intérêts du fisc.

C'est à l'initiative des communes que nous demanderons cette solution ; le système de taxe qu'elles ont adopté dans la grande majorité des cas nous paraît susceptible de concilier tous les intérêts. En étudiant sa valeur administrative on est forcément amené à faire de sérieuses réserves, mais ici nous envisageons la situation législativement et la loi peut tout valider si la solution est favorable et ne heurte pas les principes. Nous pensons que ces desiderata sont remplis, mais cependant une très grave difficulté s'élève.

A supposer que les communes continuent, mais dès lors, conformément à la loi, à imposer aux chasseurs un droit de location fixe ; faut-il leur laisser le droit de déterminer les conditions de la location, notamment celles exigées dans la personne des locataires ? Nous avons vu en effet que les municipalités en voulant constituer des domaines communaux de chasse avaient principalement pour but d'éloigner les chasseurs des villes, soit en les soumettant à une taxe plus forte que les indigènes, soit en refusant de les admettre même en l'acquittant. La commune centralise les droits et en répartit la jouissance entre ses membres. Ce serait comme un lointain écho du régime de la co-propriété du groupe, à moins que ce ne soit la manifestation très moderne d'un sentiment beaucoup plus mesquin.

La question est importante.

La loi, l'Etat, donne aux communes la mission de gérer, dans l'intérêt de tous les propriétaires, le domaine de chasse constitué par l'ensemble de leurs droits réunis. Est-ce dans l'intérêt de la commune qu'elle agit ? Nullement, c'est dans l'intérêt général, en vue de la mise en valeur d'une richesse publique : le droit de chasse ; en vue de la conservation d'une ressource pour le fisc : les différents impôts qui frappent le chasseur ; en vue, enfin, de faire disparaître les immorales conséquences du principe actuellement en vigueur. Dès lors, y a-t-il place pour les visées mesquines auxquelles, tout à l'heure, nous faisions allusion ? Sur quelles raisons le chasseur communal (car, en définitive, c'est lui qui légifère) viendrait-il exclure le citoyen ?

S'il est propriétaire, il a tout intérêt à ce que beaucoup de chasseurs viennent sur la commune puisqu'il percevra sur le droit qu'ils verseront une quote-part. A vrai dire, cela lui importe peu, il préférerait rester seul et ne rien toucher, mais enfin lui-même n'est-il pas constamment sur

les terrains d'autrui, et par rapport à eux dans la même situation que les étrangers.

S'il n'est pas propriétaire *a fortiori* ne doit-il pas se plaindre, pourquoi ne voudrait-il pas qu'on ait pour les autres la tolérance qu'on a pour lui? Pourquoi exclure l'habitant des villes? On répond : Que les citadins chassent sur leur finage ! Ce qui est fort ingénieux, mais fort vide, car la ville et la campagne ne sont point si indépendantes : à quoi servirait au paysan d'avoir des terres s'il n'y avait pas de marchés pour écouler ses produits, et cette prétention n'est pas plus raisonnable que ne serait celle d'une municipalité urbaine qui réserverait l'entrée de son théâtre aux seuls habitants de sa cité.

D'ailleurs, il existe une raison d'un autre ordre et qui nous semble très sérieuse. L'Etat confie aux communes un domaine à gérer ; dès lors, n'est-il pas conforme aux principes du droit administratif, de lui imposer l'obligation d'agir au mieux des intérêts de tous, et cette même règle qui interdit les concessions gratuites dans les bois communaux, ne doit-elle pas faire décider que les communes devront accorder le droit de chasse à tous ceux qui paieront la taxe.

Les sommes perçues à ce titre seront centralisées dans la caisse communale et réparties entre les propriétaires au prorata de l'étendue de leur domaine de chasse. La quote-part attribuée à chaque propriétaire pourrait être déduite de sa cote d'impôts, mais nous préférons la solution proposée par M. Graux et pratiquée en Alsace, et qui consiste à donner aux propriétaires un délai plus ou moins long pour retirer leur part. Ce procédé est très favorable à la commune, en ce qu'il encourage leur générosité, car ils renonceraient plus volontiers à demander leur paiement qu'ils n'en donneraient l'équivalent à la commune, au cas où la compensation se serait faite d'elle-même.

Sous réserve de ces observations, nous sommes très partisan du système de la communalisation, le seul reproche sérieux que l'on puisse lui adresser : celui d'aristocratie est facile à éluder et ses avantages pratiques seraient très appréciables.

Le projet Graux a trop servilement suivi la législation allemande, mais le principe qu'il préconise est excellent, il suffirait pour le démocratiser de modifier son art. 2 dans le sens que nous avons indiqué. Les reproches que nous avons adressés aux art. 3 et 5 étant d'ordre théorique et sans grande portée pratique.

VALEUR DU SYSTÈME

Ce n'est pas en se plaçant au point de vue théorique pur que l'on peut juger une loi sur la chasse ; indépendamment des droits en conflits qu'il s'agit de concilier, il est un certain nombre d'intérêts qu'il faut satisfaire, et bien souvent les solutions les plus rationnelles ou les plus pratiques, selon qu'on s'est préoccupé plus particulièrement de ceux-ci ou de ceux-là, se condamnent par leurs conséquences. *In medio stal virtus*. C'est en se préoccupant à la fois de tous les intérêts que l'on peut arriver à la solution du problème. Le système français est trop rationnel, il se condamne par ses conséquences pratiques ; le système allemand pur est trop pratique, il se condamne par son caractère moyennageux.

La question qui se pose est maintenant de savoir si la conciliation que nous en avons proposée satisfait les intérêts en présence : si tout en respectant les droits du propriétaire elle préserve le gibier et sauvegarde les intérêts du fisc.

1^o *Intérêt du propriétaire*. — Sur le premier point nous n'avons pas à revenir, la loi de 1844 laisse au propriétaire l'exercice et la jouissance de son droit, le système de la communalisation, tout en respectant la jouissance limite l'exercice ; nous avons donné les raisons de cette restriction

et nous les croyons justes. Mais ce qu'il convient de remarquer, c'est l'incontestable supériorité pratique de cette deuxième solution. Grâce à elle, le droit de chasse sur des milliers d'hectares de terrains va prendre une valeur, alors qu'il n'en avait aucune.

C'est une richesse publique qui apparaît en quelque sorte grâce à une sage réglementation. En échange du droit qu'il perd, de son *jus prohibendi* inutile et dangereux, le propriétaire reçoit une indemnité représentative et son droit actif lui reste.

On pourra nous objecter que l'intérêt pécuniaire serait insuffisant pour justifier notre thèse, parceque l'indemnité touchée ne sera pas suffisante pour compenser l'atteinte apportée au droit. Nous reconnaissons que le système ne créera pas pour les propriétaires une source de revenus considérable, mais elle sera parfaitement suffisante, et sans tenir compte des nombreux avantages qui justifient notre solution par ailleurs, nous pensons qu'il y aurait là une sérieuse raison de décider. Il n'y a pas de petits profits, et un sage emploi de ces deniers nouveaux peut donner des résultats inattendus ; n'avons-nous pas l'exemple de l'Allemagne et de l'Alsace-Lorraine.

Les propriétaires français ne pourraient-ils pas s'entendre comme les propriétaires allemands pour décider que le produit de la location servira à payer les primes d'une assurance générale contre la grêle, par exemple. Cela permettrait de suppléer à l'insouciance de beaucoup et ce résultat serait d'autant plus facile à obtenir qu'il ne serait pas nécessaire de recourir à la bourse des intéressés.

Bien plus, en Allemagne une œuvre éminemment philanthropique est secondée grâce au loyer des domaines de chasse ; le surplus du montant des primes dont nous avons parlé est versé entre les mains des compagnies d'assurance contre les accidents du travail agricole, et les

chasseurs contribuent ainsi tout en recherchant leur plaisir à une grande œuvre de solidarité humaine.

Nous ne voulons pas penser qu'il serait impossible en France d'obtenir un accord dans un but aussi noble. Certes, notre loi ne prescrit pas l'assurance obligatoire contre les accidents du travail, mais il serait désirable de voir s'introduire chez nous des pratiques analogues à celles que nous venons de rencontrer en Allemagne.

On objectera que dans ce pays le système de l'adjudication est plus productif que celui que nous préconisons. C'est évident ; mais ce qui est certain c'est que la somme obtenue serait suffisante pour payer les primes d'au moins une sinon deux assurances. Voilà le résultat que l'on peut attendre de la loi si l'union se fait et l'on ne voit plus ici quelles raisons viendraient y faire obstacle, puisqu'un accord partiel suffirait pour permettre un résultat satisfaisant.

Nous pensons que ce régime vaudrait bien celui dont nous jouissons actuellement.

Et à vrai dire, le propriétaire conservera son droit de chasse: il pouvait, sous la loi de 1844, chasser à condition de prendre un permis, d'obtenir l'autorisation des autres propriétaires. Il pourra toujours le faire en se soumettant aux mêmes conditions, à cette différence près, que c'est la loi qui se chargera d'obtenir pour lui le consentement dont il avait besoin et sa sécurité sera plus grande.

La situation du grand propriétaire n'est en apparence pas changée puisque son droit est respecté, non seulement dans sa jouissance, mais dans son exercice ; en réalité elle est fortifiée. Actuellement, si son domaine de chasse est suffisant pour qu'il ne soit pas exposé à empiéter sur autrui, il peut justement se le réserver, mais s'il le fait il s'expose aux représailles, on lui reproche jalousement ce qu'on appelle son égoïsme et l'on gêne le plus possible l'exercice

de son droit. Avec le système de la communalisation, la situation change, ce n'est plus lui qui crée sa réserve, c'est la loi et l'on s'habitue très vite au nouvel état de choses qui sera créé. Les chasseurs connaîtront parfaitement quel sera leur champ d'action, quels droits ils tiendront de la commune et sachant qu'ils ne doivent compter que sur ceux-là, ils n'auront pas cette ambition de posséder tout qui consume ceux qui n'ont de droit sur rien.

A un autre point de vue, la mise en valeur du droit de chasse par la loi, n'apparaît-elle pas surtout ici. Combien, actuellement, de grands domaines sont dépréciés parce qu'un lopin de terre enclavé vient en gêner l'exploitation. Le système nouveau enlève à cette enclave toute sa nocivité. C'est le grand propriétaire qui exercera sur elle le droit de chasse, qui l'absorbera en indemnisant l'enclavé.

Certes, c'est là une expropriation pure et simple, dont l'indemnité même ne semble pas juste puisqu'elle est seulement proportionnelle à l'étendue du fonds et au produit de la location communale ; mais en réalité c'est équitable puisque ce fonds enclavé ne tire pas sa valeur de lui-même, mais des grands domaines qui l'entourent. Une cause de discorde, et non la moindre, disparaît et la valeur du droit de chasse est doublée ; cela ne suffit-il pas pour justifier l'atteinte portée aux droits de l'enclavé.

En somme, le système de la communalisation n'enlève rien aux propriétaires qu'il soit utile de leur conserver et sa réglementation est sage puisqu'elle développe et met en valeur un des attributs du droit de propriété même.

2^o *Conservation du gibier.* — En ce qui concerne la conservation du gibier, la supériorité du système est évidente quand on adopte purement et simplement la législation allemande, mais elle n'apparaît plus aussi nettement lorsque les réformes que l'on propose tendent à laisser à la chasse

son caractère démocratique, sans aggraver les mesures répressives ou préventives du braconnage.

La situation, dès lors, est en apparence la même que sous la loi de 1844. En l'admettant, cela n'aurait rien de grave puisque le système tirerait sa supériorité d'autres avantages, mais il n'en est rien.

Le braconnage, actuellement florissant, n'aurait pas à gagner sous le régime nouveau. Nous avons vu, en effet, que ce n'était pas aux dispositions de la loi qu'il fallait imputer la multiplication des braconniers, mais bien à ceux qui sont chargés de l'appliquer et qui négligent de le faire. Les raisons de cette inertie, nous les avons données en leur temps, mais il nous semble que la principale est le peu d'importance que le législateur attache aux questions de chasse.

L'intérêt particulier semble seul en péril, et on laisse aux propriétaires le soin de se défendre; le système nouveau mettra en relief l'intérêt public considérable que ces questions mettent en jeu tant au point de vue de la conservation d'une richesse nationale que des dangers que fait courir, à la sécurité publique, l'extension du braconnage.

La commune apparaîtra comme directement intéressée, et les autorités sauvegarderont plutôt son intérêt qu'elles ne sauvegardaient celui des particuliers.

D'un autre côté, le garde champêtre, fonctionnaire communal, deviendra en quelque sorte garde particulier de la commune et son action sera d'autant plus efficace qu'il est admirablement placé pour connaître les délinquants.

Il lui sera facile également de connaître les chasseurs ayant le droit de chasse sur le territoire de la commune.

Nous reconnaissons qu'il n'y aura là une garantie sérieuse que contre le braconnage au fusil par les individus non munis de permis ou n'ayant pas acquitté la taxe communale;

ce qui n'est certainement ni la forme la plus répandue, ni la plus dangereuse. Pour les autres délits, la loi n'est pas impuissante, mais comme leur répression demande plus de surveillance et de peine on se heurtera toujours à l'inertie des agents chargés de cette répression. Seuls, les gardes particuliers font preuve sous ce rapport d'une certaine activité et nous ferons remarquer que l'extension qui résultera de la loi, du nombre de chasses réservées, on favorisera la multiplication. Tout le monde en profitera, car le braconnage s'exerce surtout dans les réserves et celles-ci seront du moins bien gardées.

En prenant la question par son côté positif la solution apparaît plus nettement favorable. Le développement des réserves influera beaucoup sur la repopulation du gibier parceque le gibier de plaine n'est pas sédentaire. Mais ce qui est surtout important c'est que le système de la communalisation permettrait l'adoption en France d'un régime analogue à celui des districts francs en Suisse. La commune pourrait parfaitement, et ce serait faire œuvre de sage administration, décider qu'une partie du territoire sera en dehors du domaine commun de chasse dans le cas où l'absence de tout fonds réservé rendrait ce procédé nécessaire. La difficulté qui, sous le système actuel se présente, disparaîtrait, il ne serait plus question d'exproprier des propriétaires dans l'intérêt commun sans pouvoir leur accorder comme compensation le droit de chasse sur les autres. Ici il y aurait égalité pour tout le monde puisque les propriétaires de fonds réservés toucheraient une quote-part sur le produit de la location, comme les autres. Ils auraient même cet avantage qu'on ne chasserait pas sur eux ; il est vrai que par contre ils seraient exposés aux dégâts pouvant résulter de la multiplication du gibier dans ces districts

francs, mais il ne faut pas exagérer cette idée et cette crainte nous semble chimérique.

Le gibier qui cause des dégâts, c'est le gibier de bois et non celui de plaine ; or ici il ne s'agit que de plaine. En outre, il ne faut pas se figurer que le gibier se cantonnera sur ces fonds pour s'y fixer à demeure, car il n'est pas sédentaire ; ces districts francs constitueront des asiles dans lesquels il pourra se réfugier quand il sera poursuivi, mais dès qu'il cessera d'être poussé, il regagnera ses remises.

Le danger n'apparaîtrait que si l'on ne modifiait pas chaque année leur situation, car le gibier né sur le district franc, qui, lui, ne le quittera que rarement et toujours pour y revenir, sera sauvegardé et reproduira dans cette contrée ; dès lors, elle pourra devenir trop giboyeuse, mais le péril n'aura pas le temps de naître puisque dès l'année suivante la réserve disparaîtra. C'est pourquoi il ne nous paraîtrait, même pas en admettant ce système de réserves communales, utile de créer à l'aide d'une augmentation sur la valeur des permis, une caisse départementale pour indemniser les propriétaires des dégâts causés par le gibier, comme le propose M. Graux. Ce sont les grandes chasses gardées et les forêts qui sont dangereuses, mais leurs propriétaires sont responsables s'ils ne prennent pas les précautions nécessaires. Dans tous les autres cas, le préjudice n'est pas à craindre et la création de cette caisse ne ferait qu'encourager les propriétaires à réclamer sans raison ; d'ailleurs les modifications que nous jugeons utile d'apporter au projet Graux font disparaître le danger en ne restreignant pas le nombre des chasseurs.

Nous n'insisterons pas non plus sur une idée du même auteur tendant à imposer à l'Etat la charge de repeupler directement le gibier en créant à ce sujet une ressource de 600.000 francs environ par une augmentation de 2 francs sur

le prix des permis. Cette réforme est en effet absolument indépendante du principe admis en matière de législation sur la chasse et sort ainsi de notre domaine.

3^o Intérêt du fisc. — Toutes les réformes que nous avons étudiées sont excellentes, cependant celui qui les proposerait serait exposé à un échec certain s'il ne tenait pas compte de l'intérêt du fisc. L'ensemble des impôts qui frappent le chasseur constitue une source de revenus considérable pour l'Etat et les nécessités fiscales de plus en plus rigoureuses ne permettraient pas d'y renoncer; d'ailleurs il serait difficile de les remplacer par des impôts plus justes.

Les systèmes de trop grande liberté, ou trop restrictifs, doivent pour cette raison être rejetés comme aboutissant à la suppression de ces ressources, les premiers dans un avenir prochain, par suite de la disparition du gibier; les seconds par la réduction immédiate du nombre des chasseurs. Le système allemand rentre dans cette seconde catégorie et c'est un nouveau reproche que nous lui adressons.

Le système français de la loi de 1844 donne au contraire d'excellents résultats puisque les recettes, augmentent chaque année, et ce que nous pouvons seulement désirer c'est que celui que nous proposons ne vienne pas les diminuer.

En ce qui concerne le nombre des permis de chasse, il restera constant selon toutes probabilités. On va, il est vrai, créer une nouvelle taxe communale, mais il faut remarquer qu'elle existe déjà dans beaucoup d'endroits et que le nombre des permis n'a pas diminué. Cette augmentation n'est en réalité que le prix d'avantages considérables, que la grande majorité des chasseurs paieraient bien cher; aussi leur nombre devrait-il plutôt s'accroître; d'autant plus que les habitants des villes, très avantagés par le nouveau système, pourront se livrer à cet exercice actuellement à peu près impossible pour eux, faute de temps ou très dispendieux.

Quant aux autres impôts : poudre, taxe sur les chiens, leur production est garantie puisque le gibier sera conservé.

Le système de la communalisation se trouverait ainsi suffisamment justifié, puisqu'il sauvegarde tous les intérêts : intérêt de la propriété, intérêt du fisc, conservation du gibier, mais il présente encore cette supériorité sur le système actuel qu'il fait apparaître deux intérêts nouveaux celui de la commune et celui des chasseurs.

4º Intérêt de la Commune. — La communalisation ne crée pas au profit des communes une ressource nouvelle, mais seulement une nouvelle recette, puisqu'elles sont obligées de distribuer aux propriétaires les sommes qu'elles ont perçues des chasseurs ; mais il n'en résulte pas que l'admission de ce système viendra grever le budget communal d'une charge nouvelle.

Il est bien évident que tous les frais relatifs à la gestion du domaine de chasse seront, comme cela se pratique en Allemagne et selon toute justice, prélevés sur le produit de la location. Il est bon, d'ailleurs, de remarquer que ces frais seront dans le système que nous avons proposé, réduits au plus strict minimum, en raison de la suppression de la mise en adjudication qui en était la source la plus considérable. Toutes les autres opérations peuvent se faire sans frais par le simple jeu de l'administration municipale : le percepteur touchera en sa qualité de receveur municipal, la taxe imposée aux chasseurs ; les employés des mairies feront la répartition entre les propriétaires, seuls les frais de la publicité des conditions auxquelles sera soumis le droit de chasse dans la commune, viendra réduire le produit de la location.

Reste il est vrai la question essentielle du paiement du garde champêtre. Lorsque le produit de la chasse est attribué à la commune, il est juste de stipuler qu'il sera d'abord

destiné au paiement de ce fonctionnaire municipal, puisque c'est une ressource nouvelle que l'on crée mais dans l'hypothèse qui nous occupe, il convient de ne pas anéantir, les droits dans un grand nombre de cas suffisamment minimes des propriétaires, en leur imposant l'entretien d'un garde. D'un autre côté, il ne faut pas que la communalisation vienne aggraver les charges du budget communal en obligeant la municipalité à augmenter la rétribution du garde champêtre, en raison d'un supplément d'attributions. La solution pratique est dans le statu quo ? Est-ce juste : voilà la question ; on répondra que les appointements accordés à ce fonctionnaire répondent fort peu à l'étendue de ses obligations et que dès lors il est inadmissible, sans modifier sa situation de lui en imposer de nouvelles en lui ordonnant de surveiller la chasse. Nous objecterons que ce supplément de besogne n'existerait pas.

Le garde champêtre est astreint à faire sur le territoire de la commune un nombre déterminé de tournées de surveillance, il n'en fera pas d'avantage, ses itinéraires ne seront pas modifiés, mais toutes les fois qu'il verra un chasseur non autorisé il devra le poursuivre comme il poursuivrait un maraudeur. Voilà sa seule obligation nouvelle, il semble dès lors, qu'il va être obligé de courir après tous les individus qu'il apercevra en chasse, ce qui ne sera pas une mince occupation, mais il faut remarquer qu'il sera facile au garde champêtre de connaître tous ceux ayant le droit de chasser sur le territoire de la commune ; qu'en conséquence il ne s'occupera que des inconnus et que pour ceux-ci sa poursuite sera intéressée puisqu'il touchera une prime pour chaque contravention qu'il dressera. N'est-ce pas là ce qui se passe actuellement dans les très nombreuses communes où le domaine de chasse est réservé aux habitants ?

Le système proposé ne crée donc à la charge du budget communal aucune obligation nouvelle, ce qui déjà est énorme, mais de plus il est pour lui une source de revenus nouveaux.

Les avantages sur ce point seraient de trois sortes :

1^o On n'a pas oublié la disposition de l'article 6 du projet Graux, aux termes de laquelle, la somme attribuée à chaque propriétaire dans la répartition du prix de location total sera acquise à la commune six mois après la publication des rôles, dans le cas où elle n'aurait pas été retirée. Or il n'est pas douteux que la grande majorité de ceux qui faisaient, avant la communalisation, librement abandon de leur droit de chasse sans demander de rétribution, ne viendront pas réclamer leur part. Les petits propriétaires s'abstiendront parcequ'ils trouveront là l'occasion de faire une libéralité à bon compte et les grands parceque leur situation leur permettra de ne pas attendre après cette source nouvelle de revenus. Les moins disposés au sacrifice y viendront fatalement pour faire comme les autres et nous sommes persuadé que les communes profiteront dans une très large mesure de cette disposition, en raison précisément des habitudes déjà prises.

2^o Les communes pourront trouver dans l'application du système de la communalisation, un profit plus direct si on les considère non plus comme personnes publiques, mais comme personnes privées. Il n'est pas rare en effet, qu'elles possèdent indépendamment des bois et forêts qui constituent d'ordinaire leur domaine privé et qu'elles ont l'habitude de louer à des sociétés de chasse par voie d'adjudication, des plaines, des fermes tout entières dont elles ne peuvent à ce point de vue spécial tirer aucun profit. Dans les contrées où les municipalités ont réservé le droit de chasse sur leurs territoires aux seuls individus ayant payé une somme déterminée, ces propriétés ont été placées dans le domaine commun

en sorte qu'elles en tirent un avantage indirect. Mais en dehors de là les communes se trouvent placées dans la même situation que tout autre propriétaire et elles sont dans l'impossibilité de pouvoir mettre leur droit en valeur.

Dans notre système, au contraire ces biens seraient soumis au régime commun dès lors leur propriétaire, la commune, toucherait dans la répartition du loyer total, une somme proportionnelle à leur étendue. Enfin ;

3^e Une source de revenu nouvelle résulterait de la multiplication du nombre des chasseurs. Nous avons montré quelles étaient les causes qui nous poussaient à croire à cette multiplication, eh bien à supposer que nous nous fussions trompé sur ce point, la situation serait encore plus favorable qu'auparavant. Nous avons vu en effet qu'en l'état actuel les chasseurs des villes se trouveraient dans l'impossibilité de se livrer à leur exercice favori, en raison des pratiques communales que nous avons critiquées, Or ces difficultés disparaîtraient pour eux si le principe de la communalisation était admis ; ils pourraient librement moyennant le paiement de la taxe, chasser sur le territoire des communes placées dans le voisinage de leur ville et il est certain que le plus grand nombre d'entre eux prendrait son permis sur la commune ou il viendrait chasser, soit pour se concilier les bonnes grâces de la municipalité soit parcequ'on lui aurait demandé de le faire dans l'intérêt du budget.

Ce seraient les communes rurales, les plus pauvres assurément qui profiteraient de cette pratique au détriment des communes urbaines dont les ressources sont beaucoup plus considérables. Cette solution semble d'ailleurs la plus rationnelle. Le seul point de vue auquel elle puisse être attaquée serait celui de sa légalité.

Nous avons déjà critiqué ces pratiques comme contraires au but de la loi en ce que les maires sont appelés dans ce

cas à donner le certificat nécessaire pour obtenir un permis à des individus qu'ils ne connaissent pas et par conséquent d'une manière tout à fait arbitraire.

Nous ferons remarquer, cependant, que cet inconvénient très réel cesserait de se produire sous le système nouveau : les chasseurs des villes ne seraient pas obligés d'aller chercher fort loin, une municipalité conciliante les admettant sur son territoire, ils auraient intérêt à choisir les plus rapprochées de leurs centres comme plus pratiques pour eux, et ils auraient plus de chance d'y être connus.

On répondra, il est vrai, que précisément ceux qui ont intérêt à ne pas l'être, iront prendre leur permis dans des pays éloignés et que l'inconvénient reparaitra, mais il faudrait supposer pour cela que le maire ne demande même pas quel est le domicile du postulant, car il devrait être, étant donné les facilités nouvelles, suffisamment prévenu par la justification d'un domicile très éloigné.

Les magistrats municipaux ne prennent malheureusement point tant de précautions, en fait, il est extrêmement rare que le permis soit refusé à ceux à qui il devrait l'être et les abus ne peuvent pas être plus nombreux qu'ils ne sont. Mais s'ils consentent à remplir sérieusement leur rôle, il leur sera très facile d'obtenir des renseignements même sur les étrangers.

Certaines communes ont déjà profité de cette source éventuelle de revenus et les villes lésées n'ont pas protesté. C'est que l'intérêt en jeu n'était pas suffisant, mais il n'est pas douteux qu'elles seraient en droit de réclamer les 10 francs perçus par la commune rurale sur laquelle a été pris indûment le permis ; le cas a déjà été soumis aux tribunaux par la ville de Besançon et tranché en sa faveur. — En sorte que si l'on veut assurer aux communes cette ressource nouvelle, il serait bon de disposer dans la loi que le permis

de chasse peut être pris sur une commune autre que celle du domicile ou de la résidence et ce serait justice (1).'

5^o *Intérêts des chasseurs.* — La loi de 1844 ne s'est nullement préoccupée des intérêts du chasseur ; la situation qu'elle lui fait est on ne peut plus déplorable, il est à la fois sans droits et sans garanties. Cette extraordinaire lacune s'explique plus facilement qu'elle ne s'excuse : Partant de ce principe certain que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, on en a tiré cette conséquence fausse, que le chasseur est forcément une manifestation du propriétaire. Les droits de celui-ci étant déterminés, le législateur s'est cru libre, il n'a pas pensé qu'en fait, la majorité des chasseurs ne possède aucune terre, qu'elle se livre à son passe-temps en vertu du consentement tacite ou plutôt contre la prohibition tacite des propriétaires ; que la minorité qui possède se trouve exactement à de rares exceptions près dans les mêmes conditions et que sa réglementation, ou mieux son absence de réglementation, aboutissait à la prohibition absolue.

Nous ne voulons point, pour montrer tout ce que cette solution a de déplorable, faire le panégyrique de la chasse ni des chasseurs, le premier serait trop facile et le second trop mal aisé. Mais on doit reconnaître que cet exercice exige et développe chez les individus les grandes qualités qui manquent souvent dans la vie : l'énergie, le courage et l'adresse. D'autres l'ont mieux compris ; en Russie par

(1) Il résulte, en effet du texte, mais surtout des travaux préparatoires de la loi, que la commune dont le maire a délivré l'avis favorable devra rembourser les 10 f perçus indûment si l'impétrant n'avait dans cette commune ni domicile ni résidence.

En ce sens également une note du *Bulletin du Ministre de l'Intérieur* de 1864, page 29, ainsi conçue : « Par la création du droit de 10 f, la loi s'est proposée d'accroître surtout les ressources des communes rurales ou les habitants des villes vont souvent se *fixer temporairement* pour chasser. » Et Besançon contre Commune d'Ecole. D. 1876 -3—100.

exemple, les éclaireurs attitrés de l'armée s'exercent à la chasse.

Nous ne voulons pas davantage refaire ici la critique de la loi de 1844 pour montrer que le système de la communalisation substitue à un régime d'insécurité un régime de franchise, nous serions exposé à trop de redites, ce que nous voulons seulement affirmer en terminant cette étude, c'est que ce système apporte aux chasseurs ce qui leur manque surtout : la tranquillité. Cela seul suffirait pour lui attirer leur suffrages.

CONCLUSION

Après avoir demandé à l'histoire et à la raison quelle est à notre époque la nature du droit de chasse, nous avons cherché quelle était la meilleure réglementation dont il fut susceptible. Nous avons envisagé les solutions proposées par les législateurs et les théoriciens et aucune ne nous a pleinement satisfait.

Il nous a semblé pourtant que c'était du côté des législations allemandes que devaient désormais se tourner les regards de ceux qui font les lois. Si, du moins, le système qu'elles préconisent ne saurait être le nôtre, en raison de son caractère aristocratique, du moins, son principe est-il bon.

Les pratiques communales nous ont permis d'en tenter la démocratisation et si après les nombreuses tentatives des législateurs et des théoriciens, nous avons eu la présomption de proposer au problème si complexe que nous envisagions une solution nouvelle, c'est que nous pensons l'avoir plutôt découverte que créée, les éléments se sont présentés à nous, nous les avons seulement juxtaposés. Voici quel fut notre rôle et quelle est notre excuse.

Vu : le Président de Thèse,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	9
PREMIÈRE PARTIE. — De la Nature du Droit de Chasse.	13
I. — Etude théorique.	13
II. — Etude historique.	18
<i>Droit Romain</i>	18
<i>Ancien Droit.</i>	24
DEUXIÈME PARTIE. — Droit Moderne.	37
I. — Système Français.	37
<i>A. Exposé.</i>	37
<i>B. Analyse critique de la loi du 3 mai 1844.</i>	49
Elle n'est ni aristocratique.	49
Ni antilibérale	56
Ni impuissante à réprimer le braconnage	57
Mais elle est trop abstraite.	58
Remèdes proposés	58
<i>Autorisation écrite.</i>	64
<i>Publicité des réserves.</i>	66
<i>Autorisation présumée.</i>	69
<i>Système de la liberté absolue.</i>	73
<i>Système de la chasse à l'Etat ou système suisse.</i>	78
II. — Système Allemand.	84
<i>A. Exposé.</i>	89
<i>Réglementation des baux.</i>	95
<i>Limitation du nombre des fermiers.</i>	98
<i>Invités de chasse.</i>	100
<i>Enclaves.</i>	102
<i>B. Critique de ce système.</i>	107
TROISIÈME PARTIE. — De la possibilité d'introduire en France le système de la Communalisation.	122
I. — De la loi de 1844 au projet Graux.	122
II. — Tentatives des Communes, leur sens et leur valeur juridique.	129

TABLE DES MATIÈRES

III. — Projet Graux. — <i>Exposé et Critique</i>	137
Il est trop aristocratique. ,	144
La restriction de l'exercice du droit de chasse doit être cependant admise.	147
Fixation du minimum légal. ,	149
IV. — Système Mixte.	152
<i>Valeur de ce système</i>	156
1 ^o <i>Intérêt du propriétaire.</i>	156
2 ^o <i>Conservation du gibier.</i>	159
3 ^o <i>Intérêt du fisc</i>	163
4 ^o <i>Intérêt de la Commune</i>	164
5 ^o <i>Intérêt des Chasseurs.</i>	169
CONCLUSION	171

